Lemine Ould M. Salem

LE BEN LADEN DU SAHARA

Sur les traces du jihadiste
Mokhtar Belmokhtar

Éditions
de La Martinière

LEMINE OULD M. SALEM

LE BEN LADEN DU SAHARA

Sur les traces du jihadiste
Mokhtar Belmokhtar

Éditions de La Martinière

ISBN : 978-2-7324-6673-6

© 2014, Éditions de La Martinière
Une marque de la société EDLM
Connectez-vous sur :
www.editionsdelamartiniere.fr

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

À la mémoire d'El Marhouma,
feue ma mère, Zaynab,
de Roughaya,
de Mouhamedou Racine Niang,
de Yaacoub et Cheikh Saad Bouh.
À Dah, mon père.
À la petite, Tfeila, Maiya, l'aquatique,
l'homonyme d'El Marhouma.

Prologue

Carnage à Noël

Serrés les uns contre les autres dans la petite cage métallique grillagée qui les abrite, huit prévenus, tous vêtus de boubous blancs, les barbes hirsutes, écoutent calmement ce 23 mai 2010 la Cour criminelle de Nouakchott, capitale de la Mauritanie, rappeler les faits qui leur sont reprochés. Durant trois jours, ils doivent être jugés pour l'assassinat de quatre Français sur une route isolée dans le sud-est du pays. L'affaire remonte à presque trois ans, le 24 décembre 2007.

Ce jour-là, cinq touristes venus de Charente-Maritime, François Tollet, 73 ans, son frère Gérard, 60 ans, ses fils Jean-Philippe, 47 ans, et Didier, 38 ans, ainsi qu'un de leurs amis, Adda Hacène, 34 ans, roulent à bord de deux véhicules en direction du Burkina Faso. En milieu de journée, sur suggestion de François, le doyen du groupe, ils s'arrêtent pour une pause déjeuner à deux cent cinquante kilomètres de Nouakchott, un peu après Aleg, une petite ville au bord de la route de l'Espoir, ce long serpent d'asphalte qui traverse le désert mauritanien de l'Atlantique à la frontière malienne. Ils se garent à quelques mètres de la route.

Mais les Français ont à peine le temps de sortir de

leurs véhicules que surgit une autre voiture, une vieille Mercedes 190, un modèle très fréquent sur les routes mauritaniennes où il constitue une grande partie du parc automobile local, notamment celui des petites bourses et des taxis. Trois hommes enturbannés sautent de la Mercedes. « Montez », ordonne l'un d'eux, pointant une kalachnikov sur les voyageurs. François Tollet se lance en direction de sa jeep. Cherche-il de quoi se défendre ? Il ne l'atteindra jamais. Une rafale lui crible la jambe, et le fait s'écrouler sur le sol. Les autres membres du groupe se jettent par terre.

Les assaillants regagnent leur voiture. Mais sur l'ordre de celui qui fait figure de chef du groupe, le tireur fait-demi tour et tire à bout portant sur les touristes, tandis que ses deux complices leur font les poches. Le trio repart, persuadé que les cinq Français sont tous morts, y compris François, finalement miraculé, sans doute grâce à l'un de ses fils qui a voulu le protéger en se jetant sur lui pour le couvrir de son corps au moment où il s'écroulait sous les coups de la première rafale. Les agresseurs se dirigent vers Aleg. À l'entrée de la ville, ils croisent un poste de contrôle de la police dont ils forcent le barrage. Pris en filature, ils arrivent à semer les policiers lancés à leur poursuite, puis abandonnent leur voiture qui sera retrouvée une demi-heure plus tard dans une ruelle du quartier d'El-Jedida, la portière arrière portant des traces de sang. Jetée dans une poubelle non loin de là, l'arme du crime sera aussi retrouvée. C'est une kalachnikov pliable avec un chargeur de trente cartouches vide. Grâce à des complicités locales, les trois hommes se cachent d'abord en ville, chez la tante d'un ami originaire du coin, rasent leurs barbes, se coupent les cheveux et troquent leurs

daraa, le grand boubou traditionnel mauritanien, contre des jeans et des blousons. Le soir même, ils se rendent à Boghé, une ville frontalière avec le Sénégal et située sur le fleuve du même nom.

Ils gagnent alors la rive sénégalaise, passent la nuit dans un petit campement de nomades peuls. À l'aube, ils sont déjà à Richard-Toll, capitale sénégalaise de la canne à sucre d'où les moyens de transport permettent de poursuivre la cavale envisagée jusqu'à n'importe quelle destination dans la sous-région. De là, à bord d'un antique taxi-brousse 504 Peugeot, le commando se dirige vers Dakar, par la nationale qui traverse l'ancienne capitale de l'Afrique-Occidentale française, Saint-Louis-du-Sénégal. À Dakar, ils s'installent dans une chambre de location du quartier populaire de La Patte d'Oie. Se faisant très discrets, ils ne sortent guère de leur cache que pour des besoins vitaux, comme ce jour-là, où, en début de soirée, ils reçoivent un appel leur demandant de se rendre immédiatement en face de l'université de Dakar. Là, sur l'ancienne route de Ouakam, aujourd'hui rebaptisée avenue Cheikh Anta Diop, comme l'université elle-même – du nom du célèbre égyptologue sénégalais, père de « l'antériorité de la civilisation nègre » –, ils doivent rencontrer un homme auquel il faudra remettre les documents et objets personnels des victimes. Le rendez-vous se passe très vite, si vite qu'ils ont à peine le temps de se rendre compte que l'homme n'est vraisemblablement pas sénégalais, mais malien, en raison de son accent mandingue, même s'il leur a parlé en wolof, l'idiome qui sert de *lingua franca* au Sénégal, mais qui est assez répandu en Mauritanie, notamment à Nouakchott dont les fugitifs sont originaires. Cette sortie crépusculaire au cœur de la mégapole sénégalaise leur per-

met aussi de s'informer sur la traque dont ils sont l'objet. Ils s'aperçoivent notamment que la presse sénégalaise pullule d'articles sur leur cas et certains ont même mis en « une » les photos de deux d'entre eux. Le trio est alors convaincu qu'il doit quitter la ville.

De retour à leur planque, ils décident de la marche à suivre. Celui qui fait office de chef a la chance que sa photo ne figure pas parmi celles publiées dans les médias. Il doit donc se séparer du groupe et poursuivre sa cavale seul. Il prend la route du Mali afin de rejoindre la frontière algéro-malienne, une région qui depuis longtemps échappe à toute autorité étatique et où il espère trouver un refuge sûr. La distance à parcourir est immense, mais le fugitif parvient à la traverser au bout de plusieurs jours de voyage et de cache-cache avec les services de sécurité des pays de la région. Ses compagnons prennent la direction de la Gambie, ce petit bout de doigt anglophone fichu dans le ventre du Sénégal. Là, les policiers mauritaniens et sénégalais lancés à leurs trousses, avec l'aide des services français, perdent leur trace.

Cavale africaine

Alors que leur chef devait encore passer d'un taxi-brousse à un autre en direction de la frontière sénégalo-malienne, les autres fuyards parviennent sans grande peine à gagner Banjul, la capitale gambienne. Mais l'escale dans l'ex-« Bathurst » britannique ne dure que quelques jours, le temps de choisir une destination jugée plus sûre. Ce sera Bissau, capitale de la Guinée du même nom que l'un des fugitifs connaît bien pour y avoir un moment travaillé dans

le petit commerce. Arrivé dans la capitale de l'ancienne Guinée portugaise, le duo se présente comme des hommes d'affaires et s'installe à l'hôtel Azalaï, unique établissement hôtelier qui mérite à peu près cette dénomination dans cette petite ville lusophone à la chaleur moite et étouffante et où depuis belle lurette guerre civile, putschs incessants et corruption ont tout anéanti jusqu'aux derniers kilowatts d'électricité et millilitres d'eau courante. L'établissement appartient à une chaîne hôtelière ouest-africaine propriété d'une célèbre famille richissime d'Arabes du Mali, les Bali, originaires de la région de Tombouctou avec de fortes attaches mauritaniennes. En ce mois de janvier 2008, l'hôtel Azalaï de Bissau accueille aussi des agents des services secrets français qui enquêtent sur des affaires de trafic de cocaïne sud-américaine dont la Guinée-Bissau est depuis quelques années une importante escale avant les marchés européens. Les chambres des flics français jouxtent la leur, et ces derniers, comme tout policier tricolore en activité à cette période dans la sous-région, avaient déjà reçu le signalement des deux hommes. Dans la nuit du 11 au 12 janvier, vers 1 heure du matin, alors qu'ils s'apprêtaient à se coucher, les deux Mauritaniens voient la porte de leur chambre sauter sous les coups d'hommes en armes : les policiers français soutenus par des collègues guinéens. Neutralisés et menottés, ils sont conduits dans un commissariat de police du centre-ville. Après deux jours de garde à vue, un avion de l'armée mauritanienne les ramène à Nouakchott, en compagnie de trois autres Mauritaniens interpellés alors qu'ils rôdaient autour du poste de police où les deux tueurs présumés étaient détenus. Entendus par les policiers de la Direction de sureté d'État (DSE), les services de renseignement intérieur, les deux jeunes

hommes et les trois complices présumés sont placés en détention provisoire à la prison centrale de Nouakchott. Leur « chef » les y rejoindra quelques mois plus tard, après s'être fait pincer en pleine rue déguisé en… femme.

Placé sous très haute surveillance, leur procès s'est ouvert le 23 mai 2010. La famille Tollet, dont sont issus quatre des cinq victimes de la fusillade, n'a pas jugé utile d'y assister ou de se porter partie civile. Seule celle d'Adda Hacène s'est fait représenter. Son avocat, un ténor du barreau mauritanien, formé à Nice et Paris, M^e^ Moulaye el-Ghali Ould Moulaye Ely, a plaidé « un châtiment exemplaire, vu la gravité des faits ». Faisait-il allusion au caractère inédit de la tuerie, qui est avant tout le premier attentat jihadiste antifrançais commis dans le Sahel ? Ou bien pensait-il à l'immense onde de choc qu'a provoquée ce carnage en pleines fêtes de Noël et qui fait que, depuis, la Mauritanie et la grande majorité des zones désertiques africaines sont vigoureusement déconseillées aux voyageurs du monde entier ? Pensait-il à la délocalisation du rallye Paris-Dakar de l'Afrique vers l'Amérique du Sud ? Grand agent de la promotion du tourisme dans la sous-région, la plus célèbre course auto-moto du monde se préparait, juste avant l'attentat d'Aleg, à lancer sa trentième édition, dont l'essentiel était prévu en Mauritanie. Le rallye devait partir le 6 janvier de Lisbonne pour finir trois semaines plus tard au bord des salines du lac Rose, près de la capitale sénégalaise. L'annulation de cette édition marque la fin d'une époque où sur le continent noir, sa partie francophone notamment, dont le Sahel, les Français se sentaient chez eux. Aujourd'hui, des côtes atlantiques aux regs du Darfour, l'ensemble du Sahara et ses rivages sahéliens sont devenus une zone hostile et dangereuse

pour tout *nasrani*, « nazaréen », comme on désigne dans la région les chrétiens et, par extension, les Occidentaux. En France, dans la rubrique destinée aux voyageurs, le ministère des Affaires étrangères déconseille d'ailleurs vivement la région, dont une grande partie est classée « zone rouge », c'est-à-dire vigoureusement déconseillée, et le reste presque entièrement classé en « zone orange », où la plus grande vigilance est à observer. Les rares personnes ayant commis l'erreur de braver ces consignes l'ont payé très cher, en nature ou en espèces.

À Paris *Inch'Allah*

Aux accusés, les tribunaux servent souvent à prouver leur innocence ou à atténuer les peines encourues. Mais à Nouakchott, durant les trois jours qu'a duré le procès de la tuerie d'Aleg, les trois principaux prévenus ont montré que le contraire était aussi possible. Accusés d'homicides volontaires, de vol en bande organisée et d'actes terroristes, Maarouf Ould Haiba, Sidi Ould Sidina et Mohamed Ould Chabarnou n'ont guère cherché à se défendre. Choisissant de se mettre en scène, ils ont passé leur temps à provoquer les jurés, alternant propagande, défis et menaces, et à revendiquer haut et fort leur appartenance à l'organisation jihadiste Al-Qaïda tout en prétendant être des « soldats d'Allah ». « Je n'ai pas tué mais j'avoue que cela aurait été un grand honneur pour moi si j'avais tué », s'est vanté Maarouf Ould Haiba, « l'émir » du groupe, selon l'enquête de police consultée par l'auteur, disant toute sa haine des « mécréants, en premier lieu les Français et leur président Nicolas Sarkozy ». « Notre mission était le jihad », s'est

glorifié Mohamed Ould Chabarnou, « le seul à avoir tiré sur les Français » selon ses propres mots consignés dans l'enquête de police. « Je suis un terroriste. Je le dis tout haut. J'ai même suivi des entraînements dans les camps d'Al-Qaïda », a revendiqué, quant à lui, Sidi Ould Sidina, avant d'accuser la Cour et le gouvernement mauritanien d'« apostasie », de les convier au « repentir », puis d'interpeller le petit groupe de Français présents dans la salle, dont le consul, le chef de la sécurité de l'ambassade et trois journalistes. Ses propos à l'adresse des Français sont inaudibles, mais son geste est clair. Il met l'index sur la gorge, mimant le geste de l'égorgement, provoquant la panique dans la salle, au point de pousser les forces de l'ordre à évacuer sous forte escorte le petit groupe de Français aussitôt le verdict prononcé. Ce 27 mai, peu après 17 heures, Maarouf Ould Haiba, 26 ans, le chef du groupe, Sidi Ould Sidina, 22 ans, son lieutenant, et Mohamed Ould Chabarnou, 29 ans, écopent chacun de la peine de mort au grand bonheur des… seuls condamnés, qui sourient, se congratulent et crient de puissants « *Allah Akbar* ».

Ultime acte de provocation de jeunes gens paniqués par la perspective de se voir finir devant un peloton d'exécution, ou propos sincères d'une bande de jihadistes convaincus d'avoir raison ? Dans trois entretiens distincts avec l'auteur, dont deux par téléphone, Sidina et Chabarnou se sont montrés d'une franchise effrayante dans leur haine des Français. « Tous les Français sont une cible légitime pour les jihadistes, il faut les frapper partout », a froidement confié au premier jour de leur procès, lors d'une pause du tribunal, Ould Sidina. « Nous sommes des jihadistes et nous avons toujours souhaité mourir en martyrs de l'islam quelle que soit la manière et c'est toujours la meil-

leure chose qui puisse arriver à un musulman », a confié Chabarnou, de sa cellule à la prison civile de Nouakchott, au téléphone en octobre 2010. « La France est un ennemi de l'islam et tous les Français sont donc une cible légitime pour les jihadistes », a-t-il soutenu dans un autre entretien téléphonique avec l'auteur, deux mois plus tard. « Je serai fier d'égorger un Français », s'est vanté Ould Sidina, qui déjà devant les enquêteurs de la police avait soutenu qu'il envisageait de faire la même chose à ses victimes à Aleg. « Notre intention était de les kidnapper, puis de partir loin du regard des passants et les égorger avec un couteau, puis les filmer et envoyer les images au mouvement », c'est-à-dire Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le groupe dont ses compagnons et lui se revendiquent. Mais les événements se sont précipités et l'opération a été exécutée d'une manière différente, sauf qu'elle est « satisfaisante de toutes les façons », lit-on dans sa déclaration devant les policiers.

Pourquoi une telle haine de la France ? « Nous sommes en guerre contre les pays occidentaux, la France en tête, et on va les frapper partout au cœur de leurs pays, en priorité à Paris même, *Inch'Allah* », a juré Ould Sidina, à deux reprises, aux oreilles de l'auteur. Excepté des frappes en France qui à ce jour n'ont pas encore eu lieu, la prophétie du jihadiste mauritanien a été largement réalisée. De l'attentat d'Aleg à aujourd'hui, la France et au-delà les pays occidentaux ont subi une série d'opérations jihadistes parfois spectaculaires mais surtout tragiques, qui toutes ramènent au même groupe dont se revendique le commando d'Aleg : l'ex-GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat) rebaptisé en septembre 2006 Al-Qaïda au Maghreb islamique. Selon leurs déclarations devant la police, tous les trois affirment avoir séjourné dans les camps d'entraînement

de cette organisation situés alors dans le Sahara malien, à la frontière avec l'Algérie et la Mauritanie. C'était entre juin et octobre 2006. Avant de revenir en Mauritanie pour commettre l'attentat d'Aleg, ils avaient reçu l'ordre d'étudier la possibilité d'opérations visant des ressortissants européens ou américains en Mauritanie, mais aussi au Sénégal voisin. Une fois prêts, ils devaient contacter leurs chefs et recevoir les ordres pour exécuter les opérations envisagées. Celui-ci est arrivé « le 15 décembre », lit-on dans l'audition par la police d'Ould Chabarnou, lorsque Maarouf Ould Haiba, décrit comme « l'émir » du groupe, a téléphoné pour « m'informer de son retour du nord du Mali et des instructions qu'il a reçues ». Le jeune homme évoque plusieurs thèmes alors chers à l'organisation jihadiste : l'Irak, l'Afghanistan, la Palestine, les États-Unis. Ould Sidina, lui, parle de la France, un pays qui n'était pas initialement visé mais qui est devenu une cible « après les dernières déclarations de Sarkozy où il a affirmé qu'il soutenait l'Amérique dans sa guerre contre Al-Qaïda ». Selon le trio, l'opération a été planifiée par la *Katibat al-Moulathamoune* (Brigade des Enturbannés) et il se réclame du chef jihadiste Mokhtar Belmokhtar. À l'origine un combattant islamiste de second rang, cet Algérien d'origine est devenu au fil du temps une des plus grandes figures du jihad international. Inculpé aux États-Unis d'Amérique où sa tête est mise à prix pour 23 millions de dollars depuis juin 2013, Belmokhtar est aussi recherché par plusieurs pays dont la France. Une des principales missions des 4 000 soldats français qui se trouvent dans le Sahel depuis le lancement de l'opération Serval est d'ailleurs de mettre la main sur celui qui joue aujourd'hui au Ben Laden du Sahara.

Chapitre 1

Naissance d'un jihadiste

C'est quelque part à la lisière des vents, des sables et du temps. Cinq petites cités de roche, d'argile et de gypse hydraté sont posées sur ce bout de désert algérien depuis dix siècles. À la croisée des anciennes routes caravanières qui reliaient les cités de la Méditerranée et l'Ouest africain, la pentapole de Ghardaïa est une succession de jolis rectangles aux couleurs ocre et pastel, classée depuis 1982 au Patrimoine mondial de l'Unesco. À six cents kilomètres au sud d'Alger, « ce tableau cubiste, magnifiquement construit », selon les mots d'une Simone de Beauvoir émerveillée par Ghardaïa dans *La Force des choses*, et qui a inspiré nombre d'architectes modernes comme Le Corbusier, est l'œuvre des Berbères mozabites. Cette petite et discrète communauté forme un monde bien à part. Adeptes du rite ibadite, une doctrine née dans le giron du chiisme au VII^e^ siècle en Irak d'un différend relatif à la succession du prophète Mahomet, les Mozabites ont longtemps vécu à part. Mais au fil des siècles le développement de la ville a attiré d'autres populations, notamment les Chaambas, une tribu de semi-nomades arabes originaires de la péninsule d'Arabie et aujourd'hui largement sédentarisé dans certains quartiers dont Theniet El-Makhzen, à la périphérie de la ville.

Mourir en martyr

C'est là que le 1er juin 1972 est né Mokhtar Belmokhtar. Benjamin d'une fratrie de huit enfants, « l'Élu » (signification de Mokhtar en arabe) est ainsi prénommé par ses parents en hommage à un oncle paternel disparu treize ans plus tôt. C'était un « *chahid* », c'est-à-dire un martyr de la guerre d'indépendance algérienne. Il a été le dernier nationaliste décapité par les Français à Ghardaïa, en 1959. La famille n'est pas riche, mais Mohamed, le père, qui tient un petit commerce, a les moyens de subvenir aux besoins des siens et ses enfants suivent une scolarité normale. Tous obtiennent le bac et poursuivent des études supérieures, sauf un… Mokhtar. Le benjamin est cependant assidu à la mosquée. La pratique n'est pas un mauvais signe dans ces contrées sahariennes austères où la piété est une attitude largement partagée. C'est l'époque de la guerre en Afghanistan. Les Soviétiques qui occupent le pays depuis 1979 viennent d'en être chassés par une coalition de rebelles, mais les affrontements font rage chez ces derniers. Ils opposent plusieurs groupes dont un puissant courant islamiste dans les rangs desquels se trouvent des milliers d'étrangers. Belmokhtar suit avec intérêt ce conflit et s'identifie déjà aux combattants islamistes, au point que, quand il apprend la mort survenue le 24 décembre 1989 à Peshawar, au Pakistan, d'Abdallah Azzam, le grand idéologue du jihad moderne, sa décision est déjà prise : il faut qu'il rejoigne ses frères jihadistes sur le front afghan. « J'ai été très affecté par sa mort et j'ai juré avec quelques amis de rejoindre le jihad. La plupart de ces amis sont d'ailleurs morts au combat. Depuis ce jour, je ne rêve que d'une chose : mourir en

martyr… J'avais dix-neuf ans », confie-t-il dans une de ses rares interviews parue dans le numéro 7 de la revue interne de l'ex-GSPC, *Majallat al-Jamaa*, daté de mai 2006.

« Afghans arabes »

Palestinien originaire de Cisjordanie, longtemps réfugié en Jordanie après la guerre israélo-arabe de juin 1967, Abdallah Azzam a vécu dans plusieurs pays du Moyen-Orient, dont l'Égypte et l'Arabie Saoudite. C'est dans ce pays, où il enseigna un moment à l'université de Djeddah, que sa route croise un jour celle de l'homme avec qui il met sur pied la première forme du jihad international : Oussama Ben Laden. Homme de vaste savoir et d'action, le Palestinien avait des idées précises sur la manière de rendre à l'islam sa splendeur d'antan. Après l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, le cheikh palestinien devient le principal idéologue du jihad contre les infidèles. Dans une fatwa qui fera date et intitulée « La défense des terres musulmanes, premier devoir après la foi », Azzam érige la guerre sainte au rang de « *fard ayn* », c'est-à-dire d'un devoir absolu qui s'impose à tous les musulmans. Avant sa mort survenue en 1989, il prend soin de consigner sa conception dans un long testament considéré comme une référence absolue dans les milieux jihadistes. « Aucun musulman n'a d'excuse pour abandonner le jihad, peu importe les excuses qu'il utilise : comme la *da'wa* (la prédication), l'écriture des livres ou la *tarbiya* (l'éducation) », insiste-t-il dans ce texte, où il affirme qu'« aucune permission n'est requise pour combattre dans la voie d'Allah. Pas de permission des parents, du professeur ou de l'émir et

cela fait consensus chez les savants d'Ahl As-Sunna de l'Histoire. Quant le jihad devient obligatoire, un fils doit combattre même sans la permission de ses parents, une femme sans la permission de son mari et un étudiant sans la permission de son professeur. Quiconque essaie de nier les lois claires a outrepassé les limites en laissant aller ses caprices et ses désirs sans suivre les préceptes d'Allah. C'est un sujet décisif et clarifié qui ne laisse aucune place à la mauvaise compréhension ou à la déformation ». Sa fatwa puis son testament reçoivent la bénédiction de plusieurs grands théologiens, dont le grand mufti officiel du royaume d'Arabie Saoudite, le célèbre cheikh Abdelaziz Ibn Baz. Afin de joindre le geste à la parole, Azzam s'installe dès 1980 à Peshawar où il organise la mobilisation de ceux qu'on appellera plus tard les « Afghans arabes ». Il prend aussi part aux combats contre les Soviétiques. Cet avocat d'une « vision globale de l'islam » militait pour que les musulmans « dépassent les frontières dessinées par nos adversaires ». Il est à l'origine de la première plate-forme sur laquelle va germer l'idée d'Al-Qaïda : *Maktab al-Khadamât* (Bureau des services), une sorte d'agence chargée d'accueillir les volontaires étrangers pour le jihad en Afghanistan. C'est grâce à lui que Ben Laden se rend pour la première fois au Pakistan et en Afghanistan auprès des chefs islamistes locaux, avant de s'installer dans la région en 1982.

CIA

La mort d'Azzam est survenue dans des circonstances mystérieuses, le 24 décembre 1989, suite à l'explosion de sa voiture alors qu'il se rendait à la mosquée avec ses deux

fils pour accomplir la prière du vendredi. Il était assis à côté du chauffeur, ses deux fils à l'arrière. La charge de quinze kilos de TNT dissimulée dans le véhicule n'a épargné personne. Tous sont morts sur le coup. Parfois attribué à l'ISI, les services secrets pakistanais, la CIA ou le Mossad, qui à l'époque pouvaient redouter la montée en puissance des idées de l'homme au sein d'une grande partie des milieux militants islamistes dans le monde, son assassinat a aussi été attribué à certains de ses anciens compagnons, dont Ben Laden. Le théologien venait de rompre avec eux. L'une ou l'autre des hypothèses n'a jamais été prouvée.

On ne sait pas comment et avec quels moyens Belmokhtar parvient à se rendre en Afghanistan. Comment a-t-il réussi à quitter l'Algérie où les activistes islamistes font l'objet d'une surveillance étroite depuis la découverte en 1982 d'une tentative de guérilla islamiste, décapitée seulement en 1985 avec la mort de son chef, ancien héros de la lutte d'indépendance, Moustapha Bouyali ? Avec quels moyens, lui, le fils du modeste commerçant du fin fond du désert algérien a-t-il pu parcourir une si longue distance pour se rendre dans un pays aussi loin de chez lui que l'Afghanistan ? Est-il parti dans le cadre de l'« Afghan Program », le plan mis en place par la CIA américaine, avec l'aide des services pakistanais et saoudiens, pour acheminer des volontaires étrangers qui partaient se battre contre le gouvernement communiste de Kaboul et ses alliés soviétiques ? Si aucune source documentée ne permet à ce jour de trouver des accointances entre le jeune Algérien et des services étrangers, Belmokhtar est en tout cas en Afghanistan dès 1991. Il a seulement dix-neuf ans et suit plusieurs formations dans divers camps jihadistes. « J'ai suivi une formation dans divers types de techniques militaires et fait

plusieurs stages », confie-t-il dans à la revue de l'ex-GSPC. Belmokhtar nomadise ensuite entre divers fronts. Mais il est arrivé trop tard pour se battre contre les Soviétiques et vraisemblablement trop tard aussi pour rencontrer Ben Laden, son futur modèle. Les premiers étaient déjà rentrés chez eux. Le second devait probablement être en route pour son pays d'origine, l'Arabie Saoudite, qu'il quitte en 1992 pour le Soudan, où il se base jusqu'en 1996, avant de retourner en Afghanistan. L'Algérien aura, cependant, le temps de fréquenter plusieurs autres figures célèbres du jihad international. « J'ai fait la connaissance de plusieurs leaders et héros… et rencontré plusieurs maîtres comme Abou Qatada et Al-Maqdissi », explique-t-il encore à la revue de l'ex-GSPC.

Surnommé aussi Abou Omar, Abou Qatada est palestinien d'origine et de nationalité jordanienne. Né en 1959 ou 1960 à Bethléem, en Cisjordanie, il est décrit dans les années 2000 par la presse britannique comme l'« ambassadeur d'Oussama Ben Laden en Europe » et sera à deux reprises, en 1998 et 2000, condamné par la cour jordanienne de sûreté de l'État à quinze ans de travaux forcés, pour « financement d'un groupe interdit » et « liens avec Al-Qaïda », ainsi que pour la « préparation d'attentats visant des objectifs américains et juifs et des visiteurs chrétiens en Terre sainte lors du Jubilé 2000 ». Inscrit sur la liste des individus liés à Al-Qaïda par le comité créé par la résolution 1267 du Conseil de sécurité des Nations unies, il sera qualifié en mars 2004 par la Commission d'appel spécial des affaires d'immigration (SIAC) de Londres d'« individu réellement dangereux », « au centre d'activités terroristes associées à Al-Qaïda au Royaume-Uni ». Menacé d'expulsion vers la Jordanie, il introduira un recours, faisant valoir

qu'en cas d'expulsion vers ce pays, il risque d'être torturé ou maltraité. C'était au lendemain de son arrestation en août 2005 par la police britannique après les attentats du 7 juillet 2005 à Londres. Libéré le 17 juin 2008 de la prison de Long Lartin sur décision d'une commission spéciale, il sera à nouveau arrêté. Dans un jugement rendu le 17 janvier 2012, la Cour européenne des droits de l'homme s'opposera à son extradition qui violerait le droit fondamental à un procès équitable, car des aveux obtenus sous la torture seraient retenus comme preuve. Le 6 février, il sera placé en liberté conditionnelle, assigné à résidence et soumis à un contrôle des visites. La secrétaire d'État à l'Intérieur Theresa May s'opposera à cette libération estimée dangereuse pour la sécurité du Royaume-Uni. Finalement, le 7 juillet 2013, il sera expulsé vers la Jordanie, où, à sa descente de l'avion de la Royal Air Force, il sera remis à des enquêteurs de la Cour de sécurité d'État.

Ibn Taymiyyah

Également jordanien d'origine palestinienne, Al-Maqdissi, et plus précisément Abu Muhammad al-Maqdissi, est lui aussi actuellement en détention en Jordanie. Né Isam Mohammad Tahir al-Barqawi, il est originaire de Naplouse, en Palestine. Élevé au Koweït où sa famille a immigré trois ans après sa naissance en 1959, il y a fait toute sa scolarité primaire et secondaire. Après le bac, il a songé à étudier les sciences islamiques à l'université de Médine, mais s'est retrouvé inscrit à Mossoul, en Irak, où il se découvre une passion pour certains penseurs musulmans anciens. Deux vont l'influencer particulièrement : Ibn Taymiyyah,

un religieux du Moyen Âge considéré comme l'une des grandes références du courant salafiste, et Mohamed Ibn Abdelwahab, le fondateur du wahhabisme, la doctrine officielle du royaume d'Arabie Saoudite. Après ses études universitaires, Al-Maqdissi voyage souvent, notamment au Koweït et en Arabie Saoudite pour aller assister aux enseignements de célèbres cheikhs salafistes. Mais très vite, il se fait sa propre vision de l'islam politique, accusant certaines de ces figures religieuses d'ignorer la véritable situation dans le monde islamique. C'est l'époque où des volontaires musulmans affluent du monde entier pour combattre les Soviétiques en Afghanistan. Al-Maqdissi fait le voyage. En Afghanistan, il rencontre un grand nombre de jihadistes, dont un qui deviendra son disciple le plus connu, Fadel Nazel al-Khalayleh, son cadet de six ans, lui aussi jordano-palestinien, qui n'est pas encore Abou Moussab al-Zarqaoui, le célèbre fondateur de la branche irakienne d'Al-Qaïda, ancêtre de l'actuel État islamique en Irak et au Levant (EIIL), un des principaux groupes rebelles jihadistes actuellement en Syrie et en Irak.

En 1992, Al-Maqdissi retournera en Jordanie, où il se fera remarquer par ses violentes diatribes contre le gouvernement jordanien. Ses prêches séduiront un grand nombre de ses compatriotes, ce qui lui vaudra une première arrestation, suivie d'un emprisonnement. C'est l'époque où il retrouvera son ancien compagnon, Al-Zarqaoui. Entre 1995 et 1999, les deux hommes seront détenus ensemble. Al-Maqdissi deviendra le mentor d'Al-Zarqaoui. Après leur libération, Al-Zarqaoui retournera en Afghanistan auprès des talibans alors au pouvoir à Kaboul. Al-Maqdissi restera en Jordanie, où il sera de nouveau arrêté. Les autorités l'accuseront de conspirer pour attaquer des intérêts amé-

ricains en Jordanie. Libéré en juillet 2005, il sera encore arrêté en 2009. Jugé en 2011, il est condamné à cinq ans de prison, peine confirmée un an plus tard en appel, mais il finit par être libéré en juin 2014.

Aujourd'hui, un des idéologues les plus radicaux du jihad, Al-Maqdissi, est aussi en même temps l'un des plus nuancés. À plusieurs reprises, il s'est opposé à certains jihadistes. À l'occasion d'une correspondance adressée à son ancien disciple, Al-Zarqaoui, avant la mort de ce dernier en 2004, il conseilla d'orienter ses attaques contre l'occupant américain plutôt que sur les chiites, qu'il s'agisse de civils ou de lieux de culte. Dans certains ouvrages, Al-Maqdissi condamne aussi avec vigueur les assassinats d'humanitaires. En 2008, à l'issue d'une incarcération de trois années, il ajouta à un de ses anciens livres – *Waqafat ma'a thamarat al jihad* (« Sur les fruits du jihad ») – un chapitre consacré à la Croix-Rouge intitulé « *Hal jazā'u al-iḥsān illā-l-iḥsān ?* » (« Y a-t-il d'autre récompense pour le bien, que le bien ? » – Coran, sourate LV, verset 60). Traduit en anglais (*Is There Any Reward for Good Other Than Good ?*), ce document relate l'expérience du penseur jihadiste avec la Croix-Rouge, qui lui rendit de nombreuses visites durant sa détention. Désavouant explicitement les attentats commis contre les locaux du CICR à Bagdad, Al-Maqdissi rappelle que l'Empire ottoman avait accepté sans réserve la première convention de Genève en 1864, reconnaissant la neutralité du personnel médical intervenant dans les zones de guerre. Mais il reste pour la plupart des gouvernements du monde considéré comme un « théoricien du jihad dangereux et influent », ainsi que le décrit le Centre américain de lutte contre le terrorisme de West Point. Une étude réalisée par le Centre de lutte contre le terrorisme de l'Académie

militaire des États-Unis (Combating Terrorism Center of the United States Military Academy – USMA) le présente comme « le plus influent théoricien jihadiste vivant » et le site Internet qu'il a fondé, Minbar al-Tawhed wal Jihad (www.tawhed.ws), comme « la plus grande bibliothèque en ligne d'Al-Qaïda » selon les mots de l'USMA.

On ne sait pas grand-chose des relations qu'Al-Maqdissi et Abou Qatada ont pu établir avec Belmokhtar lors de son séjour afghan, si ce n'est que leur conception du jihad comme une obligation absolue pour tout musulman (*fard ayn*) sera désormais la sienne. Belmokhtar ne fréquente pas moins de trois fronts, dont Jalalabad et Kaboul. C'est sur un de ces fronts qu'il va vivre un épisode dont il portera le stigmate à vie : un éclat d'obus lui lacère l'œil droit. Il en perd l'usage définitivement. Ce qui lui vaut ce surnom qui ne le quittera plus : *Laaouar* (le Borgne, en arabe).

Chapitre 2

Le Borgne

On ne sait pas si c'est ce handicap oculaire ou la situation dans son pays qui pousse Belmokhtar à rentrer chez lui. Au moment de regagner l'Algérie en 1992, cela fait quatre ans que le pays est à feu et à sang. Tout a commencé en 1988, lorsque, sous la pression de la rue, un conflit surgit au sein du pouvoir et oppose « conservateurs » et « réformistes », libérant un peu l'espace public où les manifestations longtemps interdites se multiplient. En octobre, des émeutes éclatent à Alger, puis dans tout le pays. Pour la première fois depuis l'indépendance, l'armée tire sur la foule et tue cinq cents civils. Mais les partisans de l'ouverture au sein du pouvoir l'emportent, forçant le régime à une libéralisation du champ politique, même si l'aile conservatrice espère toujours avoir les moyens de garder la main sur le processus. Pendant trois ans, de l'hiver 1988 à l'hiver 1991, l'Algérie vit son « printemps », au rythme d'intrigues au sommet de l'État, de divisions au sein des mouvements d'opposition, mais surtout de l'ascension fulgurante d'un courant islamiste, avec une large frange ultraradicale.

C'est dans ce contexte qu'un référendum, organisé le 23 février 1989, dote le pays d'une nouvelle Constitution

qui abolit le rôle dirigeant du Front de libération nationale (FLN), au pouvoir depuis l'indépendance, et autorise le multipartisme. Plusieurs partis sont légalisés, tels le Front des forces socialistes (FFS), le vieux mouvement d'opposition dirigé par un héros de la lutte de libération nationale, Hocine Aït Ahmed, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), qui regroupe principalement les berbéristes, mais aussi des formations ouvertement islamistes, comme le Front islamique du salut (FIS) qui ne cache pas son ambition d'instaurer en Algérie une « République islamique ». Le FIS est officiellement reconnu le 5 septembre 1989 et c'est lui qui parviendra à fédérer le mécontentement et le désir de justice sociale d'une majorité d'Algériens. Dans la foulée, une loi présidentielle amnistie de nombreux opposants démocrates et islamistes et permet le retour au pays des « exilés » comme Hocine Aït Ahmed, jusqu'alors réfugié en Suisse. Le monopole étatique sur les médias est aussi supprimé au profit de la liberté de la presse. Une multitude de journaux indépendants, comme les quotidiens francophones *El Watan*, *Le Matin* ou *Liberté* et arabophones comme *El Khabar*, voient le jour et étonnent par leur liberté de ton jamais vue dans un pays arabe.

Dans ce contexte de vide laissé par la fin du monopole du FLN sur la vie politique, une course de fond s'engage immédiatement entre les deux grands pôles nouvellement arrivés sur la scène politique : les démocrates et les islamistes. La première manche de cette compétition a lieu à l'occasion des élections locales du 21 juin 1990, premier scrutin pluraliste de l'Histoire algérienne. Le FIS obtient 54 % des suffrages exprimés, remporte la majorité dans les grandes villes et se retrouve dans la position du seul

concurrent sérieux du régime dont la vitrine politique, le FLN, enregistre un fiasco avec seulement 28 % des suffrages. Le FIS, dirigé surtout par des élites « arabophones » longtemps bloquées dans leur ascension sociale par leur non-appartenance au très francophone « sérail » algérien, se pose déjà en dépositaire de la légitimité populaire et commence à montrer ses couleurs. Une de ses premières mesures est ainsi de rebaptiser les frontons des mairies par l'inscription « Municipalité islamique » à la place de la devise nationale « Révolution par le peuple et pour le peuple ».

« Grève sainte »

C'est forts de cette fraîche victoire que les islamistes entament leur première démonstration de force publique depuis la légalisation de leur parti. À la veille des élections législatives prévues pour le 27 juin 1991, le FIS, soutenu par plusieurs partis politiques, dénonce le découpage électoral et menace d'une grève générale. Fin mai 1991, le Syndicat islamique du travail (SIT), affilié au FIS, lance un appel à la grève générale. Cette « grève sainte » prend très vite les allures d'un mouvement de désobéissance civile et le pays est dans un climat quasi insurrectionnel. En quarante-huit heures, Alger se transforme en campement islamiste. Le pouvoir est dépassé, au grand bonheur des leaders du FIS, notamment Abassi Madani et son second Ali Belhadj. Désormais, le FIS ne demande pas seulement l'annulation de la loi électorale, mais exige aussi la tenue d'une élection présidentielle anticipée qu'il est convaincu de gagner haut la main. La médiation entamée par le

président du Parlement, Abdelaziz Belkhadem, un des rares responsables du régime qui ait bonne presse auprès des islamistes grâce à sa réputation de piété, ne parvient pas à calmer la situation. Le Premier ministre Mouloud Hamrouche, surnommé le « Gorbatchev algérien » en raison de son rôle dans la transformation du régime, suspecte l'armée de préparer une intervention et remet sa démission le 2 juin, laissant le président Chadli Bendjedid gérer seul la tension. Trois jours plus tard, il est remplacé par un « technocrate » largement acquis à l'armée : Sid Ahmed Ghozali. Le même jour, le Président annonce l'instauration de l'état de siège et le report des élections législatives. L'armée ressort de ses casernes, prend position dans Alger et les grandes villes du pays. Le 21 juin, elle décide de remplacer l'inscription « Municipalité islamique » sur le fronton des mairies par la devise républicaine, provoquant des affrontements entre manifestants islamistes et forces de l'ordre. Ali Belhadj, numéro deux et chef de fil des radicaux au sein du FIS, enjoint aux « musulmans » de stocker des armes et appelle à la violation du couvre-feu. Les blessés affluent dans les hôpitaux des grandes villes, qui passent sous le contrôle de personnels islamistes. La direction du FIS est aux anges. Stimulés par le soutien que leur manifeste leur base, les leaders du parti islamiste, notamment le numéro un, Abassi Madani, lancent un ultimatum, le 28 juin, et donnent quarante-huit heures à l'armée pour évacuer les villes sous peine de déclarer le jihad. Avec six membres de la direction du parti, dont son adjoint Ali Belhadj, Abassi Madani est arrêté deux jours plus tard. Le calme revient dans les rues du pays, mais la crise n'est pas pour autant jugulée. L'armée espère décapiter le FIS.

Le 15 octobre 1991, le président Chadli Bendjedid annonce à la télévision nationale le coup d'envoi officiel de la campagne électorale pour les élections législatives prévues le 26 décembre 1991 et se déclare également prêt à coopérer avec le gouvernement issu de la prochaine Assemblée nationale. Il scelle son sort. Cet homme réputé pour sa « faible capacité de travail » et son « absence de la scène politique », selon les mots de ses détracteurs, est dès lors soupçonné de compromission présumée avec les islamistes. Début décembre, le chef de l'État avait pourtant consulté Sid Ahmed Ghozali, que l'armée a entre-temps réussi à lui imposer, sur l'opportunité de reporter à nouveau les élections pour éviter une « catastrophe ». Mais le nouveau chef du gouvernement l'en avait fermement dissuadé, ainsi qu'une partie des chefs militaires, dont le général Khaled Nezzar, alors puissant ministre de la Défense.

Finalement, les premières élections législatives pluralistes de l'Algérie indépendante sont organisées le 26 décembre 1991, au terme d'une campagne menée par Sid Ahmed Ghozali contre son propre parti, le FLN, ce qui a nourri chez certains observateurs le sentiment d'une volonté du pouvoir de « favoriser » le FIS, histoire d'en faire le parti « à abattre » une fois les élections terminées. C'est à reculons que les islamistes participent pourtant aux élections. À la veille du scrutin, le FIS était en butte à de profondes querelles entre partisans de la participation menés par l'aile pragmatique incarnée par Abdelkader Hachani, le numéro trois du parti, et les défenseurs du boycott, menés par le radical Ali Belhadj, qui réfléchissaient déjà à la prise des armes. Mais la tendance de Hachani parvient à éviter le basculement dans la violence en arrachant au parti une

participation, sans toutefois empêcher les plus radicaux de se cramponner à une éventuelle option armée.

Le premier tour des législatives est marqué par 5 millions d'abstentionnistes. Mais il confirme l'effondrement du FLN qui obtient seulement 15 sièges, alors que le FIS frôle la majorité absolue avec 3 260 000 de voix, soit 47,54 % des suffrages exprimés, et décroche 188 des 430 sièges à pourvoir de l'Assemblée nationale. Les « indépendants », les laïcs et les islamistes « modérés », eux, ont mordu la poussière. En dehors du FIS, la seule formation politique à émerger est le Front des forces socialistes (FFS) de Hocine Aït Ahmed, l'opposant historique au FLN. Avec 510 661 voix et 25 sièges, il se situe cependant clairement dans l'opposition aux côtés des islamistes même s'il se retrouve en ballottage avec eux à Alger. À l'annonce de ces résultats, les responsables politiques et militaires ont la mine assombrie et sont pris de panique. Mais ils commencent à préparer la riposte. Moins de quinze jours plus tard, le 11 janvier à 20 heures, quand, les traits livides, le président Chadli Bendjedid lit une lettre de démission devant les caméras de la télévision nationale, alors que les blindés prennent position aux points stratégiques de la capitale, tout le monde comprend que la victoire électorale du FIS vient de sceller l'aboutissement du coup d'État amorcé déjà en juin 1991.

À deux doigts de passer sous le contrôle d'un parti islamiste, mais désormais sous la coupe ouverte des militaires, l'Algérie est en état de choc. « La République vacille », titre le 12 janvier le quotidien procommuniste *Alger républicain*, tandis que l'opinion s'interroge. Ce triomphe écrasant au premier tour des législatives remporté par les islamistes est présenté par l'état-major de l'armée algérienne (ANP)

comme « porteur de germes de guerre civile », « de la destruction de l'État et d'une fracture dans une armée restée jusque-là monolithique ». Mais l'événement divise les Algériens entre ceux qui veulent aller au bout du processus électoral – islamistes, FIS, FFS et FLN en tête – et ceux qui ont peur de voir l'État algérien dominé par les islamistes.

C'est cette peur-là, justement, que va exploiter l'armée, appuyée par certains partis politiques qui savent, après leur échec au premier tour, que le second risque de signifier leur disparition de la scène politique. Le leader du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Saïd Saadi, appelle ainsi à « empêcher le second tour par tous les moyens ». Un « Comité national de sauvegarde de l'Algérie » (CNSA) est créé par le RCD, les communistes du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS), qui ne se sont même pas présentés aux élections, et la direction de l'UGTA, la centrale syndicale. Ils sont relayés par la presse francophone qui multiplie les « unes » catastrophistes, alors que les journaux en langue arabe gardent leur calme. L'objectif de la manœuvre est clair : montrer que la « société civile » appelle de ses vœux l'interruption du processus électoral.

Redoutant ce qu'ils soupçonnent être tout simplement un putsch militaire, plusieurs partis politiques, menés par le FFS et les « réformateurs » qui contrôlent désormais l'ancien parti unique, le FLN, organisent une grande manifestation le 2 janvier 1992 pour exiger la tenue du second tour. Une véritable marée humaine de 3 millions de manifestants envahit ce jour-là les rues d'Alger avec le slogan « Ni État intégriste, ni État policier ». « Rien n'est perdu », s'époumone Hocine Aït Ahmed devant la foule qui l'acclame. Le vieil opposant voit dans cette manifestation

le « sursaut » qui peut amener une grande partie des 5 millions d'abstentionnistes à voter en masse au second tour pour empêcher le FIS d'obtenir la majorité absolue au Parlement et sauver le processus démocratique. Le pouvoir, lui, préfère présenter la marche comme un rejet massif du « projet intégriste ». La messe est dite.

Contraint par les militaires, le président Chadli Bendjedid signe la dissolution de l'Assemblée nationale, ce qui crée, légalement, un vide constitutionnel en excluant Abdelaziz Belkhadem, son président, qui, d'après la Constitution, doit assurer l'intérim de la présidence pendant quarante-cinq jours. Le climat est lourd et les rumeurs les plus folles bouleversent les Algériens. Le pays est au bord de l'explosion. Le FIS, lui, tente de se montrer rassurant vis-à-vis de la population, mais maintient une attitude menaçante à l'égard du régime, alors que le CNSA intensifie la pression sur le pouvoir. Relayé par la presse et les intellectuels francophones, le CNSA réclame l'interruption pure et simple du processus électoral, sinon le report du second tour des législatives. Chadli Bendjedid refuse. Il invoque le respect de la légalité constitutionnelle. Mais le 11 janvier, il est forcé d'annoncer sa démission. Dans une lettre remise, auparavant, au président du Conseil constitutionnel, le chef de l'État regrette les nombreuses dérives qui « ont atteint une limite qu'il n'est plus possible de dépasser sans porter gravement préjudice à la cohésion nationale, la préservation de l'ordre public et l'unité nationale », avant de conclure : « Devant ces graves développements [...] conscient de mes responsabilités, j'estime que la seule solution à la crise actuelle réside dans la nécessité de me retirer de la scène politique. Pour cela [...] je renonce, à compter de ce jour, à mes fonctions de président de la République. » Chadli

Bendjedid quitte donc le pouvoir, mais son gouvernement reste en place. Son départ ne signe ni la fin de la crise, ni l'échec du compromis d'une partie du système avec les islamistes. Il est remplacé par un Haut Comité d'État (HCE) doté des pouvoirs du président de la République, à la tête duquel est nommé Mohamed Boudiaf, un héros de la lutte de libération mais méconnu du grand public et qui depuis 1963 vit en exil au Maroc. Quand il débarque en Algérie le 16 janvier 1992, Boudiaf prend soin d'arborer les habits du grand réconciliateur : « Il faut mettre les compteurs à zéro, s'attaquer aux causes et aux conséquences de la crise. Je ne veux pas que le sang coule à nouveau dans mon pays. Je tends la main à tous », crie-t-il. Ses premiers gestes indiquent que le nouveau chef de l'État entend faire bouger les choses. Dès sa prise de fonction, il multiplie les contacts et les rencontres. Il écoute, pose des questions, donnant l'impression aux Algériens qu'ils ont enfin trouvé leur sauveur.

Mais cinq mois plus tard, le 29 juin 1992, lors d'une conférence publique à la maison de la culture d'Annaba, dans l'est du pays, Boudiaf est assassiné. Le 3 juillet, il est remplacé par Ali Kafi, secrétaire général de la puissante organisation nationale des Moudjahidines, les combattants de la guerre de libération. À côté de lui, un Conseil consultatif national de soixante membres est censé remplacer l'Assemblée dissoute le 4 janvier. Mais ce Conseil n'est là que pour avis et les titulaires ont été soigneusement sélectionnés. Le vrai pouvoir appartient toujours aux généraux « janviéristes », qui entre-temps n'ont pas oublié les islamistes. Les sympathisants du FIS sont arrêtés et leurs chefs, notamment Abassi Madani et Ali Belhadj, sont condamnés le 15 juillet à douze ans de réclusion. Leurs partisans ne

baissent pas les bras pour autant : leur victoire leur a été confisquée. Par milliers, ils montent en masse dans les maquis, les mêmes exactement que ceux qui avaient abrité leurs aînés indépendantistes contre la France entre 1954 et 1962. Très vite, des régions entières passent sous leur contrôle. Accrochages, attentats, assassinats, faux barrages et rafles sont le quotidien des Algériens. La violence est partout au point que le pouvoir semble chanceler. L'hypothèse d'une victoire de l'Armée islamique de salut (AIS), la branche armée du FIS, est même sérieusement envisagée par les chancelleries étrangères et certaines commencent discrètement à prendre langue avec certains leaders politiques islamistes en exil. C'était sans compter sur la détermination des « janviéristes », qui avec l'armée et leurs « ninjas », ces policiers cagoulés et vêtus de noir, vont peu à peu regagner du terrain quitte à ce que ce soit avec des méthodes extrêmement brutales et violentes. Chez les islamistes, on ne fait pas non plus dans la dentelle. Sur les routes, les partisans du FIS se déguisent en faux soldats pour faire le tri entre voyageurs et n'hésitent pas à tuer froidement. Dans les grandes villes, les intellectuels et les artistes sont particulièrement ciblés. Les élites ont peur et ceux parmi eux qui le peuvent fuient à l'étranger.

C'est dans ce climat que Mokhtar Belmokhtar rentre en l'Algérie, après avoir combattu auprès de ses « frères musulmans » afghans. Il y arrive par le Maroc. Pour un voyageur dont la destination finale est, d'après son interview avec la revue de l'ex-GSPC, la partie orientale de l'Algérie, le passage par la Tunisie voisine semble pourtant plus indiqué. Pourquoi le Maroc ? Les lecteurs assidus de la presse algérienne de l'époque se souviennent que le Royaume chérifien

était souvent cité comme le principal point de transit des armes à destination des insurgés algériens. Il était surtout accusé de jouer un jeu trouble avec ces derniers. En effet, Rabat était soupçonné de vouloir les instrumentaliser pour obtenir d'Alger de cesser son soutien aux indépendantistes sahraouis du Front Polisario qui disputent au Maroc la souveraineté sur le Sahara occidental. « J'en sais quelque chose moi-même. C'est une vérité », jure Abdelhak Layada, *alias* Abou Adlane, cofondateur et premier émir du Groupe islamique armé (GIA), qui a supplanté l'AIS pour devenir le principal mouvement de l'insurrection islamiste en Algérie. Parti au Maroc pour y acheter des armes, selon les autorités algériennes, il est « arrêté » par les autorités marocaines en juin 1993. Dans un long entretien avec l'auteur, au printemps 2007, l'ancien chef de la guérilla assure avoir personnellement discuté du sujet du Sahara avec les hautes autorités marocaines, c'est-à-dire le souverain de l'époque Hassan II et Driss Basri, son puissant ministre de l'Intérieur, tous deux aujourd'hui disparus. « J'étais dans un hôtel à Oujda, près de la frontière et les services marocains sont venus me chercher pour m'emmener à Rabat et m'installer dans une villa. Je n'ai jamais été en prison là-bas. J'avais droit à tous les égards. C'est Driss Basri qui venait me voir dans cette villa. J'ai même rencontré le roi avec qui j'ai discuté en personne. Tous les deux insistaient pour que les islamistes s'engagent, une fois vainqueurs, à chasser le Polisario, en contrepartie de quoi ils vont nous aider dans notre guerre contre le régime en Algérie. Mais j'ai refusé. Ils ont essayé de me faire du chantage, mais j'ai tenu bon et refusé d'entrer dans leur jeu. J'ai même écrit au président algérien actuel, Bouteflika, pour lui raconter tout ça et m'aider à porter plainte contre le Maroc pour

ce qu'il m'a fait subir », affirme l'ancien chef de la guérilla, aujourd'hui installé à Baraki, dans la banlieue d'Alger. Officiellement arrêté au Maroc le 10 juin 1993, Abdelhak Layada a été livré trois mois plus tard à Alger. Jugé et condamné plusieurs fois, il écope même de la peine de mort. Mais il est finalement libéré dans le cadre du dispositif de « réconciliation nationale », amorcé par le régime pour inciter les islamistes à abandonner les armes. Il reste cependant interdit de toute activité politique, sans que cela le conduise à renier l'essentiel de ses convictions initiales. « Je reste un salafiste convaincu que le jihad s'impose à tout musulman et que l'Algérie doit être gouvernée par les seules lois de la charia et pas celles de la démocratie qui est une hérésie. La religion d'Allah triomphera sur la terre entière », assume-t-il.

La « Brigade du Martyre »

Belmokhtar est-il lui aussi passé par le Maroc dans l'espoir d'acheter des armes ? Aucune trace officielle de cet épisode n'existe, si ce n'est une brève allusion dans son entretien à la revue de l'ex-GSPC où il affirme être rentré d'Afghanistan en Algérie par le territoire chérifien. Il y a certes des rumeurs qui disent qu'il a fait un bref séjour à Sidi Bel Abbès, avant de se rendre dans l'est du pays. Son passage par la frontière se fait donc en toute tranquillité. « Je suis parti dans l'est et j'ai passé environ six mois là-bas avec le chef Abou Moussaab al-Khathir, commandant de la zone Est aujourd'hui disparu », résume-t-il dans le même entretien.

Le Sud dont il est originaire est encore épargné par les

troubles nés de l'insurrection islamiste. Pas d'attentats, ni de faux barrages ou d'affrontements, comme c'est le quotidien dans le reste du pays. Du moins jusqu'à ce que lui-même arrive dans sa ville natale vers juin 1993. Belmokhtar prend à peine le temps de retrouver sa famille et ses amis. Il est pressé d'ouvrir un foyer de guérilla dans la région. Avec une poignée de proches, il met sur pied un noyau dont il entend faire le fer de lance du jihad dans tout le sud du pays. Il crée un petit groupe armé dénommé la *Katibat As-Shahada*, ou Brigade du Martyre, affilié au Groupe islamique armé (GIA). La *katibat* de Belmokhtar n'a pas beaucoup de moyens, mais son chef est assez déterminé pour que très vite il parvienne à mener de petits coups d'éclat. Sa première action est sanglante. Elle a lieu en 1993, quelques mois seulement après son retour à Ghardaïa, sa ville natale. À la tête d'un petit commando, Belmokhtar attaque une patrouille de police à la lisière de la ville. Treize policiers sont tués dans cette opération et leurs armes récupérées par le commando. La Brigade du Martyre installe aussi des faux barrages. Ce procédé, qui consiste à déguiser des jihadistes en gendarmes en faction sur une portion de route isolée pour opérer des braquages, va vite devenir une des marques de fabrique du groupe qui organise plusieurs attaques surprises sur les routes du Sud algérien. Ses cibles préférées dans ce genre d'opérations sont les convois des compagnies d'hydrocarbures travaillant dans la région que la petite bande braque pour s'emparer de leurs cargaisons, des camions ou des véhicules tout-terrain, qui sont plus tard vendus au marché noir dans les pays limitrophes. L'argent amassé sert à renforcer l'arsenal militaire du groupe, mais aussi à pourvoir en armes les autres maquis installés dans le nord du pays.

« Dès 1994, nous avons reçu des informations crédibles comme quoi Belmokhtar se fournit en armes de guerre et en munitions dans plusieurs pays de la région, y compris la lointaine Guinée-Conakry et le Tchad. Je ne parle même pas du Mali, du Niger ou de la Mauritanie où Belmokhtar a longtemps été presque chez lui au vu et au su de tous. Le plus souvent, ce sont des hauts gradés de l'armée locale qui lui vendent les armes. Tout le monde le sait dans la région y compris les plus hautes autorités de ces pays. Mais, je ne sais pas pourquoi, personne n'a jamais voulu mettre un terme à cette situation. Il payait sans doute très bien les chefs militaires qui étaient en affaire avec lui », accuse Ahmed, un ancien commandant touareg de la gendarmerie malienne, longtemps chargé des services de renseignement dans le nord du Mali, aujourd'hui installé à l'étranger.

Mister Marlboro

Belmokhtar est aussi l'objet de rumeurs tenaces le présentant à l'époque comme un des plus grands contrebandiers de cigarettes, voire de drogue, du Sahara, ce qui lui vaut cet autre surnom de « Mister Marlboro ». « Dans ce genre de choses, les preuves matérielles n'existent jamais, sauf si vous prenez quelqu'un en flagrant délit, ce qui dans son cas n'est pas facile, vu ses moyens logistiques et militaires. Mais les informations que j'ai pu collecter moi-même auprès des habitants attestent que, dès 1994, Belmokhtar se trouvait en relation avec des contrebandiers arabes maliens dans la localité de Hassi Rzaka, au nord de la ville de Goundam. Je ne sais pas exactement ce qu'il

traficotait lui-même. Est-ce que c'est du carburant ou des produits alimentaires importés d'Algérie ? Est-ce que c'est les cigarettes ou la drogue, qui sont les produits les plus rentables ? Ou est-ce qu'il fournissait juste la logistique aux convois ou mettait ses hommes au service des trafiquants pour escorter leurs marchandises contre de l'argent ? La seule certitude est qu'il n'y a pas de fumée sans feu », ose l'ex-commandant malien.

« Comme tout le monde dans le désert, Belmokhtar a bien fait du trafic, mais pas de drogue, ni de cigarettes, nuance un haut responsable politique sahélien qui est un des rares officiels à avoir eu l'occasion de traiter avec le chef jihadiste. Il a fait de la contrebande de carburant algérien dont le litre est à dix centimes d'euro dans les pompes en Algérie et se vend dix fois plus dans les autres pays de la région. Il a aussi investi dans le trafic des denrées de base subventionnées en Algérie et qui se vendent trop cher dans le nord du Mali ou au Niger. Cet homme est avant tout un islamiste pur et dur. Ce n'est pas un voyou. C'est un fanatique. Cette réputation de trafiquant de cigarettes ou de drogue a en fait été inventée par les services algériens, puis reprise par leurs homologues des pays du Sahel », rigole le haut responsable qui dit avoir été personnellement témoin d'une scène qui le conforte dans son point de vue. « Je suis allé le voir plusieurs fois dans son fief dans le désert pour négocier la libération d'étrangers qu'il détenait. Au cours de mon dernier séjour chez lui, un convoi de trafiquants de cigarettes et de drogue dirigé par un homme très connu dans la région et que je connais personnellement s'est arrêté à quelques mètres de nous. C'était en plein désert. Le chef du convoi l'a reconnu et le groupe est venu nous saluer. Belmokhtar

s'est immédiatement mis à les sermonner en leur disant qu'ils commettaient un grave péché en s'adonnant au trafic de produits *haram*, illicites en Islam. Ils l'ont écouté sans broncher et sont partis rejoindre leurs voitures. Avant de reprendre la route, le chef du convoi est revenu pour nous offrir de l'eau, des cartons de lait, du jus de fruits, du thé et du sucre. Belmokhtar a refusé de prendre le cadeau en disant qu'un musulman ne doit pas boire ou manger un produit dont l'origine est illicite selon la charia », raconte le haut responsable.

Simple « transporteur », comme il se présente, mais grand spécialiste de « cigarettes » reconnu des habitués des pistes entre la Mauritanie, le Mali, l'Algérie, la Libye, le Soudan et l'Égypte, Soueilem, un Arabe malien, lui aussi rigole de cette étiquette de trafiquant qui colle au chef jihadiste. « Je connais tous les trafiquants dans tous les pays du Sahara. Je fais la route depuis 1991 et j'ai travaillé avec la plupart d'entre eux. Si Belmokhtar était dans les cigarettes, j'en aurais été le plus heureux. Lui et ses hommes nous ont créé beaucoup de problèmes. Quand ils sont quelque part, mieux vaut les éviter. Je préfère tomber sur des gendarmes que sur eux. Belmokhtar et ses amis te prennent ta cargaison, la brûlent et te fouettent. Ils disent que c'est *haram*, c'est un péché. Ils l'ont fait à des gens que je connais personnellement. Mais moi, j'ai toujours réussi à les éviter. Quand je sais qu'ils sont dans une zone, je la contourne », jure le chauffeur.

Quant à Belmokhtar et son entourage, l'accusation ne les fait ni sourire, ni rire. Au contraire. « Ce sont des techniques que maîtrisent très bien les médias complices, pour ternir l'image de tout jihadiste sincère, et pour changer l'image des jihadistes auprès de gens, pour qu'ils les

prennent pour des coupeurs de routes ou des trafiquants de drogue. Et ce n'est pas nouveau… Nous tenons à clamer notre innocence de toutes ces accusations », se défend l'intéressé dans la revue en ligne de l'ex-GSPC. Interrogé par l'auteur en octobre 2012, dans la ville malienne de Gao, alors occupée par les jihadistes, son « chef d'état-major », et oncle paternel de son épouse, Omar Ould Hamaha réfute lui aussi. « C'est archifaux. C'est de la pure propagande des services de renseignement étrangers pour ternir notre image dans l'opinion, s'énerve-t-il, dans un français impeccable. Nous avons suffisamment de moyens pour financer nos activités. Nous ne faisons rien de *haram*, c'est-à-dire interdit par la religion. Grâce aux rançons et à l'argent que nous versent régulièrement les pays occidentaux pour libérer leurs ressortissants que nous enlevons souvent, ou pour laisser tranquilles leur citoyens, nous avons de quoi subvenir à tous nos besoins. » Tout au plus admet-il que « d'anciens trafiquants de drogue sont bel et bien dans nos rangs. Mais ce sont des repentis et Allah a prévu le repentir dans le Coran ».

Trafiquant ou pas, en tout cas, Belmokhtar n'a jamais oublié la raison initiale qui l'a amené à descendre dans le désert : étendre la « guerre sainte » dans le Sud algérien et au-delà, dans l'ensemble du Sahara. Ainsi, le 5 mai 1995, son groupe assassine cinq coopérants étrangers près de Ghardaïa, dans une opération contre les locaux de la compagnie algérienne Anabib, sous-traitant de la compagnie d'hydrocarbures Sonatrach. Les victimes sont deux Français (Richard Machabert et Jean-Claude Cordjon), un Britannique (Edward Wilson), un Canadien (Janer MacGari) et un Tunisien (Moustapha Zemrili). L'impact de cet attentat est tel, au sein des rangs jihadistes, que la

direction du GIA décide de transformer la petite Brigade du Martyre en un véritable émirat, c'est-à-dire une circonscription autonome. De chef adjoint au départ, Belmokhtar est en quelques mois désigné émir général de la région. Il entreprend aussitôt de multiplier les recrutements. Le jihad étant un « *fard ayn* », une obligation absolue pour tout musulman, comme il l'a déjà appris lors de son séjour afghan, Belmokhtar sillonne le désert pour convertir les populations locales aux thèses jihadistes. « Les premiers ressortissants des pays du Sahel devenus jihadistes ont été recrutés par lui à cette période-là », se souvient un responsable des services de sécurité de la sous-région. Belmokhtar s'emploie aussi à établir des liens avec les organisations islamistes susceptibles d'aider l'insurrection en Algérie. L'une d'elles attire particulièrement son attention : Al-Qaïda, dont les chefs étaient à cette période basés à Khartoum, au Soudan.

La distance entre son fief des confins algéro-maliens et le Soudan est immense. Mais les moyens de liaison existent, même s'ils coûtent cher et sont peu confortables. « Si tu as tout ce qu'il faut comme eau, carburant et nourriture, entre quatre et sept jours suffisent largement pour relier Tombouctou et le Soudan. Je l'ai fait plusieurs fois », explique Soueilem, le « transporteur » malien. Belmokhtar s'est peut-être rendu lui-même à Khartoum. Quoi qu'il en soit, il parvient à établir les premiers contacts officiels entre le GIA et la bande de Ben Laden. « J'ai été chargé par le commandement du groupe d'entrer en contact avec les frères d'Al-Qaïda au Soudan. Des correspondances ont été établies entre nous afin de nous aider. C'était vers la fin de l'année 1994 et le début de l'année 1995 », lit-on d'ailleurs dans la seule trace formelle de ces contacts, sa

fameuse interview avec l'organe de l'ex-GSPC de mai 2006. Qu'ont-ils pu se dire lors de ces échanges ? Quelle aide Ben Laden a-t-il pu fournir à cette époque au GIA ? A-t-il fourni un appui financier aux maquisards algériens ? A-t-il envoyé des combattants, ou s'est-il contenté de donner conseils et orientations à ses « frères » algériens ?

Qu'elle soit le fait de l'AIS ou du GIA, l'insurrection algérienne rencontre à cette époque d'importants problèmes de ressources matérielles et humaines. Elle a aussi besoin d'expertise en matière militaire. Ben Laden et ses amis vont donc donner un coup de main à leurs frères algériens, en envoyant de l'argent, des armes, mais aussi des « officiers » pour encadrer la guérilla algérienne. Mais cette aide n'est pas sans condition. Le Saoudien exige ainsi « un redressement salafiste » et un changement des méthodes de lutte au sein de l'insurrection algérienne, surtout du GIA qui regroupe alors la majorité des insurgés algériens mais connaît une grave dérive sanguinaire, où se mêlent banditisme, criminalité et jihad. Cette dérive, commencée en septembre 1994 avec l'arrivée à sa tête de l'émir Djamel Zitouni, va atteindre un point effroyable avec l'intronisation en 1996 d'Antar Zouabri. À la différence de leurs prédécesseurs dont la ligne salafiste n'autorise que les actions ciblant l'État « impie » et ses représentants, Zitouni, mais surtout Zouabri, vont faire glisser le GIA vers les thèses les plus ultraradicales du jihad, celle du *takfîr*, qui « excommunie » l'ensemble de la société algérienne. C'est l'époque où partout en Algérie se systématisent braquages, rackets, vols et massacres à grande échelle de civils, y compris les femmes enceintes et les bébés.

Pour faire revenir les Algériens à la ligne « salafiste », Ben Laden ne se limite pas à des échanges épistolaires. Il

envoie un émissaire : Abou Mohamed al-Yamani. De son vrai nom Imad Abdelwahid Ahmad Alwan, l'envoyé spécial de Ben Laden arrive chez les Algériens au premier semestre 1998. C'est Belmokhtar qui l'accueille personnellement et l'introduit en Algérie, où le 18 septembre l'écrasante majorité des brigades affiliées au GIA retirent leur allégeance à Antar Zouabri en faisant scission au sein d'une nouvelle alliance jihadiste d'obédience strictement salafiste : le GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat). Confié à un ancien militant du FIS, rallié au GIA en 1994, Hassan Hattab, *alias* Abou Hamza, le commandement du nouveau groupe divise les zones d'action en neuf régions, dont un émirat du Sahara à la tête duquel Belmokhtar est reconduit avec compétence sur une vaste zone englobant à la fois le désert algérien et les pays limitrophes du Sahel.

Les débuts du GSPC sont difficiles. Des heurts, parfois mortels, éclatent au sein du nouveau groupe. L'armée, qui multiplie les offensives, gagne du terrain. Une loi dite de « concorde civile » propose une amnistie aux combattants qui déposent les armes et fait saigner les maquis. Cette sorte de paix des braves mise en œuvre par le président Abdelaziz Bouteflika, nouvellement élu, attire des centaines de combattants fatigués par une guerre civile dont ils ne voient pas l'issue. Il faut attendre plusieurs mois pour que le GSPC donne la première preuve sérieuse de ses capacités de nuisance. En 2000, les organisateurs du célèbre rallye auto-moto Paris-Dakar veulent innover. Traditionnel point d'arrivée de la course, la capitale sénégalaise est désignée comme point de départ. À la place des salines du lac Rose au Sénégal, l'arrivée est prévue sur les bords du Nil. Le Paris-Dakar devient le Dakar-Le Caire. L'idée est brillante : les organisateurs entendent profiter de la générosité de

l'ancien « Guide » libyen, Mouammar Kadhafi, alors pressé de redorer son image après des années de mise à l'écart de la scène internationale, et achever la course par une arrivée grandiose au pied des pyramides de Gizeh. Mais le Quai d'Orsay, qui évoque des informations « précises, concordantes et vérifiées », demande aux organisateurs d'annuler les étapes prévues sur le territoire nigérien. Les autorités de Niamey protestent et tentent de rassurer : un dispositif de deux mille hommes est mis en place pour la protection des concurrents et des bivouacs. La CIA s'en mêle. Sur la base d'observations satellitaires, elle signale alors des mouvements suspects de groupes armés entre le désert algérien et le Ténéré nigérien. Le MI5 britannique, pour sa part, s'appuyant sur des conversations téléphoniques entre des militants islamistes dans les maquis algériens et leurs correspondants londoniens, fait état de la préparation d'une opération contre le rallye. La menace étant jugée sérieuse, un pont aérien est établi entre Niamey et Sebha, en Libye, pour les trois cent soixante véhicules de la caravane. Les chefs du GSPC jubilent, Belmokhtar le premier. C'est lui le cerveau de l'opération. Les médias du monde entier parlent désormais du groupe et de son émir dans le Sahara. Les recrues frappent aux portes du mouvement. Algériens ou sahéliens, beaucoup veulent combattre dans le désert. À vingt-sept ans, Belmokhtar s'est fait un nom.

Chapitre 3

Le Djinn

La notoriété n'exclut pas les déboires. Après une première année d'existence marquée par une série d'opérations réussies un peu partout en Algérie et dans le Sahel, le GSPC et Belmokhtar vont très vite connaître des difficultés sur le terrain. Dès 2001, dans les zones nord, notamment autour d'Alger et en Kabylie, le groupe essuie plusieurs échecs face aux forces de sécurité qui instillent le doute chez certains de ses combattants dont beaucoup se rendent aux autorités. Dans le Sahara, Belmokhtar et ses hommes, eux, peinent à trouver des cibles à attaquer. À plusieurs reprises, l'émir balafré est même à deux doigts de se faire arrêter par l'armée algérienne. Mais à chaque fois il parvient à s'échapper, ce qui lui vaut d'ailleurs ses troisième et quatrième surnoms : l'Insaisissable et le Djinn, le diable en arabe.

Ces difficultés à mener des actions armées ne signifient pas pour autant que le jihadiste reste inactif. Au contraire. Belmokhtar voyage beaucoup dans les pays voisins, où il s'emploie à développer ses réseaux et ses affaires. C'est l'époque où il devient le principal pourvoyeur en armes et munitions pour l'ensemble des maquis du GSPC en Algérie. « Entre 2000 et 2001, je l'ai croisé maintes fois dans la

région de Tombouctou où j'étais installé et, entre 2001 et 2002, il est venu à plusieurs reprises ici. La dernière fois, il m'a dit qu'il voulait acheter des chamelles et il était assis exactement là où tu es installé ce soir. Je ne sais pas si c'était sincère ou juste une couverture pour autre chose. Les autorités le savaient, puisqu'elles m'ont appelé pour me demander ce qu'il m'avait dit une fois qu'il est reparti. Pourquoi ne l'ont-elles pas arrêté, je ne sais pas », confie un soir de décembre 2010 un aubergiste européen basé à Atar, dans l'Adrar mauritanien, confirmant une vieille et très tenace rumeur selon laquelle l'Algérien avait conclu une sorte de « pacte de non-agression », *moutaraka*, selon le jargon islamiste, avec les autorités de plusieurs pays de la sous-région. Les termes de cette *moutaraka* se résumeraient au fait que Belmokhtar puisse s'approvisionner dans ces pays mais s'engage à ne jamais y commettre d'attentat ou d'enlèvement d'étrangers.

L'émissaire de Ben Laden

Mais pour un homme qui se voit déjà en grande figure internationale du jihadisme, c'est trop peu. Belmokhtar s'attelle donc à relancer les contacts avec les chefs d'Al-Qaïda. L'émir balafré, qui voue une admiration sans bornes à Ben Laden, ne souhaite pas seulement que le Saoudien apporte une aide financière ou matérielle au GSPC, il veut que les deux groupes fusionnent. Pour vendre l'idée aux chefs d'Al-Qaïda, Belmokhtar leur vante les avantages que pourrait leur offrir une telle union : disposer de bases dans le Sahara pour faire du Maghreb un vivier pour le jihad et pouvoir mener des actions en Europe, toute proche.

À cette époque, la direction d'Al-Qaïda est très réservée sur les jihadistes algériens, qu'elle soupçonne d'être infiltrés par les services de renseignement. Belmokhtar, qui le sait, utilise ses contacts au sein de l'entourage de Ben Laden, notamment Abou Mohamed al-Yamani. En effet, en 1998, il a reçu ce dernier, porteur d'un message de Ben Laden demandant à Belmokhtar et ses amis de prendre leurs distances avec le GIA plongé alors dans une dérive criminelle et de créer un nouveau groupe armé, ce qui a eu lieu avec la fondation du GSPC. Par le biais d'un compatriote qui a l'oreille du Saoudien, Ramzi Bin al-Shibh, avec lequel il a pris part à l'attaque en 2000 dans le port d'Aden, dans le sud du Yémen, contre le navire militaire américain *USS Cole*, Abou Mohamed al-Yamani convainc Ben Laden de l'envoyer dans le Sahara pour lui faire un état des lieux de la situation des jihadistes algériens. Le chef d'Al-Qaïda accepte, d'autant que le volontaire yéménite connaît déjà la région et dispose d'une invitation personnelle de Belmokhtar.

C'est ainsi qu'en mai 2001 Abou Mohamed al-Yamani quitte l'Afghanistan, pour Sanaa, capitale du Yémen. De là, il s'envole à bord d'un avion à destination d'Addis-Abeba, en Éthiopie, d'où par voie terrestre il traverse l'Afrique d'est en ouest et arrive en juin dans le nord du Niger. Pris en charge par Belmokhtar en personne, l'émissaire de Ben Laden séjourne brièvement dans le Sud libyen, puis au Mali, passe quelque temps en Mauritanie, avant d'entrer en Algérie. Là, son hôte le conduit dans la région des Aurès chez un autre émir du GSPC, Abou Haydara, de son vrai nom Amara Saïfi, surnommé aussi Abderrazak el-Para, en raison de son passé de parachutiste dans l'armée algérienne. C'est là d'ailleurs qu'il se trouve lors des évé-

nements du 11 septembre 2001, quand les deux avions détournés par des pirates d'Al-Qaïda s'écrasent contre les tours jumelles de New York. Selon son programme, l'envoyé spécial d'Al-Qaïda veut rencontrer les plus hautes autorités du GSPC, notamment Hassan Hattab, dont le fief se trouve alors en Kabylie. Mais El-Para, qui est en mauvais termes avec l'émir national pour une question de leadership, s'oppose à une telle rencontre et le cache au Yéménite. Prenant pour prétexte des questions de sécurité qui ne lui permettent pas de poursuivre le voyage, l'ancien parachutiste ne laisse pas son hôte dépasser les montagnes de l'Est algérien et tente de le convaincre qu'il est lui-même habilité à traiter de tels sujets au nom du GSPC à la place de l'émir national Hassan Hattab. Abou Mohamed al-Yamani avale le mensonge et, au bout de trois semaines, quitte les Aurès pour le Sahara, puis rentre au Yémen d'où il parvient à rejoindre le fief afghan de Ben Laden pour rendre compte à ce dernier. C'est encore Belmokhtar qui organise le voyage. À l'aide d'un faux passeport nigérien établi au nom de Sid'Ahmed Ould Habiboullah, nom très commun au sein de la minorité arabe du Niger, Al-Yamani s'envole de Niamey vers Sanaa, via Djeddah, en Arabie Saoudite. Auparavant, il laisse un enregistrement dans lequel il fait l'éloge des jihadistes algériens et donne la caution d'Al-Qaïda au GSPC. « J'avais l'idée en venant en Algérie, à partir de ce qui se diffuse comme propagande sur les salafistes algériens, de trouver des membres de *Takfîr wal-Hijra* et des éléments des services de renseignement, ou de constater que les salafistes ne représentaient qu'une minorité traquée dans les montagnes… Mais il s'avère que ce groupe, après avoir été débarrassé de tous les éléments suspects qui ont préféré choisir la voie de la reddition,

constitue une élite de salafistes. Lorsque notre cheikh Oussama Ben Laden verra la réalité et les nouvelles que je lui apporte, il aura une image plus claire du jihad en Algérie », s'enthousiasme-t-il dans cet enregistrement qui a longtemps circulé dans les milieux jihadistes, mais qui n'a été rendu public qu'en 2004.

Un an plus tard, en juillet 2002, le voici de retour chez les Algériens avec l'autorisation de la direction d'Al-Qaïda d'officialiser les relations avec le GSPC, sans pour autant que les deux groupes fusionnent. Revenu par l'aéroport de Niamey sous la même identité nigérienne de Sid'Ahmed Ould Habiboullah, il se rend par la route dans la région d'Agadez, dans le nord du Niger, d'où Belmokhtar le prend une nouvelle fois en charge et le conduit encore au fief d'El-Para dans les Aurès. Durant trois mois, l'émissaire de Ben Laden se consacre avec ses hôtes algériens à la préparation pratique de la mise en place d'un nouveau foyer jihadiste en Afrique du Nord-Ouest.

Alertés par la CIA dont le service d'écoutes a remarqué que le commandement d'Al-Qaïda évoque la présence d'un important émissaire dans l'est de l'Algérie, l'armée et les services de sécurité algériens se mobilisent et se mettent à la recherche du Yéménite. Encerclé avec un groupe de jihadistes commandé par El-Para, Abou Mohamed al-Yamani est tué le 12 septembre 2002, à Mariouna, près de la ville de Batna. El-Para, quant à lui, réussit à s'échapper. Mais Belmokhtar est furieux. Il craint qu'une telle mort porte atteinte à son projet de faire fusionner le GSPC avec Al-Qaïda. Il n'a pas tort. Ben Laden et son entourage suspectent une trahison et suspendent le projet de rapprochement entre les deux groupes. Très affecté, l'émir du Sahara se brouille alors avec les chefs du GSPC

et décide de rester dans le désert. Quelques mois plus tard, c'est là qu'il a lui-même failli périr sous les balles de l'armée algérienne. C'était en décembre 2002, quand avec ses hommes il tombe dans une embuscade de l'armée près du site gazier d'In Salah, dans le Sahara algérien. Beaucoup de ses éléments sont tués, d'autres sont faits prisonniers. Mais le Djinn en réchappe encore, comme il parvient à s'enfuir une nouvelle fois quelques mois plus tard lorsqu'il est encerclé par des militaires dans les environs de la bourgade de Bordj Badji Mokhtar, le principal poste frontalier avant le désert malien. L'Insaisissable disparaît alors pour longtemps du territoire algérien et s'installe de l'autre côté de la frontière malienne.

Mariage « morganatique »

Au Mali, l'Algérien jette son dévolu sur la région de Lerneb, un minuscule amas de tentes en laine de mouton et de cubes en banco balayé par les vents, à une demi-journée de piste de Tombouctou, mais à seulement un jet de pierre de la frontière mauritanienne. En temps normal, le village n'abrite guère que quelques dizaines de familles. Cependant, les jours de souks, ces marchés hebdomadaires qui rythment la vie de cette partie du Sahara, Lerneb peut abriter plusieurs milliers de personnes. C'est ici que Belmokhtar s'installe et prend femme. Son choix se porte sur une adolescente issue de la chefferie des Oulad Idriss, un puissant clan appartenant à la très nombreuse et influente confédération tribale des Brabiches qui vit à cheval sur les frontières de la Mauritanie, du Mali, de l'Algérie et du Maroc. Le mariage ne passe pas inaperçu

dans la région, où depuis des lustres les alliances matrimoniales ne se contractent qu'entre gens du cru. Et quand il s'agit de « Grandes Tentes », comme on appelle ici les familles nobles, le critère du *nassab*, l'origine familiale d'ascendance patrilinéaire, chère aux Arabes, est strictement observé. Belmokhtar n'est pas originaire du coin, et sa famille et sa tribu, les Chaambas, sont inconnues dans cette partie du Sahara. Ce mariage « morganatique » ne pouvait donc qu'attirer l'attention. « C'est la première fois dans toute l'histoire des Brabiches qu'une fille noble est donnée en mariage à un homme qui n'est pas de son rang, à plus forte raison un étranger dont on ne connaît ni le père, ni la mère. Tout le monde était très étonné qu'une grande famille des Oulad Idriss donne sa fille à quelqu'un qui n'est pas de son rang selon la tradition », confie Mohamed Mahmoud, un membre de la tribu des Brabiches qui a assisté au mariage. Chez les autorités maliennes, où une fiche bien établie au nom de l'Algérien est depuis plusieurs années sur les bureaux de tous les services de sécurité actifs dans la région, l'événement a aussi suscité la curiosité. Mais aucune tentative d'arrestation n'a été envisagée. « À l'époque, on savait qui il était et où il se trouvait, mais on ne pouvait pas l'arrêter. Nos chefs basés à Bamako nous ont donné des instructions comme quoi on devait juste garder un œil sur lui, mais ne jamais l'arrêter. C'était pour ne pas provoquer un conflit ouvert avec les jihadistes qui pouvaient faire déborder le conflit algérien vers chez nous. Le Mali n'a pas les moyens de les combattre et préférait une sorte de pacte de non-agression avec les groupes jihadistes. En plus, la famille Hamaha est très influente dans la région et le gouvernement n'avait pas intérêt à se la mettre à dos. On a donc préféré sur-

veiller le mariage tout en évitant de créer des problèmes qui pouvaient nous coûter cher », explique le commandant Ahmed, à l'époque en charge des renseignements dans la région de Tombouctou.

Célébrées durant trois jours, les noces n'ont cependant pas donné lieu à de grandes réjouissances populaires, comme le veut la coutume chez les Brabiches. Juste une *walima*, c'est-à-dire un simple repas de mariage, selon la terminologie islamique. « C'était étrange comme mariage. On n'a jamais vu ça chez nous. Normalement, un mariage chez les Brabiches, c'est trois jours et parfois même une semaine de fête, avec des cérémonies pleines de réjouissances, de musique et de danse. Mais là, rien. Juste une cérémonie religieuse le jour du mariage et trois jours de méchouis offerts par le marié. C'était tellement austère qu'on aurait dit une cérémonie mortuaire, même si ça sentait beaucoup l'argent », rigole Mohamed Mahmoud.

De cette union, Belmokhtar va tirer d'énormes profits. Tout en se procurant une assise locale, il se met aussi sous la protection d'une des plus puissantes tribus du nord du Mali. Sa belle-famille y gagne également. Infirmier de campagne à l'époque, Lehmyem Ould Hamaha, son beau-père, arrondit ses fins de mois en faisant un peu de commerce entre Lerneb et la ville mauritanienne voisine de Bassiknou. Ses affaires lui permettent certes de subvenir aux besoins de sa famille, mais guère plus. « Quand on a su qui était cet Algérien qui a épousé la fille des Hamaha, on a très vite compris qu'il y avait un enjeu important dans cette histoire. Les nobles ne se mettent pas la honte comme ça en donnant leur fille à un inconnu. Il ne pouvait donc qu'y avoir une grande contrepartie qu'on n'a pas tardé à voir dans le changement de vie des Hamaha. Juste après le

mariage, leur maison, qui était très modeste, a été agrandie et les affaires de leur père ont commencé à prospérer au point de devenir l'un des plus riches du coin », rapporte Mohamed Mahmoud. « C'était en quelque sorte un mariage de raison. Sa belle-famille a gagné beaucoup d'argent et lui s'est créé des liens de famille qui peuvent lui être très utiles, en matière non seulement de protection mais aussi de business. En s'alliant avec une famille locale, Belmokhtar a aussi trouvé le moyen de blanchir et faire fructifier ses sous dont une bonne partie provient des braquages et des vols de voitures en Algérie en investissant avec son beau-père dans le commerce. Bref, une bonne affaire pour les deux parties », analyse une source sécuritaire malienne.

La chasse aux Blancs

Belmokhtar va aussi faire profiter ses amis jihadistes de cette alliance. Après lui, beaucoup de jihadistes vont d'ailleurs « se lier » avec des tribus maliennes. En premier lieu, les chefs, tel Nabil Makhloufi, qui a lui aussi épousé une fille d'une grande famille arabe malienne de la puissante tribu des Kountas. Aujourd'hui disparu après sa mort dans un accident de la route près de Gao en septembre 2012, ce dernier a été un moment le chef de la branche locale d'Al-Qaïda quand les jihadistes occupaient la région de Tombouctou. « C'est Belmokhtar qui lui a trouvé son épouse. C'est une fille d'une grande famille de la tribu des Kountas. Son père, qui s'appelle Sidalla, est un commerçant très connu de la ville de Goundam », se souvient le commandant Ahmed.

Mais Belmokhtar va surtout exploiter ses liens familiaux

au profit de son combat. La première fois, c'était au printemps 2003, quand, à partir de son nouveau fief malien, il vient au secours d'un commando du GSPC qui a kidnappé entre le 22 février et le 23 mars six groupes de touristes européens avec leurs véhicules dans le désert, entre la région d'Illizi et l'oasis de Djanet dans le Sud-Est algérien : 32 personnes au total, 16 Allemands, 10 Autrichiens, 4 Suisses, 1 Néerlandais et 1 Suédois. Mais les ravisseurs se trouvent confrontés à un problème de refuge. Dirigés par l'émir de la zone Est, Abderrazak el-Para, les auteurs de ce rapt, qui va émouvoir le monde entier, sont traqués par l'armée algérienne qui a mobilisé d'importants moyens pour retrouver les otages. Selon les plans établis au départ par le chef du groupe, les otages devaient être acheminés vers les montagnes des Aurès, plus au nord, d'où El-Para espère négocier leur libération en contrepartie d'une importante rançon. Mais la distance, mille cinq cents kilomètres, est trop grande pour que son convoi puisse la parcourir sans tomber sur les forces de sécurité qui se sont mises à ratisser la région. Il n'a donc pas d'autre choix que de se diriger vers le Mali pour les confier à Belmokhtar. Pour être le plus discret possible, El-Para décide de scinder les otages en deux groupes, respectivement de 17 et 15 personnes. L'un doit rester caché dans la région en attendant le moment opportun pour pouvoir se déplacer sans être repéré, et l'autre doit être acheminé directement vers le Mali. Le premier groupe de 17 otages a fini par être libéré le 13 mai par l'armée algérienne ; le second, au sein duquel une touriste allemande a trouvé la mort en cours de route en raison des conditions éprouvantes du voyage, a été conduit dans la région de Taoudéni, à quelques heures de route au nord de Lerneb, le fief de Belmokhtar.

5 millions d'euros de rançon

Grâce aux relations locales de l'émir balafré, Belmokhtar et El-Para parviennent à établir le contact avec les gouvernements des pays dont sont issus les otages : l'Allemagne, la Suisse, l'Autriche, les Pays-Bas et la Suède. Une vidéo attestant de la présence des otages dans le nord du Mali et qu'ils sont bien en vie est remise aux ambassades de ces pays à Bamako et une demande officielle de rançon leur a été signifiée par l'intermédiaire de deux notables choisis par Belmokhtar en personne et que l'on retrouvera très souvent plusieurs années plus tard dans le dénouement d'autres affaires de rapt d'étrangers dans le Sahel. Il s'agit d'Iyad Ag Ghali, futur fondateur des rebelles jihadistes maliens d'Ansar Dine allié à Al-Qaïda pendant l'occupation du Nord-Mali entre 2012 et 2013, alors proche collaborateur du président malien Amadou Toumani Touré et de Baba Ould Choueikh, un notable arabe maire d'une petite localité du désert malien et proche de la belle-famille du chef jihadiste. En contrepartie de la libération des otages, Belmokhtar et El-Para exigent 3 millions d'euros pour chaque prisonnier. Mais le 18 août, ils finissent par libérer tous les détenus contre la somme globale de 5 millions d'euros. Un chiffre bien en deçà de la demande initiale des ravisseurs, mais assez important pour donner aux chefs du GSPC de quoi renflouer leurs caisses, et surtout l'idée d'ériger la « chasse aux Blancs » comme principal moyen de financement de ses activités.

« C'était la chose à ne jamais faire », s'emporte un responsable sécuritaire sahélien. Selon lui, si les Européens avaient refusé de payer, les jihadistes n'auraient jamais

continué à enlever des étrangers. « C'est le paiement de cette rançon en 2003 qui a poussé les islamistes à multiplier les enlèvements d'étrangers. Sans cette histoire, on aurait évité tous ces rapts qui ont eu lieu ces dernières années dans les pays du Sahel et sans doute empêché les islamistes de s'implanter durablement dans la région. Car cet argent les a aidés à s'attacher des complicités dans la région, y compris dans la haute administration et les armées. Mieux, l'argent des rançons les a rendus si riches qu'ils ont progressivement pris le contrôle d'une grande partie des réseaux de contrebande, au point de reléguer au second plan de grands bonnets comme Hadj Bettou », analyse ce haut gradé.

Hadj Bettou, le « roi du désert »

De son vrai nom Mohamed Belhous, Hadj Bettou est le plus ancien maître de la contrebande dans le grand Sahara. Surnommé le « roi du désert », cet Algérien installé dans la capitale du pays touareg algérien, Tamanrasset, contrôle depuis les années 1980 le plus vaste réseau de trafiquants entre l'Algérie et les pays limitrophes. Spécialiste des produits de consommation subventionnés en Algérie, comme le carburant, le lait, le sucre, la semoule et le thé, qu'il « exporte » dans le Sahel, il est aussi connu pour être l'un des grands patrons du trafic d'armes. Malgré cette réputation, jamais aucune autorité n'a osé s'attaquer à cet homme dont le nom est aujourd'hui entouré d'une vraie légende dans tout le Sahara. La seule fois où il a eu maille à partir avec la justice, Hadj Bettou s'en est sorti avec… un acquittement.

C'était après son unique arrestation par les autorités algériennes au début de l'année 1992. À l'époque, Mohamed Boudiaf, qui vient d'être installé par l'armée à la tête de l'État après l'annulation du processus électoral dont les islamistes du FIS étaient les vainqueurs annoncés, déclenche une vaste opération de lutte contre la corruption et les détournements de fonds publics. Sur ordre personnel de Boudiaf, le trafiquant est interpellé à Tamanrasset. Les perquisitions opérées à son domicile et dans de nombreux entrepôts de la région ont permis de mettre la main sur une importante quantité de marchandises de contrebande d'une valeur de plus de 20 millions de francs français, comprenant des produits alimentaires, des stocks de carburant, de l'électroménager, des cigarettes et des armes de guerre. Son procès prévu pour le mois de juillet s'annonçait donc passionnant, mais une série de coups de théâtre est venue déjouer tous les pronostics. À la mi-juin, le commandant Mourad Mokhtari, qui avait mené l'enquête à l'origine de l'arrestation du trafiquant, est assassiné dans des circonstances obscures et le 29 juin le président Boudiaf est lui aussi tué dans un attentat. En juillet, le tribunal de droit commun qui se préparait à juger l'affaire est dessaisi au profit d'une cour militaire. La possession illégale d'armes de guerre, qui a justifié ce changement de tribunal, est curieusement le principal élément grâce auquel le prévenu va bénéficier d'une peine très clémente. Les jurés militaires, ayant été manifestement « convaincus » par la défense du trafiquant qui a expliqué que ces armes de guerre étaient destinées à protéger les nombreux convois du prévenu contre les bandits qui infestent le Sahara, ont condamné Hadj Bettou à seulement huit mois de prison, ce qui signifiait sa remise en liberté presque immédiate.

Rejugé dix ans après pour la même affaire, le 30 avril 2002, par un tribunal d'Annaba, il va même être tout simplement acquitté ainsi que l'ensemble de ses coaccusés. Ce n'est pas le cas des principaux témoins à charge, le receveur des impôts de la région de Tamanrasset et l'ingénieur du service local des mines, qui écopent respectivement de dix et neuf ans de prison. Auparavant, les charges d'atteinte à l'économie, de détournement et de dilapidation de deniers publics, de contrebande et de destruction de documents officiels initialement retenues ont été requalifiées en faux et usage de faux, et falsification de documents officiels.

« Si ç'avait été un simple trafiquant comme les autres, il aurait sans doute écopé d'une lourde peine. Mais Bettou est l'un des hommes du pouvoir dans le Sud. C'est à travers lui et ses réseaux qu'ils surveillent et contrôlent les frontières sud du pays. Le régime ne peut pas se passer de lui. Il leur rend énormément de services », résume un fin connaisseur des affaires algériennes, laissant supposer des liens étroits entre le « roi du désert » et certains clans du pouvoir à Alger.

L'appel de ses parents

Réels ou fantasmés, ces liens n'ont en tout cas jamais gêné Belmokhtar. Au contraire, l'émir balafré et le célèbre contrebandier s'estiment beaucoup et entretiennent d'excellentes relations. Dans une région où les conflits d'intérêts entre bandes armées sont fréquents, jamais un incident n'a opposé leurs hommes. Le respect que se vouent les deux compatriotes est si grand qu'il leur est même arrivé de discuter de l'option d'une reddition de Belmokhtar dans

le cadre du programme de la « concorde civile » et de la « réconciliation nationale » mis en œuvre au lendemain de l'élection du président Abdelaziz Bouteflika en 1999. Selon la presse algérienne, le contrebandier est à l'époque mandaté par les services de sécurité, mais d'après Belmokhtar lui-même il aurait agi de son propre chef. « Il m'a dit que c'était une initiative personnelle, lit-on dans une interview du jihadiste publiée en 2012 par l'Agence Nouakchott Info (ANI). Il était très gêné, mais ma réponse était franche, claire et sans équivoque : je suis sorti et ai combattu un pouvoir qui est opposé à la charia, qui a semé la peur et l'oppression au sein du peuple algérien et qui a vendu le pays et ses richesses aux ennemis de l'islam quand il a choisi la laïcité à la place de l'islam », résume Mokhtar Belmokhtar, qui omet d'évoquer l'intervention dans le même sens de ses propres parents.

Via la radio, son père, Mohamed Belmokhtar, l'a invité à plusieurs reprises à se rendre. Sa mère, Zohra Chamkha, est même allée le retrouver au Mali pour le supplier de rentrer en Algérie. « Quand il l'a vue, il n'a pas pu se retenir. Il a craqué et beaucoup pleuré. Il lui a promis de se rendre. Mais ne l'a jamais fait », racontent des témoins. Craignait-il de ne pas pouvoir bénéficier des dispositions de l'amnistie contenues dans les lois de la concorde civile et de la Charte de la réconciliation nationale votées en 1999 et 2005 ? Le jihadiste s'est en tout cas toujours estimé non coupable de crimes de sang, de viol ou d'attentat à l'explosif, ce qui veut dire qu'il est théoriquement bénéficiaire potentiel de ces lois. Mais il ne donnera jamais suite ni à la proposition de son ami Hadj Bettou, ni à celle de ses propres géniteurs. Il reste au Mali où il s'installe pour de bon. Entre des visites à son épouse à Lerneb et des tour-

nées de prêche pour convertir les nomades à sa cause, il est parfois signalé sur les routes du Niger, du Tchad et de la Mauritanie. Est-il à la recherche d'affaires ou de cibles potentielles ? C'est à cette période qu'au nom du GSPC il va commettre la première attaque jihadiste d'envergure contre des militaires hors d'Algérie. C'était le 4 juin 2005 en Mauritanie. Dirigeant lui-même les opérations, il fait subir un coup très dur à l'armée mauritanienne qui perd plusieurs hommes, dont une grande partie faits prisonniers. C'est le premier acte qui va marquer l'internationalisation du GSPC.

Chapitre 4

Al-Qaïda au Maghreb

Les premières lueurs de l'aube viennent de percer l'épais rideau noir de cette nuit saharienne sans lune ni étoiles. C'est l'instant où, à l'œil nu, on commence à distinguer « le fil blanc de l'aube du fil noir de la nuit », selon la jolie expression coranique qui indique le début du jour et donc l'heure à laquelle le croyant doit accomplir la première des cinq prières quotidiennes : *Salat al Fajr*. En cette aube du samedi 4 juin 2005, en plein désert mauritanien, près des frontières avec l'Algérie et le Mali, la petite caserne de Lemgheity, non loin du point d'eau du même nom, se réveille doucement. Les plus pieux des militaires se dirigent déjà vers la petite mosquée récemment construite dans l'enceinte du camp.

Derrière l'immense dune de sable qui surplombe la caserne, une quarantaine d'islamistes, avec à leur tête Mokhtar Belmokhtar, décident, eux, de faire l'impasse sur ce « devoir absolu », qui selon la tradition islamique ne s'estompe presque jamais jusqu'à ce que « l'âme rejoigne le Maître », c'est-à-dire le décès du croyant. Assis en demi-cercle sur un tapis de sable mou, ils écoutent silencieusement les dernières instructions du chef. Puis, en petits groupes, ils grimpent au sommet de la dune et se

mettent à observer le mouvement des militaires dans la caserne. Parmi eux, un Mauritanien, le mufti du groupe, est soudainement pris d'une crise de conscience. Il insiste auprès de Belmokhtar pour ne pas ouvrir le feu avant de lancer un appel par haut-parleur aux militaires leur demandant de se rendre. Pour convaincre son chef, il invoque le fait que les militaires mauritaniens sont musulmans et n'ont pas commis d'acte hostile aux jihadistes, ce qui *a priori* rend leur sang illicite d'un point de vue religieux. L'homme est d'habitude très écouté par l'émir. Ce dernier hésite, mais il craint que cela puisse donner aux militaires le temps de s'organiser pour se défendre. Des combattants algériens interviennent. Ils pressent le chef de rejeter l'idée du Mauritanien et demandent même à ce qu'aucun soldat ne soit épargné, y compris les survivants qu'ils veulent voir égorgés. En guise de solution médiane, Belmokhtar rejette l'idée de lancer un appel de reddition aux militaires, mais ordonne que ceux parmi eux qui se rendent ou fuient soient épargnés. C'est alors qu'un déluge de feu s'abat sur la caserne. Surpris par l'intensité des tirs, les soldats sont affolés, d'autant que le comportement des assaillants montre qu'ils ont une très bonne connaissance des lieux.

Butin de guerre

« Trois jours avant, Belmokhtar avait envoyé deux éclaireurs, un Malien nommé Azam et un Nigérien appelé Mohamed, pour une mission de renseignement et de reconnaissance auprès de l'unité mauritanienne. Ils étaient munis d'un téléphone satellitaire de type Thuraya et ils

nous ont transmis tous les détails sur le nombre de soldats, le plan du camp, l'emplacement des armes, etc. », raconte en octobre 2012 un jihadiste mauritanien qui a participé à l'attaque. « La plupart des objectifs et des points sensibles faisaient déjà l'objet d'une surveillance étroite et cela depuis plusieurs années. Ce qui fait que l'opération ne nécessitait pas beaucoup de préparation. Nous avons tout étudié dans les moindres détails, notamment les voies d'accès et de repli, puis nous avons établi un plan d'attaque et nous nous sommes équipés en moyens et armes nécessaires. Après quoi, nous nous sommes dirigés vers la base par des chemins détournés qui nous ont permis d'éviter les nombreuses patrouilles qui se trouvaient dans la région », précise d'ailleurs Belmokhtar lui-même dans l'organe de propagande du GSPC.

Selon les versions concordantes de rescapés militaires et de jihadistes qui ont pris part à l'attaque, celle-ci n'a guère duré plus d'une petite quinzaine de minutes, durant lesquelles les assaillants ont d'abord pris le contrôle du poste de communication pour empêcher tout appel de renforts, puis ont installé un cordon de feu autour des dépôts d'armes et de munitions pour en obstruer l'accès et enfin ont lancé l'assaut final afin de prendre le contrôle du reste du camp. Un lieutenant tente de fuir ? Il est rattrapé et abattu de sang-froid par un combattant algérien. Un soldat réussit à s'échapper du camp ? Il est poursuivi par un véhicule qui l'écrase sans ménagement. Au total, 17 militaires sont tués, autant blessés et 35 faits prisonniers, contre seulement 5 morts parmi les assaillants, sans compter l'important butin emporté par ces derniers : argent, véhicules, carburant, nourriture, armes et munitions.

Dans leur retraite, ce sont les mêmes voies détournées par lesquelles ils sont venus à la caserne que Belmokhtar et ses hommes choisissent pour se rendre dans l'une de leurs bases maliennes dans les environs du lieu-dit de Hassi Touila, où vivent des Brabiches, c'est-à-dire des membres de la tribu malienne au sein de laquelle Belmokhtar a pris épouse quelques années plus tôt. Auparavant, ils se sont arrêtés en chemin pour enterrer une grande partie de l'important stock d'armes, de munitions, de carburant et de nourriture qu'ils ont emporté comme butin dans la caserne, et ont pris soin de relever les coordonnées GPS de la cache. « C'est une habitude de notre groupe. À chaque fois qu'on prend possession d'un butin dont on peut avoir besoin un jour, l'émir nous ordonne de l'enterrer ou d'en cacher une partie quelque part sur la route, histoire de ne pas être tout le temps encombrés par le transport de matériel. Si on doit attaquer au Niger, on a des caches de ce genre un peu partout sur les routes qu'on emprunte pour aller dans ce pays. Si c'est la Mauritanie, le Mali ou l'Algérie, c'est la même chose. En général, on ne prend les équipements lourds que quand on est tout près du lieu de l'opération qu'on veut mener », confiait à l'auteur, en janvier 2014, dans un campement non loin de la frontière entre la Mauritanie et le Mali, un combattant islamiste, aujourd'hui disparu. Le reste du butin, notamment l'argent, est partagé entre les membres du commando qui ont participé à l'attaque. « J'ai personnellement reçu la somme de 2 400 euros, représentant ma part du butin », raconte un membre du commando.

Putsch à Nouakchott

Alerté tard dans la nuit par des contrebandiers, les autorités mauritaniennes sont foudroyées par la nouvelle. N'avaient-elles pas, dit-on, comme nombre de pays sahéliens, conclu avec les jihadistes algériens une *moutaraka*, un pacte de non-agression, via sa brigade saharienne ?

Quoi qu'il en soit, s'estimant « trahi », le chef de l'État mauritanien de l'époque, Maâouiya Ould Taya, est résolu à faire payer au GSPC la tuerie. Dans les jours qui suivent l'attaque, il convoque les principaux chefs de l'armée et leur ordonne d'envoyer des troupes à la recherche des assaillants. Sans concertation avec le gouvernement malien, il décide de lancer l'armée dans une vaste opération à l'intérieur du Mali avec occupation des puits d'eau susceptibles de servir aux combattants du GSPC dans la région frontalière de Taoudenni, mais aussi dans les grandes villes du Septentrion malien dont la lointaine Gao, à plus de mille kilomètres des frontières entre les deux pays. Il envisage même d'installer des bases aériennes à l'intérieur du Mali. « J'ai été surpris, relate son ancien chef d'état-major adjoint, le colonel Abderrahmane Ould Boubacar en octobre 2013 sur le site de l'agence de presse locale Al Akhbar.info, quand le colonel Mohamed Ould Lehreitani, actuel directeur de l'aviation militaire, m'a rejoint à Lemgheity et m'a dit : "Nous allons bouger." Je lui ai demandé : "Bouger vers où ?" Il a répondu : "Vers Gao où nous allons installer une base aérienne." Là, j'ai compris que désormais le président tâtonnait et ne maîtrisait plus la situation. J'ai tenté, comme d'autres officiers supérieurs de l'armée, de le convaincre, je lui ai même adressé une correspondance personnelle,

pour qu'il renonce à son intention d'envoyer nos soldats en territoire étranger », poursuit le colonel que le président avait personnellement chargé de la mise en place de telles bases en compagnie de l'actuel chef d'état-major des armées, le général Mohamed Ould Cheikh Mohamed Ahmed Ould Ghazouani. Les deux officiers devaient même s'envoler le 3 août 2005 vers le désert malien pour commencer l'exécution des plans du chef de l'État. Mais son départ précipité en Arabie Saoudite pour assister aux obsèques du roi Fahd, mort subitement le 1er août, a conduit au report de la mission. Finalement, elle n'aura jamais lieu.

Le 5 août, alors qu'il est sur le chemin de retour, Ould Taya est déposé par un Conseil militaire pour la justice et la démocratie dont l'une des premières décisions a été la libération de dizaines de détenus politiques, dont nombre de salafistes notoires. Est-ce un clin d'œil au GSPC qui, au lendemain de l'opération, avait publié un communiqué présentant celle-ci comme une « revanche pour nos frères arrêtés dans la dernière série d'interpellations en Mauritanie » en référence à la campagne d'arrestations qui quelques mois auparavant avait frappé les milieux islamistes mauritaniens ? Toujours est-il que ce texte évoque aussi une « riposte au plan Flintlock mis en place par l'Amérique et ses agents dans la région pour combattre le GSPC et éteindre la flamme du jihad », en allusion aux exercices militaires que devait organiser l'armée américaine deux jours après l'attaque dans les déserts maliens et nigériens dans le cadre de la « Trans-Saharia Counter-terrorism Initiative »[1].

1. Coordonnées par le commandement des forces américaines basé en Europe, ces manœuvres, prévues du 6 au 26 juin 2005, devaient

Aide divine

Le communiqué du groupe jihadiste donne aussi quelques détails de l'opération, que Belmokhtar confirmera un an plus tard dans le numéro 7 de la revue du GSPC mis en ligne en 2006 sur un des sites du groupe. Le GSPC lance également un appel à « la jeunesse islamique en Afrique du Nord » pour rejoindre l'Algérie, terre de préparation au jihad. « Venez apprendre les arts du combat et vous préparer à allumer le feu sous les pieds des mécréants et renégats », lit-on dans ce texte que le GSPC prend soin d'accompagner d'une vidéo où l'on voit les membres du commando en pleine action pendant l'opération contre la caserne mauritanienne, opération dont on apprend par ailleurs le nom de code : opération Badr, en hommage à la première bataille victorieuse menée par le Prophète.

C'était en mars 624. Refugié à Médine, après son expulsion de La Mecque avec ses compagnons dix-huit mois plus tôt par le clan des Kurayshistes qui avaient confisqué les biens des musulmans, le Prophète décide d'attaquer la caravane annuelle que ces derniers organisent entre La Mecque et la Syrie. Cette caravane et celle à destination de l'Irak représentent une grande partie des revenus des Kurayshistes. Le Prophète veut récupérer ses biens et ceux de ses compagnons. La caravane mecquoise est dirigée par Abou Soufyan, un farouche opposant aux musulmans, qui est accompagné d'une force de trois cents hommes pour protéger la caravane. Sur le chemin de retour de la Syrie, il

---

mobiliser 3 000 soldats de huit pays africains, dont l'Algérie et la Mauritanie, et 700 hommes des forces spéciales américaines.

apprend que le Prophète a l'intention d'attaquer la caravane. Abou Soufyan envoie une demande de renfort aux clans mecquois. Plus d'un millier d'hommes sont envoyés à son secours. Les deux camps se font face le 15 mars 624 près du puits nommé « Badr », situé entre Médine et La Mecque. La bataille de Badr tourne à l'avantage du petit groupe de musulmans. Elle aurait fait 72 morts du côté mecquois et autant de prisonniers, mais seulement 14 morts du côté des musulmans. Ce succès fit beaucoup pour la réputation du Prophète comme chef de guerre. Lorsque la bataille s'acheva, les corps des Mecquois furent enterrés dans une fosse commune. Trois jours plus tard, l'armée musulmane leva le camp et se prépara à rentrer à Médine, couronnée de succès. Sur le chemin du retour, le Prophète partagea le butin entre les soldats. Mentionnée plus tard dans le Coran, qui évoque l'envoi par Allah de plusieurs milliers d'anges qui combattirent du côté de l'armée du Prophète, la bataille de Badr est depuis considérée comme un mythe majeur dans l'imaginaire musulman.

De là à dire que Belmokhtar se croit également prophète… En tout cas, dans le même entretien de 2006 de la revue du GSPC, il évoque lui aussi une aide divine. « Allah nous a donné la victoire dans cette attaque bénie qui fut la cause principale de l'effondrement du régime d'Ould Taya », dit-il, manifestement trop fier d'avoir été à la tête de cette première action d'envergure du GSPC hors des frontières algériennes mais aussi d'avoir provoqué pour la première fois la sympathie publique d'Al-Qaïda pour les jihadistes algériens. Jusqu'alors, en dépit de contacts réguliers et d'échanges d'émissaires – comme ce fut le cas d'Abou Mohamed al-Yamani, « l'invité » de Belmokhtar tué par l'armée algérienne dans les Aurès en septembre 2002 –,

jamais l'organisation de Ben Laden n'avait publiquement évoqué le nom du GSPC. « L'opération Badr en Mauritanie » en sera l'occasion. Par l'intermédiaire de sa branche irakienne, alors dirigée par le très médiatique Abou Moussab al-Zarqaoui, qui avait l'autorité de représenter Ben Laden, Al-Qaïda rend alors un vibrant hommage aux « moudjahidines maghrébins » pour avoir « puni les renégats mauritaniens qui rivalisent d'ingéniosité pour satisfaire les Juifs et les croisés dans leur guerre contre les musulmans ». Ce texte, publié deux semaines après l'attaque de Lemgheity, apporte aussi la bénédiction d'Al-Qaïda aux combattants du GSPC pour cette « opération bénie contre les ennemis d'Allah en Mauritanie ».

Les éloges de Ben Laden

Mais l'union rêvée depuis toujours par Belmokhtar n'est pas encore à l'ordre du jour. Ben Laden et ses adjoints n'ont toujours pas, à cette époque, digéré la mort survenue trois ans plus tôt de leur émissaire auprès du GSPC, Abou Mohamed al-Yamani, tué par l'armée algérienne en septembre 2002 dans les montagnes des Aurès après y avoir été introduit par Belmokhtar en personne. Leurs doutes sur la fiabilité de l'organisation algérienne, qu'ils soupçonnent d'être infiltrée par des agents des services de sécurité, ne se sont pas encore entièrement estompés. L'opération Badr en Mauritanie va progressivement changer la donne. Les correspondances, jusqu'alors gelées entre le GSPC et Al-Qaïda, vont reprendre. L'envoi d'émissaires aussi. Abdelmalek Droukdel, l'émir national du GSPC, adresse plusieurs messages à Ben Laden et à son adjoint,

l'Égyptien Ayman al-Zaouahiri. Il n'y tarit pas d'éloges et de sentiments d'affection envers les deux principaux leaders jihadistes. Belmokhtar n'est pas en reste. Le chef des jihadistes écrit lui aussi aux chefs d'Al-Qaïda. Mieux, il se charge personnellement de leur faire parvenir une lettre d'allégeance du GSPC à Oussama Ben Laden.

Son porteur n'est pas n'importe qui. Connu dans les rangs jihadistes sous le nom de Younous al-Mauritani, Abderrahmane Ould Mohamed el-Houssein était un dirigeant de haut rang de la *katibat* du Sahara. Brillant théologien, il occupait d'ailleurs les fonctions de mufti des jihadistes sahéliens et connaissait très bien Al-Qaïda et l'Afghanistan. Né en 1981 à La Mecque, pendant que sa mère y accomplissait le *hadj*, le jeune Mauritanien avait déjà effectué un long séjour avec Ben Laden dans les montagnes afghanes. C'était en 2001, peu après les attentats du 11 Septembre. Alors à peine âgé de vingt ans, Younous était parti en Afghanistan dans l'espoir de participer aux combats contre les Américains qui s'apprêtaient à envoyer leur armée pour chasser les talibans du pouvoir. Mais une grave maladie l'oblige à écourter son séjour. Il quitte l'Afghanistan pour l'Iran. Les autorités chiites iraniennes n'étant en général pas très tendres avec les salafistes sunnites, « Younous al-Mauritani parvient à traverser ce pays en se faisant passer pour un descendant du Prophète, un "cherif", membre de la confrérie soufie de la Tijaniya. Il atterrit en Arabie Saoudite, puis continue en Mauritanie », raconte un de ses proches amis, un salafiste mauritanien aujourd'hui en fuite. Mais « en 2004, il décide de retourner sur le théâtre du jihad et rejoint les rangs du GSPC en faisant croire à sa famille qu'il allait poursuivre ses études auprès d'un maître de théologie installé dans

une région très éloignée », poursuit son ami en cavale. Il a été chaleureusement accueilli par le GSPC. Certains le connaissant déjà de réputation. Belmokhtar, quant à lui, ne sera impressionné que lorsque le Mauritanien lui remettra une attestation prouvant sa qualité de membre d'Al-Qaïda et qui témoigne aussi qu'il est le premier jihadiste choisi par Ben Laden pour lire la « Charte du jihad ». Cette charte spécifique à Al-Qaïda comporte une présentation de l'organisation, de ses principes et de sa manière de combattre ainsi que son projet d'État islamique.

D'après nombre de jihadistes rencontrés dans le nord du Mali en 2012, peu de combattants avaient la possibilité d'entrer en contact avec le jeune Mauritanien. D'après une source sécuritaire sahélienne, « son rang était si élevé au sein du GSPC dans le Sahara qu'il jouissait d'énormes privilèges et était vu comme un homme de religion de premier plan. Il n'apparaissait presque jamais dans les camps d'entraînement ou avec les unités de combat ». Belmokhtar et les autres chefs jihadistes au Sahara, dit-on, le respectaient tellement qu'ils suivaient tous ses avis. « Même lorsque ça n'avait rien à voir avec le jihad », insiste son ami, qui se souvient que, contre l'avis des autres chefs, Younous al-Mauritani a pris le risque de se rendre à Nouakchott pour se marier avec une jeune fille proche de son meilleur ami Taher Ould Biya, lui aussi accusé d'avoir participé à l'opération de Lemgheity et qui purge aujourd'hui une lourde peine dans un coin perdu de Mauritanie. « C'était quelqu'un de très prudent et très discret. Il pouvait rester une longue période sans entrer en contact avec personne, se rasait la barbe quand il le fallait et s'habillait comme tout le monde, selon le principe, qui lui était cher, que la nécessité rend licite l'illicite », explique son ami.

Allégeance à Ben Laden

Ce voyage a pourtant failli être fatal au Mauritanien et aux relations entre le GSPC et Al-Qaïda. À Nouakchott, Younous al-Mauritani était à deux doigts de se faire arrêter. En juin 2006, dans le cadre d'une campagne visant les milieux salafistes, la police était venue arrêter sa fiancée à son domicile. Younous al-Mauritani se trouvait pourtant sur place, à quelques mètres en train de faire ses ablutions. Il parvient à s'échapper, puis retourne dans les camps du GSPC dans le nord du Mali, où il ne reste pas longtemps. Belmokhtar est déjà pressé de relancer son projet de fusion entre le GSPC et Al-Qaïda. Durant l'été 2006, il charge Younous al-Mauritani de se rendre en Afghanistan pour transmettre la lettre d'allégeance du GSPC à Al-Qaïda. Arrivé dans les montagnes afghanes, le Mauritanien remet le document en mains propres à Oussama Ben Laden entouré de ses plus proches collaborateurs. L'un d'entre eux va beaucoup appuyer le Mauritanien dans sa tentative de convaincre le Saoudien : Abou Yahya al-Libi, alors numéro trois de l'organisation, tué par un drone américain en 2012 et avec lequel Younous al-Mauritani était lié par une très forte amitié née de leur séjour dans la même école coranique dans le désert mauritanien, où ils se sont spécialisés en charia. C'est en 2011, en prenant congé de son ami libyen lors d'un énième séjour en Afghanistan, que le Mauritanien s'est d'ailleurs fait pincer au Pakistan. Avant son extradition en Mauritanie, où il est actuellement détenu au secret, sa capture avait été saluée « comme une bonne prise » par nombre de services de renseignement

occidentaux et avait suscité les félicitations de la Maison Blanche aux services pakistanais.

Toujours est-il que c'est en grande partie grâce à lui que Belmokhtar et le GSPC parviennent à intégrer l'organisation de Ben Laden, sous le nom d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), dont la naissance officielle date du 24 janvier 2007. Quatre mois auparavant, à l'occasion du cinquième anniversaire des attentats du 11 Septembre, Ayman al-Zaouahiri, l'adjoint de Ben Laden, a publié un message vidéo dans lequel il annonce le ralliement du groupe algérien à Al-Qaïda. Dans ce film, le leader jihadiste égyptien appelle le GSPC à « devenir une épine dans la gorge des croisés américains, français et de leurs alliés ». Deux jours plus tard, le 13 septembre, le GSPC lui-même a confirmé ce ralliement. « Grâce à la seule bénédiction d'Allah et après des tractations et des discussions intenses qui ont duré près d'un an, nous sommes heureux d'annoncer à la nation musulmane et à nos frères musulmans à l'est et à l'ouest la grande nouvelle que les Moudjahidines ont tant attendue, une nouvelle qui réjouira les musulmans et attristera les mécréants et leurs suppôts parmi les renégats, c'est la nouvelle du ralliement du Groupe salafiste pour le prédication et le combat à l'organisation Al-Qaïda pour le jihad. Nous avons tous prêté allégeance, aussi bien les commandants que les soldats, au cheikh moudjahid et à l'homme pieux, Abou Abdallah Oussama Ben Laden, qu'Allah le protège », lit-on dans un communiqué signé de l'émir national du groupe, Abdelmalek Droukdel. « Nous nous mettons sous les ordres du cheikh Oussama Ben Laden afin qu'il puisse nous employer pour frapper qui il voudra, nous lancer sur le chemin d'Allah partout où il voudra. Il ne trouvera chez nous que l'écoute et l'obéissance et il ne verra de notre

part que ce qui le réjouit », promet-il. Mais Droukdel ne sera pas le seul chef du GSPC à appliquer sur le terrain cette soumission au Saoudien. Belmokhtar se mettra lui aussi immédiatement à la recherche de nouvelles cibles à frapper. La Mauritanie, où deux ans auparavant il a déjà mené la première opération extérieure importante du GSPC avec la meurtrière attaque contre le camp militaire de Lemgheity, va lui servir une nouvelle fois de terrain d'action. Dès octobre 2007, il va envoyer un commando composé en majorité de recrues mauritaniennes issues de la très redoutable Brigade des Enturbannés. Cette unité est une sorte d'armée personnelle qu'il a créée au sein de l'émirat saharien d'AQMI. Ce commando va y commettre plusieurs actions souvent très violentes.

Chapitre 5

Les Enturbannés

C'était à la mi-septembre 2007. Le soleil vient à peine de se coucher dans ce coin perdu du Sahara malien à une vingtaine de kilomètres d'Al-Khalil, à la frontière algéro-malienne. On est en plein ramadan. Après avoir avalé quelques dattes symbolisant la rupture officielle du jeûne, une trentaine de jihadistes, dont Belmokhtar, accomplissent la « prière du crépuscule », appelé aussi « du couchant », *Salat al Maghrib*, selon la terminologie arabe. Après le rituel d'*Al-Istighfar*, ou « prière surérogatoire du pardon », l'émir s'isole avec un de ses jeunes combattants, Abou al-Baraa al-Mauritani, de son vrai nom Taleb Ould Ahmednah. Les deux hommes marchent lentement et s'éloignent du reste du groupe. Leur tête-à-tête ne dure pas longtemps. Une petite trentaine de minutes et les voilà de retour parmi leurs compagnons. Que se sont-ils dit ? Quel est ce sujet manifestement si important pour que les deux hommes s'éloignent pour en discuter seuls ?

L'émir et son confident ne diront à personne le moindre mot de ce qu'ils ont partagé ce soir-là. D'ailleurs, aucun de leurs compagnons présents n'aura la curiosité de chercher à le savoir. Tout le monde remarquera cependant que le jeune Mauritanien va disparaître durant quelques jours

du camp, avant de réapparaître brièvement, puis de disparaître pour de bon. Arrêté en juillet 2009 au Sénégal, puis extradé trois mois plus tard vers la Mauritanie, où il a été condamné en 2011 à cinq ans de prison avec travaux forcés, Taleb Ould Ahmednah sera le premier à révéler le secret partagé ce fameux soir de ramadan avec Belmokhtar. C'était devant les policiers mauritaniens qui l'ont longuement interrogé peu après son extradition par les autorités sénégalaises. D'après le procès-verbal de son audition, établi par les enquêteurs mauritaniens et consulté par l'auteur, et ses déclarations plus tard à la presse locale, Abou al-Baraa al-Mauritani et Belmokhtar s'étaient isolés en cette fameuse soirée du ramadan 2007 pour discuter d'un projet d'enlèvement d'un haut responsable diplomatique occidental dans un pays sahélien. D'après le Mauritanien, Belmokhtar l'avait personnellement chargé de trouver une cible à kidnapper. Après un court séjour d'exploration à Bamako, puis quelques coups de fil à Nouakchott, Ould Ahmednah identifie très rapidement une cible potentielle : le premier conseiller de l'ambassade d'Allemagne en Mauritanie. « De Bamako, j'ai appelé des contacts en Mauritanie pour les charger de trouver une cible. Quand ils m'ont informé des résultats de la mission et que la cible était prête, je suis retourné dans le camp pour transmettre l'information. Un commando spécial a été mis sur pied pour exécuter l'opération », détaille Ould Ahmednah. Choisi personnellement par Belmokhtar, selon le récit qu'il fait aux policiers, le commando était composé de deux véhicules. L'un devait se rendre directement à Nouakchott, l'autre rester à la frontière entre la Mauritanie et le Mali pour servir d'appui et de soutien en cas de besoin. Malgré la distance entre Al-Khalil et Nouakchott

et la difficulté du chemin à parcourir, Ould Ahmednah et ses compagnons arrivent dans la capitale mauritanienne au bout de seulement quatre nuits de voyage.

Braquage en Mauritanie

Installé la première nuit dans le quartier populaire de Tayarett, au nord de la ville, le commando apprend dès son arrivée que la cible envisagée a disparu. Mais il décide de ne pas quitter la ville, persuadé que le diplomate allemand, peut-être en voyage, va bientôt réapparaître. Le lendemain, l'équipe déménage et se rapproche du domicile du responsable allemand, en s'installant dans le quartier où il réside, Tevragh-Zeina, le secteur chic de la capitale mauritanienne. Après plusieurs jours de guet, le commando conclut que le diplomate allemand a disparu pour de bon. Les jihadistes vont alors se mettre en quête d'une cible de substitution. Après avoir envisagé l'enlèvement d'un groupe de touristes suédois, le groupe porte finalement son choix sur une cible locale. Mais cette fois, au lieu d'un rapt, ce sera un braquage, le premier de l'histoire de la Mauritanie. Le 23 octobre 2007 à 15 h 30, les membres du commando déguisés en militaires attaquent une petite Toyota Carina qui vient de quitter le port de Nouakchott en direction du centre-ville. À son bord, trois fonctionnaires du bureau des douanes du port qui se rendent au Trésor public pour y déposer la recette du jour de leur service. Le petit groupe de jihadistes ne met pas plus de cinq minutes pour neutraliser le véhicule, désarmer ses passagers et s'enfuir avec les mallettes d'argent. « C'était une opération tellement bien menée qu'elle était impossible sans complicité interne »,

confie un responsable mauritanien, qui donne ainsi, sans le vouloir, du crédit à une vieille rumeur selon laquelle Belmokhtar dispose d'agents infiltrés dans de nombreuses administrations des pays sahéliens.

À l'échelle d'un pays comme la Mauritanie, un des plus pauvres du monde, le montant du butin est énorme : 56 millions d'ouguiyas, soit environ 150 000 euros. Le commando s'empresse de le partager en deux parties : 46 millions d'ouguiyas (125 000 euros) à envoyer à Belmokhtar et 10 millions (25 000 euros) pour les membres du commando qui ont participé au braquage. « Ce sont à l'origine des biens pour la nation usurpés par les bandes qui gouvernent et il n'en arrive que des miettes à la nation… Que représente le port de l'Amitié par rapport aux milliards volés à longueur d'année par les cliques dirigeantes, profitant de leur influence dans le gouvernement au pouvoir, et cela, la plupart des gens ordinaires le savent très bien », justifiera plus tard Belmokhtar lui-même dans son interview avec le site mauritanien de l'Agence Nouakchott Information.

Ould Ahmednah partage sans doute l'avis de son chef. Mais il ne touchera personnellement pas un sou du montant gardé par ses amis du commando de Nouakchott. Quelques jours avant l'attaque, il quitte le groupe et retourne dans les camps de Belmokhtar dans le nord du Mali, à cause, explique-t-il aux policiers, du comportement « inconstant » de son ami Khadim Ould Semane, qui « change tous les jours d'avis » mais que Belmokhtar avait initialement désigné comme chef du commando. Ould Semane, une des plus anciennes recrues mauritaniennes de Belmokhtar, était à l'époque un de ses hommes préférés au sein de la Brigade des Enturbannés. Avant que le destin ne se charge de faire

se croiser leurs chemins, rien ne devait pourtant lier le jeune Mauritanien au chef jihadiste algérien.

Un bon vivant

Fils d'un riche commerçant des Oulad Bensbaa, famille originaire de la région de Marrakech mais installée de longue date au Sahara occidental, en Mauritanie et au Sénégal, Khadim est né en 1976 au fin fond du bassin arachidier sénégalais, à Touba, capitale de la très quiétiste confrérie soufie des Mourides. Son père, qui en était un des fervents adeptes, lui a d'ailleurs donné le prénom de Khadim en hommage au fondateur de la Mouridiya[1], le cheikh Ahmadou Bamba, qui se faisait appeler lui-même Khadim ar-Rassaoul (le Serviteur du Prophète). Sénégalais de naissance, Ould Semane n'est arrivé en Mauritanie que très tard, en 1989, lorsque à l'issue d'un conflit entre Nouakchott et Dakar les deux gouvernements ont été contraints de rapatrier leurs ressortissants respectifs ou considérés comme tels. À Nouakchott, le jeune Khadim habite avec sa famille dans le vieux quartier du Ksar. Élève moyen, c'est en revanche un bon vivant. Poète accompli, il participe régulièrement à des émissions de télévision où il se plaît à improviser des vers lyriques

1. La Mouridiya, ou Mouridisme en français, est une confrérie musulmane fondée par Cheikh Ahmadou Bamba (1853-1927), qui prône l'orthodoxie envers les enseignements du Coran et de la tradition du prophète Mahomet, l'attachement aux préceptes de l'islam et la valorisation de la science et du travail. La théologie de la Mouridiya est influencée par celle des confréries plus anciennes Qadiriyya et Tijaniya mais aussi de l'œuvre de Al-Ghazali.

qu'aiment reprendre les chanteuses qui animent les plateaux. Le poète écume aussi les salles de concert et les soirées dansantes de Nouakchott. « Il était tout le temps en boîte de nuit, il n'avait rien de quelqu'un qui pouvait un jour changer de vie », témoigne un policier longtemps en charge de surveiller les lieux de nuit dans la capitale mauritanienne.

Le tournant de sa vie se produit au début des années 2000. C'est l'époque des attentats du 11 Septembre, de l'invasion de l'Afghanistan par les armées de l'OTAN et de la guerre américaine en Irak. « Comme beaucoup de jeunes de sa génération, Khadim s'est converti sous l'influence des événements qui se sont passés dans certains pays musulmans. C'est l'époque où, avec les images transmises par les télévisions, certains jeunes étaient choqués et commençaient à se poser des questions. Puis c'est le changement de vie, avec la fréquentation de la mosquée, les rencontres avec les prédicateurs et enfin la conversion au salafisme, puis à sa version jihadiste », explique un magistrat mauritanien.

Belmokhtar fera de Khadim Ould Semane son principal représentant en Mauritanie sans l'avoir jamais rencontré. C'était au mois de mai 2004. Le Mauritanien venait tout juste de s'évader de prison et s'employait à mettre sur pied une petite cellule de jihadistes en vue de partir combattre dans les rangs d'Al-Qaïda en Irak. Il contacte l'Algérien pour lui demander de l'aide et lui trouver un chemin pour rejoindre l'Irak. Belmokhtar lui suggère alors de patienter mais lui envoie un émissaire, un de ses plus proches collaborateurs, Abderrahmane al-Nigeri, un Arabe nigérien que l'on retrouvera par la suite dans la plupart des grandes opérations commanditées par l'émir balafré.

Al-Nigeri et Ould Semane se rencontrent à Dakar, au Sénégal, où le Mauritanien avait réuni ses partisans pour fonder officiellement la première organisation jihadiste locale : *Ansar Allah al-Mourabitoune Fi Bilad as-Shinguitt*, ou les Partisans de Dieu, les Almoravides au pays de Chinguitti, en référence à l'ancienne dynastie des Almoravides dont le lieu de naissance était l'actuelle Mauritanie et la ville sainte de Chinguitti. Après le congrès constitutif de l'organisation d'Ould Semane, l'émissaire retourne faire un compte rendu à Belmokhtar et le Mauritanien revient clandestinement en Mauritanie où il s'emploie à élargir la base de son mouvement.

Arrêté début avril 2005 à Nouadhibou (ex-Port-Étienne), deuxième ville du pays, lors d'une vaste campagne visant les milieux islamistes, Ould Semane est incarcéré à Nouakchott. C'est en réaction à cette arrestation, ainsi qu'à celle d'autres salafistes, que Belmokhtar justifiera d'ailleurs la sanglante attaque contre la petite caserne de Lemgheity, en juin 2005, première opération d'envergure hors d'Algérie revendiquée par l'ex-GSPC.

Évasion en plein jour

Moins d'un an plus tard, le 26 avril 2006, Ould Semane sème ses geôliers en plein jour dans des conditions spectaculaires. Vêtu d'un *nikab*, le voile intégral cher aux femmes salafistes, il parvient, avec deux autres détenus salafistes, à quitter à pied la prison civile par la grande porte au nez et à la barbe des nombreux gardes en faction, sans que ces derniers se rendent compte de quoi que ce soit. L'un d'entre eux fera particulièrement parler de lui quelques

années plus tard : Hamada Ould Mohamed Kheirou, *alias* Abou Ghaaghaa, ou Hamada as-Shinguitt, fondateur en 2011 du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), une dissidence d'AQMI, responsable de plusieurs attentats-suicides en Algérie, mais surtout d'enlèvements d'étrangers dans plusieurs pays du pourtour du Sahara.

« Nous sommes en guerre contre les croisés, les Juifs et leurs vassaux qui gouvernent nos pays. Il n'y a pas de distinction entre civils et militaires parmi eux. Tous sont des cibles pour les jihadistes », martèlera-t-il calmement devant l'auteur lors d'un très long entretien en marge d'une séance du tribunal islamique qu'il présidait à Gao et où il a prononcé plusieurs peines d'amputation de mains et pieds de voleurs au nom de la charia. C'était en octobre 2012, lorsque le MUJAO, allié à la Brigade des Enturbannés, avait pris le contrôle de la région de Gao après en avoir délogé les indépendantistes touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) qui en avaient chassé l'armée malienne.

Quoi qu'il en soit, depuis son évasion spectaculaire de la prison centrale de Nouakchott, on ne retrouvera plus jamais trace de Hamada en Mauritanie. Parti dans le nord du Mali, il intègre les rangs d'AQMI et s'installe au sein de la *katibat* de Belmokhtar, où il se forme au maniement des armes, mais aussi à la fabrication des explosifs et de bombes artisanales, dont il deviendra, aux dires de plusieurs jihadistes, un excellent spécialiste. C'est d'ailleurs après l'explosion accidentelle d'un de ces engins dans une maison à Gao qu'il est arrêté au Mali en 2009. Transféré à Bamako, il parvient encore à sortir de prison. Cette fois sans évasion. Dans le cadre d'une transaction pour l'obtention

de la libération de l'otage français Pierre Camatte, enlevé le 26 novembre 2009 par un groupe jihadiste dans le nord du Mali, le gouvernement malien le remet en liberté en février 2010 à l'issue d'une condamnation expresse par un tribunal à une peine largement couverte par sa période de détention. Cette libération avait à l'époque suscité une vive tension entre Nouakchott et Bamako. Les Mauritaniens, considérant cette libération comme « une prime au terrorisme et au rapt des étrangers », étaient même allés jusqu'à envisager que cette libération mettait un terme aux accords de coopération entre le Mali et la Mauritanie.

« Le poète combattant »

Six mois à peine après cette libération, Hamada apparaît d'ailleurs dans une vidéo diffusée par AQMI où il anime une conférence sur le thème « Leur destin est de combattre » et au cours de laquelle l'organisation se vante de l'avoir libéré dans « l'accord d'échange avec la France ». Le « poète combattant », comme le présentent ses amis jihadistes, entrecoupe son intervention de plusieurs vers de poésie faisant l'éloge de l'idéologie d'Al-Qaïda et appelle les peuples musulmans à la révolte contre les lois qui ne sont pas celles de la charia. Avec une ferme conviction, il soutient qu'Allah a fait descendre l'islam avec « un livre qui oriente et un glaive qui protège et que si c'est un glaive seul sans livre, il devient du banditisme, tout comme un livre sans glaive est une religion de derviche qui souffre de manque d'immunité ». Si ses poèmes mettent beaucoup l'accent sur la critique de « ceux qui reculent face au jihad », il s'en prend violemment aussi à ses anciens compagnons

de l'organisation « *El Bir wa sava* » qu'il regrette d'avoir fréquentés, accusant ses responsables de « courir uniquement derrière le profit au lieu de chercher le martyre ». « Le plus grand problème du jihad aujourd'hui, ce n'est ni l'Amérique, ni la France, ni les Juifs. Ce sont les soi-disant imams du ventre », ironise-t-il aux oreilles de l'auteur à Gao en 2012.

Lors de ses premières années dans les rangs d'AQMI, Hamada Ould Mohamed Kheirou se fera remarquer aussi par l'humour dont il enveloppe son discours radical, les rires de ses compagnons s'accompagnant parfois de coups de feu en l'air, en guise de « musique » selon ses propres mots. Son ascension au sein de la galaxie jihadiste saharienne est en tout cas très rapide. En très peu de temps, le Mauritanien devient une des figures les plus en vue d'AQMI. Mais, en raison de différends avec les dirigeants du groupe, il n'y reste pas longtemps. Ce fils d'une vieille famille de lettrés de la région de Nouakchott, formé par des érudits renommés, est très tôt révolté par l'emprise qu'exercent au sein d'AQMI les Algériens auxquels il reproche leur faible niveau de culture théologique. Malgré ses bons rapports avec Belmokhtar, il quitte AQMI et fonde sa propre organisation, le MUJAO, dont il rêve de faire la grande organisation des jihadistes ouest-africains. C'est dans cet esprit qu'il sollicite très vite les Nigérians de Boko Haram, avec qui il établit une alliance étroite. Cependant, le chef jihadiste mauritanien évite de se positionner en concurrent d'AQMI. Même s'il ne s'interdit pas d'agir sur le même terrain que cette dernière, en Algérie notamment, son cœur de cible reste le Sahara et l'Afrique de l'Ouest.

Parmi ses premiers coups d'éclat, il y a l'enlèvement de trois humanitaires européens à Tindouf, dans le Sud-Ouest

algérien, en octobre 2011. Il est aussi, le 3 mars 2012, le commanditaire de l'attentat qui a visé les locaux de la gendarmerie algérienne à Tamanrasset. En avril 2012, il organise le rapt de sept diplomates algériens du consulat de Gao, au Mali. Le 20 septembre 2012, alors qu'il est à Gao, que le MUJAO occupe en compagnie du groupe de son formateur Belmokhtar, il orchestre l'enlèvement dans le lointain Ouest malien, pourtant sous contrôle de l'armée, d'un routard franco-portugais, Gilberto Rodrigues, qui selon une source présumée proche du MUJAO aurait finalement trouvé la mort en avril 2014. Bref, en rejoignant Belmokhtar, l'évadé de Nouakchott est devenu en un laps de temps très court une des plus grandes figures jihadistes au Sahara.

Fusillade à Nouakchott

Quant à son compagnon d'évasion de la prison de Nouakchott, Khadim Ould Semane, « le représentant officiel d'Al-Qaïda en Mauritanie », avec qui il séjourne un moment dans le nord du Mali, il a finalement été arrêté en Mauritanie. C'était en avril 2008, suite à l'arrestation fortuite de Maarouf Ould Haiba, chef du commando auteur de la tuerie d'Aleg dans laquelle quatre Français avaient été froidement abattus le jour de Noël 2007. Rentré en Mauritanie début avril, Maarouf avait été accueilli avec un groupe d'éléments d'AQMI par Ould Semane. Occupé à l'époque à trouver une cible de substitution après l'échec du rapt commandité par Belmokhtar du premier conseiller de l'ambassade d'Allemagne, Ould Semane, déjà soupçonné par la police dans le braquage de la recette douanière du

port en octobre 2007 et l'attentat d'Aleg de décembre, est alors activement recherché pour un attentat contre l'ambassade d'Israël en Mauritanie survenu dans la nuit du 1er au 2 février 2007. Selon les révélations de l'enquête policière, il avait d'abord eu l'intention de faire exploser la représentation de l'État hébreu, avant de changer d'avis « de peur de tuer les musulmans qui habitent le voisinage ». C'est finalement à l'arme automatique qu'il s'en prend à l'ambassade israélienne, mais aussi au restaurant et à la discothèque voisins que ses compagnons arrosent longuement de rafales de kalachnikov, avant de se retirer dans la villa qui leur sert de cache dans le même quartier. C'est là que la police, en surveillant les mouvements de certains membres de la famille d'Ould Semane, va localiser le groupe le 7 avril.

Ce jour-là, le fondateur de la branche mauritanienne d'Al-Qaïda prenait d'ailleurs une nouvelle épouse. Mais il n'aura pas le temps de consommer son mariage. Un coup de fil d'un ami qui se trouvait dans les parages lui indique que « les travailleurs sont en train d'arriver au chantier », en langage codé que la police arrive vers la cache. Une féroce bataille s'ensuit, au cours de laquelle un officier de police et deux jihadistes trouvent la mort. Ould Semane parvient à s'enfuir avec d'autres membres du groupe, dont son « hôte » Maarouf, qui vient d'arriver du désert malien. Dans leur fuite, les membres du groupe se dispersent. Maarouf navigue de proche en proche. C'est en quittant le domicile d'une de ses sœurs, déguisé en femme, qu'il est arrêté par hasard par un militaire en permission intrigué par sa démarche trop masculine.

Les informations qu'il livre mettent la police sur les traces du reste du groupe et la plupart de ses membres,

Ould Semane en tête, sont arrêtés quelques jours plus tard. Condamné à mort en mai 2010 pour sa participation à la tuerie d'Aleg de 2007, Maarouf succombe de maladie en prison au printemps 2014. Ould Semane, lui, qui a été jugé plusieurs fois et condamné à la peine de mort, est toujours en prison. Ce champion de l'évasion a longtemps été emprisonné dans un lieu tenu secret. Mais il est depuis juin 2014 incarcéré à la prison de Nouakchott. Lors de sa dernière comparution devant la justice en 2010, Ould Semane a refusé la présence d'avocats pour sa défense. « Allah est mon tuteur », a-t-il lancé au président du tribunal qui lui rappelait son droit à se faire défendre. En revanche, il a affirmé qu'il reste « un fidèle soldat d'Al-Qaïda » et a qualifié de mécréants les Mauritaniens qui empêchent les jihadistes d'attaquer les Occidentaux. Il a aussi révélé qu'« il existe une liste de policiers, d'officiers de l'armée et d'hommes politiques mauritaniens qui vont être exécutés. C'est la prochaine phase de notre action », a-t-il menacé, avant de réserver son dernier mot à la France à qui il a promis, « des nuits noires ».

Dans le cadre des négociations entre AQMI et les gouvernements de la sous-région pour la libération d'otages occidentaux détenus par le groupe jihadiste, Ould Semane a maintes fois été réclamé par l'organisation jihadiste. Mais la libération du « cheikh Al-Khadim », comme l'appellent ses partisans sur les forums proches d'Al-Qaïda, n'a jamais pu être obtenue. En dépit de pressions secrètes de certains pays amis, comme la France, jamais Nouakchott, persuadé qu'il n'hésitera pas à reprendre les armes, n'a envisagé de libérer le détenu. L'intéressé l'a en effet toujours promis à chaque fois qu'il en avait l'occasion, quand, notamment, il parvenait à entrer en contact avec la presse. Que ce soit

sur les antennes d'une chaîne à grande diffusion comme Al-Jazira ou via les journaux locaux, « le représentant de Belmokhtar en Mauritanie » a toujours revendiqué haut et fort être un partisan résolu du jihad et un adversaire déterminé des « ennemis de Dieu », expression par laquelle il aime désigner le gouvernement mauritanien, ses alliés occidentaux et leur ressortissants, fussent-ils de simples civils.

Chapitre 6

Une « saison en enfer »

Le vieux ferry qui sert de traversier sur cette partie du fleuve Niger bataille fermement contre les puissants courants. La passerelle posée, les deux vieux Blancs se trouvent coincés au milieu d'une foule d'enfants, d'animaux et de véhicules qui se bousculent pour descendre et monter en même temps. Cependant, Robert Fowler et Louis Guay parviennent sans grande peine à se frayer un chemin pour parvenir à la terre ferme et regagner le véhicule que leur chauffeur nigérien, Soumana Mounkaila, a garé non loin. Diplomates canadiens envoyés par le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, ils sont alors au Niger dans le cadre d'une médiation entre le gouvernement et une énième rébellion touarègue. Fowler et son assistant Guay reviennent ce jour-là, le dimanche 14 décembre 2009, d'une petite excursion improvisée dans la localité de Samira, à quatre-vingt-dix kilomètres à l'ouest de la capitale, Niamey, où ils ont visité une mine d'or qu'exploite la compagnie canadienne Semafo. C'était peu après 17 heures. Les deux diplomates, qui ont déjà réservé leur soirée pour un dîner avec le chef du bureau diplomatique canadien au Niger, ont donc tout le temps

d'arriver à Niamey, de prendre une douche, de se changer et d'aller à leur rendez-vous.

Cependant, à mi-chemin, sur la route entre Samira et Niamey, l'une des rares bitumées dans ce pays classé par l'ONU parmi les trois plus pauvres du monde, les émissaires onusiens sont surpris par un pick-up de type Toyota Land Cruiser sorti de nulle part qui les double rapidement, forçant le chauffeur à ralentir pour éviter une collision. « Que se passe-t-il ? » s'écrie Robert Fowler, tandis que Soumana tente de dépasser le pick-up. Qu'il se déporte à gauche ou à droite, le conducteur nigérien se trouve systématiquement gêné dans ses manœuvres. Le pick-up se mettant en travers de la route, il est forcé de s'arrêter. Deux hommes au teint noir descendent du Land Cruiser. L'un braque une kalachnikov sur le visage du chauffeur. L'autre se place derrière le pick-up comme s'il voulait couvrir son compagnon. Robert Fowler, qui a travaillé de longues années dans plusieurs zones très difficiles d'Afrique, comprend immédiatement qu'un cauchemar vient de commencer. Mais il ne sait rien de l'identité ou des motivations des assaillants. S'agit-il de bandits armés, comme il y en a beaucoup dans cette partie du continent ? Veulent-ils de l'argent, ou plutôt le luxueux véhicule estampillé UN, pour United Nations, qui les transporte et qui est très prisé dans la région ?

Barbe Rousse

Soumana et Louis Guay sont les premiers que les assaillants jettent à l'arrière du pick-up. Robert Fowler se demande un instant s'il a des chances de s'enfuir. Mais il

est lui aussi jeté à l'arrière du véhicule par-dessus le hayon. Le tout-terrain des assaillants fait alors un demi-tour crissant sur la chaussée goudronnée, puis se lance dans la direction d'où les Canadiens étaient venus. En quarante secondes, le rapt est terminé. Fowler, qui avait avec lui d'importants documents, dont une clé USB contenant des informations confidentielles relatives à sa mission et ses opinions personnelles sur le gouvernement du Niger, se demande ce qui pourrait arriver. Les ravisseurs, dont il doute qu'ils puissent abandonner un véhicule si performant comme celui qui le transportait, vont-ils tomber sur ces documents ? Le vieux diplomate n'a pas le temps de trop s'appesantir sur le sort éventuel de ses affaires personnelles : il est brusquement secoué par un des ravisseurs. « Restez tranquilles et ne bougez pas », menace ce dernier.

Après un quart d'heure sur la route bitumée, les ravisseurs virent à droite. Ils quittent le goudron en direction du nord-est et s'enfoncent dans la broussaille. Les secousses sont régulières et violentes. Une fois assez éloignés de la route, les assaillants s'arrêtent au milieu d'un coin désert et font descendre les otages. Ils les mettent sur les sièges arrière de la cabine. Les Canadiens ont pour la première fois l'occasion de voir de près les visages de leurs ravisseurs : deux jeunes Noirs et un troisième homme, la quarantaine largement dépassée, le teint bronzé et les traits épais mais qui fait plus arabe qu'africain. C'est le chef. Il se présente sous le nom d'Omar. Plus tard, ils apprendront qu'il s'agit d'Omar Ould Hamaha, un haut responsable de la Brigade des Enturbannés, très proche de l'émir Mokhtar Belmokhtar dont il est l'oncle paternel de l'une des épouses, l'adolescente arabe malienne sur laquelle l'émir borgne a jeté son dévolu au début des années 2000

dans le village de Lerneb, près de Tombouctou. « Barbe Rousse », comme le surnomment certains journalistes en raison de sa barbe teinte au henné, sera d'ailleurs plus tard l'une des plus célèbre figures des chefs jihadistes qui vont occuper les villes du nord du Mali de 2012 à 2013. Des dizaines de vidéos mises en ligne sur Internet montreront alors cet ancien prêcheur polyglotte, qui a visité plusieurs dizaines de pays, défier l'Occident et promettre le triomphe imminent du « drapeau d'Allah ».

Au cours de ce premier arrêt, le chef des kidnappeurs s'empresse de vérifier l'identité des otages. Sait-il qu'il a entre les mains de hauts diplomates internationaux ? Ou bien veut-il savoir qui sont ces deux vieux Blancs que le destin a mis sur sa route ce jour-là et qui pourraient éventuellement rapporter gros au groupe jihadiste auquel il est affilié ? Louis Guay a la chance d'avoir sur lui son laissez-passer onusien qui fait office de titre de voyage valable dans le monde entier. Les ravisseurs n'ont pas besoin de lui poser trop de questions. Robert Fowler, lui, n'a aucun document prouvant son identité. Il a oublié son laissez-passer onusien à l'hôtel où ils étaient descendus à Niamey quelques jours plus tôt. Omar le harcèle de questions. Même s'il répond avec franchise, le chef des ravisseurs a du mal à le croire. Comment un vieux Blanc qui circule à bord d'une voiture des Nations unies dans une zone reculée du Sahel peut-il avoir omis de prendre sur lui ses pièces d'identité ? s'énerve le jihadiste.

Avant de poursuivre la route, les Canadiens sont contraints de vider leurs poches et de remettre toutes les affaires encore en leur possession aux ravisseurs. Robert Fowler n'a pas grand-chose sur lui, si ce n'est une importante somme en devises et en francs CFA (la monnaie locale)

qu'il remet aux ravisseurs. Louis Guay est lui aussi dépouillé de son argent, de sa montre, un cadeau de son épouse, et de son téléphone BlackBerry, fourni par le gouvernement canadien et dont il est prié de retirer immédiatement la pile. Les ravisseurs craignent sans doute qu'il permette à d'éventuels poursuivants de les localiser. Profitant d'un moment d'inattention de leurs kidnappeurs, Robert Fowler chuchote à son assistant quelques mots, qu'il s'est déjà dit à lui-même en silence. « Quoi qu'il arrive, dis la vérité, même si ce n'est pas toute la vérité. Sinon tu seras forcément pris dans un tissu de mensonges qui, au mieux, nous feront perdre leur confiance et qui ne peuvent que nous créer des problèmes, peu importe ce qu'ils nous réservent », lui conseille-t-il.

À ce stade, les Canadiens ne réalisent pas encore qu'ils sont entre les mains des hommes de Belmokhtar. La question ne les préoccupe sans doute pas à cet instant. Robert Fowler, en tant que chef de mission, réfléchit à comment adoucir le comportement des ravisseurs et éventuellement obtenir la libération pure et simple de ses deux compagnons. En bon diplomate, il essaie gentiment de convaincre Omar de relâcher son assistant et son chauffeur, mais de le garder lui, étant donné que ses fonctions passées et actuelles font de lui « le vrai trophée ». Sa proposition n'est même pas examinée, pas plus que celle de son compatriote demandant à ce que leur chauffeur nigérien, qui « n'a rien à offrir », soit au moins libéré. La seule réponse reçue est l'ordre donné par Omar de lier les deux Canadiens par les poignets, gauche et droit de l'un et l'autre, puis de les jeter dans la cabine arrière. La suite est un long trajet douloureux presque entièrement au milieu d'un désert difficile, où nulle trace de vie humaine ne se manifeste, si

ce n'est quelques huttes de paille et des feux de cuisson extérieurs aperçus de très loin.

« Nous sommes Al-Qaïda »

Malgré l'absence de repères physiques susceptibles de renseigner sur les lieux traversés, Omar, qui est au volant du véhicule, donne aux Canadiens l'impression qu'il connaît très bien la région, sinon qu'il a un grand sens de l'orientation dans le désert. À aucun moment, en tout cas, il ne semble perdu. Mais pour les otages, le risque de se retrouver égarés avec leurs ravisseurs au milieu du désert n'est pas l'une des premières idées qui leur viennent à l'esprit. L'urgence pour eux est de savoir quand les autorités nigériennes se rendront compte de leur enlèvement. Les services de sécurité ont-ils les moyens de rattraper les ravisseurs ? Et leurs familles, comment vont-elles accueillir la nouvelle ? Seront-ils libérés à temps pour les retrouver pour les fêtes de fin d'année toutes proches ? Comment le gouvernement canadien et l'ONU vont-ils réagir pour obtenir leur libération ?

On ne sait pas si les ravisseurs se posent eux aussi ces questions. En revanche, ils sont très pressés d'arriver à destination. Jusqu'à la dixième heure après le rapt, ils n'ont guère observé la moindre pause, excepté le bref arrêt en pleine broussaille pour vérifier l'identité des otages. Il est donc 3 heures du matin quand Robert Fowler et son assistant ont droit à un peu de repos. Quelques biscuits et du thé vite avalés, et c'est à nouveau la route. Vers 5 heures, Omar s'arrête au milieu d'une zone déserte et ordonne à tout le monde de descendre du véhicule. Le chef

des ravisseurs se couche et autorise les otages à faire de même. L'un des jeunes Noirs, Ibrahim, qu'Omar appelle « le Sénégalais », monte la garde. Louis Guay s'endort immédiatement, mais Robert Fowler, à cause de douleurs au dos, reste éveillé, buvant du thé avec son geôlier africain. C'est là qu'il entend cette vérité que, depuis l'enlèvement, il redoute au plus profond de lui-même mais qu'il se refusait à envisager. « Alors vous avez finalement trouvé qui nous sommes ? lui demande le Sénégalais. – Les rebelles touaregs, ose le diplomate canadien. – Nous sommes Al-Qaïda », le coupe sèchement l'Africain. Assommé par ce qu'il vient d'apprendre de la bouche de son geôlier, Robert Fowler hésite à réveiller son compatriote pour l'informer. Quand il décide de le faire, son codétenu ne panique pas. « Je préfère me retrouver entre les mains de gens qui prient », le rassure son assistant, qui n'aura pas le temps d'être plus explicite. À cet instant, Omar ordonne aux deux otages de remonter dans le pick-up et ils reprennent aussitôt la route.

« Esclaves d'Allah »

Au cours du voyage, il y aura plusieurs autres arrêts similaires, seuls instants où les deux otages canadiens ont la possibilité d'échanger sur leur sort, loin des oreilles de leurs ravisseurs. À chaque fois, Robert Fowler est habité par l'idée d'une évasion, qu'il a même ouvertement proposée à son assistant. C'était la nuit. Arrêtés pour passer un coup de fil de leur téléphone satellitaire Thuraya, les ravisseurs laissent les deux otages dans la cabine du véhicule. Robert Fowler qui, quelques heures auparavant a remarqué un

pistolet caché dans la boîte à gants, songe à profiter de l'inattention apparente de ses kidnappeurs pour les abattre tous les trois. Il s'en ouvre à son compatriote. Mais ce dernier trouve l'idée trop risquée. « Dès que tu ouvriras cette boîte à gants – si même tu arrives à l'ouvrir –, et qu'il y ait un revolver ou non, nous courrons le grand risque d'être tués… ça ne vaut tout simplement pas la peine », le dissuade Louis Guay.

À cet instant, les kidnappeurs n'ont toujours rien dit aux otages de leurs intentions. Vont-ils les exécuter ? La question tourmente les Canadiens. Depuis qu'Ibrahim, « le Sénégalais », a dit à Robert Fowler, la veille, qu'ils étaient entre les mains d'Al-Qaïda, les souvenirs de l'assassinat d'otages occidentaux par des groupes jihadistes en Asie et au Moyen-Orient défilent dans leurs têtes. Seront-ils achevés d'une balle dans le crâne ou bien mourront-ils la gorge tranchée et décapités devant les caméras de leurs ravisseurs, comme le reporter du *Wall Street Journal* Daniel Pearl, assassiné en 2002 par des hommes proches des talibans et dont les images atroces de l'assassinat ont fait le tour du monde. Autant dire leur soulagement quand Robert Fowler, qui ose finalement poser la question à Omar, entend la réponse de ce dernier : « Ça n'aurait absolument aucun sens. Ma mission était de vous capturer et de vous ramener à mon émir, là où vous ne pourrez pas être retrouvés », lui dit-il, précisant que si sa mission était de les tuer, cela aurait été déjà fait depuis longtemps. « Nous sommes de bons, loyaux et dévoués esclaves d'Allah. Le Coran condamne le meurtre », insiste Omar, aux oreilles du Canadien pour qui ces propos ne correspondent pas vraiment à l'idée qu'il a des combattants d'Al-Qaïda. Mais Fowler est tout de même soulagé d'apprendre que son

compatriote et lui n'ont pas été enlevés pour être assassinés, mais pour être échangés contre une rançon. Qui va payer ? Et comment la transaction va-t-elle s'effectuer ? Robert Fowler tente d'expliquer à Omar que ni le Canada ni l'ONU n'ont l'habitude de payer des rançons pour la libération de leurs ressortissants ou de leurs employés enlevés. Cela n'a aucun effet sur son ravisseur plus préoccupé par la route que par les propos de son otage.

Il fait nuit noire quand le convoi s'arrête pour une nouvelle escale. Très brève, elle ne dure que le temps pour Omar de passer un nouvel appel, avant de reprendre le volant. Pour la première fois, les kidnappeurs arrivent sur un terrain où ils sont visiblement chez eux, où ils se sentent du moins en sécurité. Après un ou deux arrêts dans des clairières où ils sont chaleureusement accueillis par les habitants, les jihadistes arrivent tard dans la nuit à ce qui ressemble à un camp de combattants. Robert Fowler, qui, malgré les conditions catastrophiques du voyage, a refusé jusqu'ici de boire l'eau fournie par ses ravisseurs, ne peut plus résister à la soif. Contrairement à son compagnon qui, dès les premières heures de l'enlèvement, s'est mis à boire dans les gourdes de ces « guerriers du désert », il craignait de tomber malade à cause de la mauvaise qualité de l'eau. D'un trait, le vieux diplomate avale la première gourde que lui propose un jihadiste, puis en demande une autre qu'il ingurgite entièrement aussi. « L'eau terreuse avait un vilain goût de boue, elle était tiède mais délicieuse », avoue-t-il d'ailleurs dans le beau récit qu'il consacrera à sa captivité[1].

1. Robert R. Fowler, *Ma saison en enfer, 130 jours de captivité aux mains d'Al-Qaïda*, Montréal, Ed. Quebec-Amérique, 2013.

Après une nuit de sommeil, la première depuis leur rapt, les Canadiens sont conduits vers une nouvelle destination. Cette fois, leurs ravisseurs les séparent. Louis Guay est embarqué dans le pick-up d'Omar et Robert Fowler est jeté dans un autre véhicule. Son chauffeur, Ahmed, un jeune homme de vingt ans environ, au sourire sournois, a le regard froid et est ouvertement hostile. Les deux voitures se suivent à une vitesse dépassant parfois les cent kilomètres à l'heure. Après quelques minutes au milieu d'une zone caillouteuse, le convoi s'enfonce longuement dans une vaste mer de sable mou. En milieu de matinée, les deux véhicules s'arrêtent au pied d'une petite colline qui bouche la route. Les ravisseurs se dirigent vers ce qui semble être une cache en plein air, où sont entreposés plusieurs barils de carburant et d'eau, des pneus et un tas d'autres choses. Réservoirs pleins, bidons et gourdes remplis, le convoi repart. Louis Guay demande à Omar s'il n'y a pas de risques que la cache soit vandalisée ou pillée. Le jihadiste lui explique que, dans la région, personne ne touche à la cache de l'autre et que s'il le fait par nécessité, il doit remplacer ce qu'il a pris au plus vite.

En milieu de journée, le convoi constate qu'il est suivi par trois camions. Omar et Ahmed ordonnent à leurs hommes de se préparer au combat et d'installer les armes lourdes, jusqu'ici cachées, en position de tir. Qui étaient les présumés poursuivants ? Des militaires nigériens ou plutôt les rebelles nationalistes touaregs d'Ibrahim Bahanga, entrés récemment en dissidence contre le gouvernement du Mali ? De toute évidence, les deux otages canadiens auraient bien voulu que ce soit les uns ou les autres. Mais leurs spéculations resteront vaines, car leurs kidnappeurs réussissent très vite à semer leurs poursuivants. Après

un éprouvant périple, ils finissent par arriver dans un nouveau camp où ils sont accueillis par de joyeux « *Allah Akbar* ». Omar, Ibrahim « le Sénégalais », ainsi que Hassan, le second Noir membre du commando qui a enlevé les deux Canadiens au Niger, sont reçus en véritables héros par leurs amis. Ces derniers se pressent d'ailleurs autour des deux otages pour les contempler comme des trophées.

Les Canadiens sont trop épuisés pour prêter attention à l'agitation autour d'eux. Ils se jettent sur la couverture qu'un jihadiste a étalée par terre. Ils somnolent quand un homme d'un âge avancé s'approche d'eux. Ses vêtements propres et sa carrure leur indiquent qu'il s'agit d'un haut responsable du groupe et non pas d'un simple combattant. L'homme s'installe devant eux et ordonne qu'on leur serve du thé. Sur un ton très courtois et dans un excellent français, il leur pose les mêmes questions qu'Omar leur a posées juste après leur rapt. Robert Fowler répète les mêmes réponses. Il lui explique qu'il est envoyé par le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, pour essayer de trouver une solution de paix négociée entre le gouvernement du Niger et les rebelles du Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ) dirigé par le leader touareg Aghali Ag Alambo. Il lui dit aussi qu'il est parvenu à convaincre les deux parties de signer la paix. Il poursuit ses explications, jusqu'à ce qu'un autre responsable jihadiste, qui vient de se mêler à eux, le coupe et lui demande de lui donner ses documents d'identité. Le Canadien répète la réponse qu'il a déjà donnée à Omar. « Ils sont à l'hôtel à Niamey », dit-il. Est-ce le chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique qui se tient devant eux ? Les deux jihadistes se retirent, laissant les Canadiens avec leurs questions. Mais le haut gradé ordonne qu'on leur fasse à manger

et qu'on leur aménage une place pour dormir. Ils ne le verront plus jamais.

Le lendemain, à l'aube de ce quatrième jour de captivité, Omar et Ahmed les embarquent pour un nouveau périple aussi épuisant que les précédents. Mais cette fois, le voyage est court. En milieu de matinée, leurs ravisseurs se garent au pied d'une petite colline ronde, où d'autres jihadistes sont déjà installés, dos à la colline ou à l'arrière de pick-up surmontés d'armes lourdes. Priés de descendre, les deux otages grimpent sur la colline et s'assoient à mi-chemin du sommet. Ils restent là, seuls, jusqu'à ce qu'un homme vêtu de noir, le visage entièrement enturbanné, à la manière des Touaregs, s'approche. À ses gestes et à la manière dont se comportent à son égard les autres jihadistes, les Canadiens comprennent qu'il s'agit sans doute d'un des chefs des islamistes.

C'est Mokhtar Belmokhtar

L'homme s'installe devant eux et, d'un petit geste de la main, baisse son turban, dévoilant du coup son visage. Il est mince, les yeux noirs, le teint buriné et les cheveux bouclés. Ses moustaches et sa barbe sont légèrement taillées, ce qui est peu courant dans le milieu où il évolue. Le seul signe particulier remarquable sur son visage est une cicatrice verticale qui trace une ligne de haut en bas, en partant de son sourcil vers sa joue droite, et qui disparaît sous ses moustaches. De plus près, on remarque cependant que son œil droit est immobile. C'est un œil de verre.

Ses compagnons l'appellent Khaled, de son surnom de guerre officiel Khaled Abou al-Abbas. Il s'agit de Mokhtar

Belmokhtar. Mais les Canadiens ne le savent pas encore. C'est Ibrahim, « le Sénégalais », qui le leur apprend, tandis que le célèbre chef jihadiste scrute longuement ses deux otages. Lors de cette première rencontre, Belmokhtar ne manifeste pas d'agressivité. C'est à peine s'il interroge les deux Canadiens sur leur identité et ce qu'ils sont venus faire au Niger. Il s'exprime en arabe et Ibrahim traduit systématiquement ses propos. L'émir des Enturbannés ne reste pas plus de vingt minutes avec ses otages. Mais Robert Fowler et Louis Guay vont le retrouver quelques heures plus tard, lorsque Omar les conduit vers un nouveau camp, installé au milieu d'une vaste vallée sèche, parsemée de petites herbes, d'arbustes et d'acacias épineux.

Belmokhtar est alors installé par terre et entouré d'une vingtaine de combattants. La discussion entre eux paraît très sérieuse. Est-ce un tribunal qui discute du sort à réserver aux deux otages ? Ou bien une simple réunion de routine de ce qui ressemble à un conseil de sages du groupe jihadiste ? Les Canadiens ne doutent pas un instant que la discussion les concerne, mais ne sont pas en mesure d'en savoir plus. Isolés à plusieurs mètres de la réunion, ils ne comprennent pas non plus les langues que leurs ravisseurs utilisent entre eux : l'arabe et le berbère, notamment sa version tamasheq en usage chez les Touaregs.

Cette présence à proximité du grand chef a tout de même quelque chose de réconfortant pour les deux hommes. À l'heure du dîner, leurs ravisseurs leur servent le meilleur repas depuis le début de leur captivité : du riz et de la viande de mouton. On leur offre aussi un bidon d'eau à chacun et Omar les informe qu'ils peuvent en réclamer à tout moment. Ce soir-là, les Canadiens ont même droit à une petite séance de « cinéma » : sur l'écran d'un petit

ordinateur, ils assistent à la projection de films montrant le discours du fondateur d'Al-Qaïda et les faits d'armes d'autres groupes jihadistes dans le monde, surtout celui du Jordanien Zarkaoui très actif contre l'armée américaine en Irak à partir de 2003, mais aussi les exactions commises en Afghanistan, en Irak par l'armée américaine et les mauvais traitements subis par les prisonniers islamistes détenus dans la prison de la CIA à Guantanamo.

En dépit de ces images atroces, la soirée n'a pas trop déplu aux Canadiens. Robert Fowler, qui a un goût prononcé pour les choses de l'esprit, y a trouvé matière à occuper son cerveau. « Le pire aspect de ces images vidéo [...] n'était pas les images des meurtres en masse et des assassinats individuels commis par Al-Qaïda et ses alliés contre nos soldats et nos civils ; même si elles n'étaient jamais faciles à regarder, elles étaient au moins faciles à comprendre. C'était tout simplement Al-Qaïda qui jouait son rôle d'Al-Qaïda. Non, ce qui était le plus difficile à assimiler, c'était la preuve directe et presque palpable du recours méthodique à la barbarie et aux mauvais traitements administrés méthodiquement, sanctionnés officiellement, et appliqués avec une telle désinvolture par notre camp, qui minimisait ces agissements par des banalités bureaucratiques et autres finasseries juridiques les assimilant à des formes "légitimes" d'abus et de torture. En voyant des scènes pareilles, je ne pouvais éviter de croire que si nous étions capables de commettre de tels abus et traiter avec insouciance la torture comme un spectacle, nous nous étions perdus vraiment dans des régions dangereuses de la morale et de l'éthique », écrit-il dans l'émouvant récit de sa captivité. A-t-il eu l'occasion de faire part à ses ravisseurs de l'effet que leurs vidéos ont eu sur lui ?

Preuve de vie

Au lendemain de cette première « soirée cinéma », Robert Fowler et son assistant reçoivent une nouvelle visite de Belmokhtar. Mais l'émir jihadiste n'est pas venu s'enquérir de ce que ses otages pensent d'Al-Qaïda ou du comportement de certains gouvernements occidentaux avec les prisonniers ou les combattants jihadistes. Il déclare aux Canadiens qu'ils sont ses otages et qu'il est l'un des chefs des groupes qui forment la branche maghrébine d'Al-Qaïda active dans cette partie du monde. Il se lance aussi dans une violente diatribe contre les gouvernements occidentaux et leurs alliés en Afrique du Nord qu'il traite invariablement de « mécréants et apostats ». Puis le chef des Enturbannés explique aux deux Canadiens qu'ils doivent se préparer à enregistrer une vidéo pour informer leur gouvernement et le secrétaire général de l'ONU qu'ils sont entre les mains d'Al-Qaïda et que l'on doit entrer en négociations avec lui pour obtenir leur libération. Aucun texte à lire n'est prévu pour cet enregistrement. « Dites seulement qui vous êtes, expliquez pourquoi vous êtes au Niger, dites que vous êtes maintenant nos otages et demandez à vos leaders de travailler à résoudre votre situation le plus rapidement possible et sans recourir à la violence. Car cela aurait de très mauvaises conséquences pour vous », résume-t-il d'un ton calme et posé, insistant pour que les otages parlent uniquement en français.

La scène est connue et a fait le tour du monde. Les deux Canadiens sont placés devant un large morceau de tissu noir tendu au fond d'une tente dont la devanture est largement dégagée pour laisser entrer la lumière du soleil.

Inscrit en blanc et en caractères arabes, le nom d'Al-Qaïda au Maghreb islamique est visible derrière eux. Entourés de combattants masqués, ils sont invités à parler l'un après l'autre. Robert Fowler est le premier à s'exprimer. Il répète presque à la lettre les phrases que lui a dictées Belmokhtar quelques minutes plus tôt. Mais il ajoute quelques mots destinés à son épouse et à ses cinq filles. Il leur dit son amour et son espoir de les retrouver le plus vite possible. Pour atténuer leur peine, il insiste pour dire qu'il est traité de manière « honorable », ce qui veut dire qu'il n'est pas maltraité. À quelques mots près, Louis Guay répète la même chose.

C'est à ce moment-là que, pour la première fois, les deux otages aperçoivent un de leurs ravisseurs qui, par la suite, va fortement marquer leur séjour : Jouleybib, le caméraman qui a enregistré cette première vidéo de « preuve de vie ». Jouleybib leur rendra visite quelques semaines plus tard, alors qu'ils se trouvent dans un lieu relativement éloigné du reste du camp. « Le moment fut mémorable », écrit Robert Fowler. « *Hi, I'm the media's guy* », se présente leur visiteur ce jour-là, avec une poignée de main chaleureuse. Les Canadiens vont ensuite se rendre compte que ce sont peut-être les seuls mots d'anglais qu'il connaît. Mais ils vont établir avec lui une relation régulière où, en contrepartie de cours d'anglais, le jeune jihadiste leur donnera leurs premières leçons de langue arabe. Sa fréquentation va aussi leur en apprendre beaucoup sur la vie du groupe de Belmokhtar, son mode de fonctionnement, son organisation et surtout sa hiérarchie qui, selon Fowler, ressemble fort à celle en vigueur au sein d'une armée régulière : au bas de la troupe les soldats et au sommet les officiers. Les premiers sont majoritairement des Subsahariens ou

de jeunes recrues maghrébines et les deuxièmes presque tous des Algériens. Membre de ce second cercle, Jouleybib donne l'impression à Robert Fowler qu'il est l'un des rares non-Algériens à occuper une fonction de direction dans l'entourage de Belmokhtar. Le Canadien, qui semble avoir « une bonne connaissance des gens », comme on dit dans le Sahara, pense même qu'il est mauritanien. Ce qui est vrai.

De son vrai nom Hacen Ould Khalil, Jouleybib est né en 1981 à Tidjikja, dans le centre de la Mauritanie. Issu d'une famille de commerçants lettrés, il a fait un brillant cursus au lycée de sa ville natale, complété par une formation en informatique dans une école privée de Nouakchott. Mais parallèlement, le jeune homme a suivi une formation théologique dans une école coranique en plein désert, dans sa région d'origine. C'est là qu'au début des années 2000 ce descendant d'érudits appartenant à la très quiétiste confrérie soufie de la Qadiriyya se convertit au salafisme. Comme beaucoup de jeunes Mauritaniens de sa génération, il va être marqué par les attentats du 11 Septembre, puis les guerres en Afghanistan et en Irak. Impressionné par les images diffusées à l'époque par les chaînes de télévision comme Al-Jazira et les vidéos mises en ligne par les jihadistes eux-mêmes, il est séduit par les combattants salafistes. Devenu jihadiste, il tente de partir en Irak, pour combattre les Américains dans les rangs de la branche locale d'Al-Qaïda dirigée par le célèbre Abou Moussab al-Zarqaoui. C'est à cette époque qu'il intègre les camps de Belmokhtar. Les deux hommes s'apprécient immédiatement. Sous le nom de Jouleybib, le jeune Mauritanien intègre les rangs de la Brigade des Enturbannés et participe à plusieurs de ses actions dont l'attaque surprise contre la caserne de Lemgheity en Mauritanie en juin 2005, où pour

la première fois l'ex-GSPC mène une opération importante contre des militaires hors d'Algérie. Inscrit depuis sur la liste des personnes les plus recherchées en Mauritanie, il ne quitte plus Belmokhtar, dont il devient le porte-parole, l'homme de confiance, mais aussi le gendre. « C'était un étudiant sérieux, doté d'une remarquable mémoire et d'une bonne oreille », note à son propos Robert Fowler. Mais le Canadien n'est pas dupe. « Même s'il était habituellement souriant et très détendu, je pouvais voir dans le regard de Jouleybib qu'il était toujours notre ennemi. Techniquement, il était le plus sophistiqué de nos kidnappeurs (se tenant à jour des réactions à notre enlèvement au Canada), et… parmi les plus dangereux », écrit lucidement le Canadien.

Geôliers

Fowler et Guay n'oublieront pas non plus Hassan. Pas l'Africain qui a participé à leur rapt au Niger, mais l'Algérien retrouvé dans l'un des derniers camps d'AQMI où les otages ont atterri. « Il était de loin le plus complexe, le plus intelligent, le plus effrayant aussi de nos fanatiques geôliers. Son excellent français à l'accent européen dénotait un certain niveau d'instruction ; il connaissait bien l'Europe de l'Ouest et les principales tendances socioéconomiques de son histoire », écrit Fowler, détaillant la personnalité de ce jeune homme qui passe « en un clin d'œil de la relation d'élève-maître à celle de ravisseur-otage, et vice versa. Il était presque toujours menaçant et agressif… Il me faisait une peur immense », confie le diplomate.

Il y avait aussi Zarkaoui, « la mascotte » du groupe, qui était si petit que quand il marchait avec son fusil accroché

à l'épaule, la crosse traçait un trait dans le sable, selon la description de Robert Fowler. À peine sorti de l'adolescence, « ce mélange explosif et classique d'enfant soldat vicieux et invulnérable » va rendre particulièrement pénible une bonne partie du séjour des deux otages dans les camps de Belmokhtar. Il ne manquait jamais de marcher volontairement avec ses chaussures sur les maigres couvertures sur lesquelles les otages dormaient, les éclaboussait de sable et faisait tout pour les empêcher de dormir la nuit.

Moussa, « l'artificier du groupe », a aussi marqué les Canadiens, par le respect que lui vouent ses compagnons, mais surtout par son double handicap : il était aveugle et avait une main en moins, héritage sans doute d'une manipulation d'explosifs qui a mal tourné. Il y avait aussi ces jeunes Noirs, dont Obeida, le Nigérien de Kano, sans doute un « stagiaire » envoyé par Boko Haram, qui restaient le plus souvent à l'écart du reste du groupe, psalmodiant le Coran.

Les deux Canadiens ne peuvent non plus oublier Omar, le chef du commando qui les a enlevés. De tous les combattants sous les ordres de Belmokhtar, c'est lui qui a passé le plus de temps avec eux. Robert Fowler est particulièrement frappé par son obsession permanente de les convertir à l'islam. Un « fanatique » pour qui aucune autre religion que l'islam n'importait le moins du monde. « Nos ravisseurs croyaient avec ferveur qu'Allah était de leur côté et que sa vengeance contre leurs ennemis serait terrible, même si elle devait mettre du temps à survenir. Ils ne comprenaient donc vraiment pas pourquoi, ayant aussi largement profité d'une instruction de la part d'un prédicateur aussi fervent et qui dit la vérité, nous ne nous étions pas rapidement convertis », remarque Fowler,

qui se souvient d'ailleurs que la dernière fois où il a vu son kidnappeur, c'était encore pour l'entendre évoquer le même sujet.

Abou Zeid

C'était le 21 avril 2010. Après cent trente jours de captivité, les deux fonctionnaires onusiens se préparaient à quitter leurs geôliers. Leur libération, qui leur a été annoncée onze jours plus tôt, devient enfin une réalité. « Souviens-toi bien, si jamais tu arrives au paradis, que j'ai fait tous les efforts pour te convertir. C'est pas de ma faute si tu n'es toujours pas musulman ! » lui lance son kidnappeur, courant derrière le véhicule dans lequel le vieux diplomate et son assistant viennent de monter. Ce jour-là, Belmokhtar avait organisé une grande cérémonie de départ. Il a rassemblé une vingtaine de véhicules lourdement armés. Une centaine de ses hommes sont alignés en rangs et ont fait la prière. Les deux otages sont invités à marcher le long des troupes pour monter dans le véhicule d'un jihadiste. Ils roulent quelques mètres et s'arrêtent devant deux Toyota.

Deux hommes qu'ils n'ont jamais vus les accueillent. L'un d'eux, un homme de petite taille, les cheveux coupés court, le sourire aux lèvres, habillé proprement et parlant un excellent français, leur tend la main. « Est-ce qu'on vous a dit que vous étiez libres ? » Robert Fowler ne sait pas quoi répondre : « Euh, pas dernièrement. » Cet homme est Moustapha Chafi. Il est mauritanien, mais travaille comme conseiller spécial du président du Burkina Faso, Blaise Compaoré. Il est accompagné de Baba Ould Choueikh,

un Arabe malien, émissaire du président malien, Amadou Toumani Touré. Baba Ould Choueikh connaît depuis longtemps Belmokhtar auprès duquel, en 2003, il a joué les intermédiaires pour obtenir la libération de ses premiers otages occidentaux.

Les Canadiens s'attendent alors à quitter les lieux immédiatement. Ils doivent encore attendre. Robert Fowler s'inquiète et ose demander à l'inconnu qui vient de lui annoncer leur libération : « Mais vous n'avez pas dit que nous étions libres ? – Oui, mais il y a un petit problème », répond ce dernier.

Les otages remarquent une vive agitation au sein d'un groupe de jihadistes dont Belmokhtar fait partie. Ce dernier semble énervé, face à un petit homme à la frêle silhouette qui paraît le contrarier. Arrivé il y a peu au camp, il n'est pas seul. Des dizaines d'hommes puissamment armés l'accompagnent. Malgré sa petite taille et ses gestes sans envergure, il a l'air d'un personnage important. Belmokhtar et lui sont entourés de leur garde rapprochée et le reste de leurs hommes se tient juste derrière eux. Y a-t-il un désaccord entre l'inconnu et Belmokhtar sur leur libération ? Comment cela va-t-il finir ? Leurs hommes vont-ils s'affronter ?

Bien plus que durant les quatre mois passés en détention, les Canadiens sentent que cette fois leur vie est en danger. Ils vont soit se faire descendre sur ordre du petit chef manifestement opposé à leur libération, soit se retrouver pris dans un immense feu de tirs croisés, les deux groupes étant lourdement armés. Plus tard, ils apprendront que Belmokhtar était en colère parce que son visiteur, qui avait enlevé un groupe de touristes en janvier, ne voulait pas libérer deux femmes, une Allemande et une Suisse que les deux émissaires étaient également venus chercher.

La tension est vive quand, brusquement, Belmokhtar se retourne vers ses hommes et leur ordonne de se mettre autour du véhicule des otages. D'un geste de la main, il tape sur la carrosserie et ordonne au conducteur, Baba Ould Choueikh : « Partez, partez tout de suite. » Sans broncher, ce dernier s'exécute, les mains tremblantes sur le volant. Filant à vivre allure, malgré l'état cahoteux de la route, il manque à plusieurs reprises de renverser son puissant pick-up. Évitant tout lieu de vie, il trace tout droit en direction de Gao, la première grande ville malienne, classée alors en zone sûre. Mais à trente kilomètres du camp des jihadistes, il s'arrête. Les deux médiateurs tentent de joindre leurs « patrons ». Le Malien échoue à parler avec son président, tandis que le Mauritanien parvient facilement à avoir le président du Burkina Faso, qui tient à parler aux otages. Ces derniers le remercient vivement. Il faut attendre la trente-cinquième heure après leur départ pour que les Canadiens entendent enfin les voix de leurs proches dont ils n'ont aucune nouvelle depuis leur captivité. À cet instant, ils sont définitivement sauvés. La ville de Gao, leur destination d'où ils doivent être acheminés vers Bamako, avant de rentrer chez eux, montre alors ses premières habitations.

C'est au cours de ce pénible trajet que les otages vont apprendre que l'homme qui s'opposait à la libération des deux femmes et qui a probablement failli faire capoter la leur n'était autre que le célèbre Abdelhamid Abou Zeid, émir d'une autre *katibat* d'AQMI. Né sous le nom de Mohammed Ghdiri, il est lui aussi algérien. Né en 1965 dans la région de Debdeb, dans les environs d'Illizi, près de la frontière libyenne, Abou Zeid est un vieux compagnon de route de Belmokhtar. Engagé aux côtés du Front islamique du salut

durant la guerre civile algérienne, il est aussi un ancien combattant du Groupe islamique armé puis du GSPC, dont il a gravi les échelons jusqu'à en devenir l'une des grandes figures dans le Sahara. À la transformation du GSPC en AQMI, il est déjà si haut placé qu'il dispute le leadership à Belmokhtar, avec qui il doit cependant composer. Idéologue très rigide, il doit son ascension à sa lecture rigoureuse du jihad qui lui permet de fédérer autour de lui les plus radicaux des jihadistes dans le Sahara, sans pour autant réussir, malgré ses ambitions, à réunir toutes les factions autour de lui…

Farouchement attaché à la ligne originelle d'Al-Qaïda, définie par Ben Laden autour de deux dogmes : le jihad global et l'application stricte et immédiate de la charia, c'est lui qui, lors de l'occupation des villes du nord du Mali par les jihadistes, va imposer l'application immédiate de la loi islamique. À Tombouctou, où il s'est installé avec ses combattants en avril 2012, Abdelhamid Abou Zeid était craint de tous. À l'époque où les deux Canadiens étaient détenus par Belmokhtar, le fief de sa *katibat*, *Tareq Ibn Ziyad*, forte de près de trois cents combattants, était dans l'Adrar des Ifoghas, dans le nord-est du Mali. Ce jusqu'au-boutiste est un grand spécialiste des enlèvements. Spécialité pour laquelle il est d'ailleurs le seul chef islamiste dans le Sahara à pouvoir concurrencer Belmokhtar. Parmi ses actions, il y a l'enlèvement d'une vingtaine d'Occidentaux dans le Sahara, qui lui ont rapporté plusieurs millions d'euros de rançons. Acteur central dans le rapt des trente-deux touristes européens dans le Sud algérien en 2003, dont une partie a été confiée à Belmokhtar, il est impliqué dans le kidnapping de cinq Français, un Malgache et un Togolais à Arlit, dans le nord du Niger, en 2010. Abou

Zeid est aussi responsable de deux exécutions, celle du Britannique Edwin Dyer en 2009 et celle du Français Michel Germaneau, qui avait soixante-dix-huit ans, en 2010. Selon un médiateur qui l'a approché pour obtenir la libération de certains otages, « il était si dur qu'il pouvait refuser à ses otages de recevoir des médicaments ». S'ils étaient tombés entre ses mains, Robert Fowler et Louis Guay auraient-ils pu en réchapper ? Dans le récit de sa captivité, l'ancien émissaire semble en tout cas s'estimer plus chanceux d'avoir été l'otage de Belmokhtar que d'Abou Zeid.

« Air Cocaïne »

Chanceux ? Il semble que l'ancien envoyé spécial de l'ONU au Niger et son assistant le sont beaucoup. À en croire Moustapha Chafi, l'émissaire du président burkinabé qui a participé aux négociations avec les ravisseurs, tout est parti d'un simple hasard. Au lendemain de leur enlèvement, une délégation gouvernementale canadienne est venue faire une tournée dans plusieurs pays de la région pour savoir s'il y avait un moyen de négocier avec les ravisseurs. Le président Blaise Compaoré, qui les a reçus, en parle un jour à Chafi, ami, confident et conseiller spécial. Quelques jours plus tard, le Mauritanien se trouve à Tombouctou pour assister au festival de musiques nomades qui est organisé chaque hiver. Il y rencontre un vieil ami touareg nigérien avec qui ce fils de commerçant a passé une partie de sa jeunesse au Niger. Au détour d'une discussion sur la situation dans le Sahara, le sujet des otages est abordé. Chafi apprend de son ami qu'il est possible d'entrer en contact avec les ravisseurs. Le Nigérien

connaît une personne susceptible de jouer ce rôle. C'est Baba Ould Choueikh, un Arabe malien originaire de la région de Gao. Homme d'affaires et élu local, il est aussi soupçonné de faire du trafic. Son nom sera d'ailleurs cité ultérieurement dans une histoire de trafic de drogue qui a défrayé la chronique partout dans le Sahel : l'affaire « Air Cocaïne », du nom de ce gros-porteur venu d'Amérique latine, via la Guinée-Bissau, et qui a atterri sur une piste improvisée en plein désert malien avec une importante quantité de drogue jamais retrouvée, alors que la carcasse de l'avion a été brûlée sur place.

Chafi entre en contact avec Baba. Deux semaines après, ce dernier lui envoie leur ami commun nigérien porteur d'une première preuve de vie. « Là, j'ai compris que ça devenait sérieux », confie le Mauritanien en mai 2012, installé dans un des salons de sa splendide villa au style marocain très raffiné du quartier Ouaga 2000, dans la capitale du Burkina Faso. Mais Chafi est sceptique. Comment des jihadistes vont-ils accepter de négocier avec un homme comme lui, qui quoique musulman pratiquant ne partage pas leur idéologie ? Baba le rassure. « Ils te connaissent. Tu es mauritanien et tu es un personnage très connu dans ton pays », lui dit-il. C'est peu pour rassurer le conseiller spécial du président du Burkina Faso. Chafi prend quelques jours pour réfléchir, puis se décide enfin. « Les services burkinabés m'ont assuré que je ne craignais rien », dit-il. Chafi retrouve Baba dans une maison située dans les environs de Gao. La demeure est très grande, mais elle n'a pas de lumière. Baba l'accueille et l'informe qu'il doit partir immédiatement et seul. Le Mauritanien a subitement le ventre noué. Il demande à faire une prière, puis revient vers son hôte. Il a changé d'avis. Soit il y va avec

son ami touareg nigérien, soit il n'y va plus. Finalement, les trois hommes partent ensemble. Baba dans sa voiture, Chafi et son ami dans une autre. Le convoi arrive tard dans la nuit dans un paysage dunaire « magnifique », selon les mots du Mauritanien. Là, tout le monde s'endort en attendant l'arrivée des personnes avec lesquelles ils ont rendez-vous. Chafi est pris de panique. Des images qu'il a maintes fois visionnées lui polluent le cerveau : de jeunes Mauritaniens accusés par les jihadistes d'espionnage au profit des services de leur pays, condamnés à mort par un tribunal islamiste et… égorgés froidement.

Moustapha Chafi, ou le « négociateur du désert »

Chafi pense qu'il est peut-être tombé dans un piège et se demande comment les services burkinabés ont pu lui assurer qu'il ne risquait rien. Il réveille son ami nigérien et lui fait part de sa peur. Ce dernier est pris de panique. Il est 5 heures du matin. Un appel, puis un SMS leur donnent les indications GPS d'un point où ils doivent se rendre immédiatement. Trop tard pour reculer, conclut Chafi. Le convoi repart et arrive au lieu indiqué au bout de cinq longues heures de route. Trente minutes plus tard, nouvel appel, et nouveau texto avec de nouvelles coordonnées GPS. À 14 heures, le convoi arrive au nouvel endroit indiqué, une zone toute plate au pied d'une petite colline. L'attente est assez courte. Un pick-up arrive, roulant lentement, suivi d'un second. Un barbu de type algérien avance vers Chafi et ses compagnons. Il les salue et demande s'ils ont des téléphones portables ou des appareils photo. Ils

n'en ont pas. Des jihadistes fouillent tout de même leurs véhicules. Chafi est frappé par le nombre élevé de Noirs parmi eux, qu'ils croyaient être surtout des Algériens ou des Arabes. Le Mauritanien est ensuite conduit avec ses compagnons vers la colline.

Deux hommes les y attendent. L'un, enturbanné, grand et mince, est mauritanien. L'autre, plus petit, la peau brûlée par le soleil, est algérien. Chafi remarque aussitôt la prothèse oculaire que porte ce dernier. Il comprend tout de suite, que c'est « Laaouar », le Borgne. « C'est notre émir Khaled Abou al-Abbas », lui dit le Mauritanien qui n'est autre que Jouleybib, le porte-parole, bras droit et gendre du chef jihadiste. Belmokhtar les invite à s'asseoir et aussitôt demande à Chafi s'il est bien mandaté par le président du Burkina Faso. Puis il lui demande si Blaise Compaoré est « *muslim walla kafir* », musulman ou mécréant. En bon descendant d'une vieille famille de théologiens, Chafi n'a pas trop de mal à justifier sa proximité avec un chef d'État non musulman. Il parle des premiers temps de l'islam, quand le Prophète, persécuté avec ses compagnons à La Mecque, conseille à certains de ses disciples d'aller trouver refuge auprès du très chrétien Négus d'Éthiopie. Il rappelle aussi à Belmokhtar qu'en dépit de sa confession catholique Blaise Compaoré est le seul président qui a accordé l'asile aux islamistes algériens expulsés dans les années 1990 par Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur en France. L'argument a de l'effet sur le jihadiste. Belmokhtar discourt alors longuement devant son hôte de la noblesse du jihad et des méfaits de l'Occident chrétien et de ses alliés juifs « infidèles » en Irak, en Afghanistan et en Palestine. Chafi est aussi invité à une « soirée cinéma » entièrement consacrée aux faits d'armes des combattants

jihadistes en Afghanistan et en Irak. Mais quand il émet le souhait de voir les otages, Belmokhtar refuse. Alors Chafi ose indiquer au jihadiste que « la loi canadienne proscrit tout versement de rançon ». « Tu n'es pas le gouvernement du Canada », le coupe le Borgne. Cette première rencontre est en quelque sorte une prise de contact.

Chafi retourne à Ouagadougou sans avoir vu les otages, ni reçu la moindre photo ou vidéo prouvant qu'ils sont encore en vie. Tout juste a-t-il la promesse d'un échange téléphonique ultérieur entre les otages et leurs familles. Qui n'aura jamais lieu. Quelques semaines plus tard, l'émissaire du Burkina Faso est de retour chez l'Algérien. Mais il apprend que les jihadistes ont décidé d'exécuter l'assistant de Robert Fowler, Louis Guay. Le Mauritanien tient l'information d'un jihadiste. Il la garde pour lui et trouve le moyen de manœuvrer pour que la vie du Canadien soit épargnée. Alors qu'il doit prendre congé de son hôte, Belmokhtar lui demande de revenir dans moins de dix jours. Chafi accepte, mais exige à son tour que le chef jihadiste s'engage à ne tuer aucun des deux otages avant son retour. « Je l'ai revu plus tard dans le cadre d'une autre mission. Et il m'a dit qu'il n'aurait jamais tué Fowler. Il lui trouvait beaucoup de qualités, mais regrettait qu'un homme de si grande valeur ne se convertisse pas à l'islam. Il m'a même demandé de lui dire qu'il serait très heureux de le revoir. Il m'a aussi parlé de Guay, en me disant que je l'avais vraiment sauvé », se souvient Chafi.

Sauvé ? Peu d'otages qui se sont retrouvés entre les mains de différentes *katibat* du désert ne l'ont pas été par le Mauritanien du Burkina Faso. Directement ou en prêtant son concours discret aux gouvernements concernés, Chafi a été au centre d'une grande partie des médiations

qui ont abouti à la libération d'étrangers détenus par des groupes islamistes.

Outre les Canadiens, un épisode l'a marqué. Il se trouve un jour de retour chez Belmokhtar. Il est alors porteur de médicaments et de courriers à trois Espagnols enlevés en novembre 2009 sur la route reliant Nouadhibou à Nouakchott en Mauritanie par des hommes proches de l'émir borgne. Il apprend alors qu'Alicia Gomez, l'unique femme du trio kidnappé, s'est convertie à l'islam sous le nom de Mariam. Chafi profite de ce détail et demande à Belmokhtar de la libérer, l'islam interdisant la captivité de musulmans. Après une heure de débat avec ses hommes, le chef jihadiste accepte. Chafi et « Mariam » sont autorisés à partir. Ils quittent Belmokhtar à pied et escaladent une dune, puis arrivent au fleuve, où une pirogue les attend. L'Espagnole refuse d'embarquer. Elle veut vraiment rester avec ses nouveaux « frères en religion ». Chafi insiste et elle finit par monter dans la pirogue. Arrivés sur l'autre rive, un véhicule les conduit vers la frontière du Burkina Faso. La voiture les abandonne sur place. Alicia Gomez se croit en Algérie et soupçonne le Mauritanien de vouloir l'assassiner. Elle se met à courir. Il essaie de la rattraper en la menaçant avec un bâton. Elle pleure. Lui aussi. L'hélicoptère de l'armée du Burkina Faso qui doit les acheminer à Ouagadougou arrive avec à son bord un général de la présidence et plusieurs militaires. Alicia refuse de monter. Elle pense que les militaires vont la jeter de l'appareil une fois dans les airs. Arrivée à Ouagadougou, elle retrouve sa famille et change de vêtements. Mais elle garde son *hijab*, le voile islamique qu'elle porte désormais. Sa famille ne dit rien. Chafi lui demande de l'ôter, maintenant qu'elle a retrouvé la liberté. Elle rit mais garde son voile. « Je

crois qu'elle avait complètement pété les plombs », rigole l'émissaire de Compaoré, qui finira par obtenir la libération des deux autres Espagnols.

Un succès qu'il a cependant du mal à réitérer lorsqu'il se retrouve quelques années plus tard face à Abou Zeid, l'ancien compagnon de Belmokhtar devenu son rival. Chafi le croise plusieurs fois pour discuter des cas de certains otages, notamment les Français Philippe Verdon et Serge Lazarevic, enlevés le 24 novembre 2011 à Hombori, près de Mopti, au Mali. « Je suis allé le voir pour apporter des médicaments aux deux otages. Je n'étais pas vraiment venu pour les libérer. Mais j'ai parlé avec lui de leur cas. C'est Nabil Makhloufi, à l'époque émir général des *katibat* d'AQMI dans le Sahara qui m'avait dit qu'il fallait s'adresser à Abou Zeid. Ce dernier m'a fait part de ses conditions et dit que si je tenais à leur libération, je devais faire très vite. Il m'a fixé un délai de deux mois. Je suis revenu le voir, mais il était intraitable sur certains points que je ne peux pas rendre publics », résume le Mauritanien, qui dit ne pas avoir gardé de bons souvenirs de ces déplacements. « Il était sec et froid. Il était très suspicieux et les discussions avec lui n'étaient pas du tout agréables. Nous appartenons chacun à deux mondes que tout oppose. Avec lui, il faut constamment chercher ses mots, trouver les bons. Dès que vous semblez hésitant, il risque de vous prendre pour un traître ou un espion, ce qui n'était pas le cas avec Belmokhtar. Sans être chaleureux, ce dernier était au moins courtois et parlait aux visiteurs avec respect », se souvient-il. Mais à le croire, que ce soit avec l'un ou l'autre, « c'était très éprouvant comme expérience. On ne sort pas indemne de ce genre de situation. Je ne parle pas des otages seulement. Je parle aussi de gens comme

moi. Même si je suis né et j'ai grandi dans le Sahel, je n'ai jamais vécu dans le désert, surtout celui dans lequel j'ai été contraint de me rendre ces dernières années. J'ai vraiment été marqué psychologiquement par ces histoires. Il y a des images qui me secouent encore aujourd'hui », confie-t-il.

Le Mauritanien, qui a installé son épouse et ses quatre enfants au Maroc pour, dit-il, « qu'ils ne soient pas un jour eux aussi enlevés », aurait bien voulu ne jamais avoir à gérer de telles questions. Pour cela, il aurait fallu que les pays de la région, mais aussi leurs alliés occidentaux, ne laissent pas aux jihadistes le temps de s'installer dans le désert. L'opération Serval, lancée en janvier 2013 par l'armée française pour chasser les islamistes du nord du Mali et qui a permis de tuer nombre de leurs chefs, dont Abou Zeid, et l'opération Barkhane, qui l'a suivie depuis le début du mois de juillet 2014, sont arrivées un peu tard, selon lui. « Il fallait agir quand ils n'avaient pas encore de sanctuaires et pas encore recruté au sein des populations locales. Mais personne n'a jamais vraiment compris cela. Les Occidentaux misent trop sur leur puissance technologique et négligent l'aspect humain qui permet à ces groupes de s'enraciner durablement. Si on avait agi à temps, ni Belmokhtar ni Abou Zeid n'auraient pu s'installer dans le Sahara. Et beaucoup de vies humaines auraient été sauvées », dit le négociateur du désert.

Chapitre 7

Morts à la fleur de l'âge

C'est une grande table basse de couleur rouge, plantée au milieu de chaises blanches en fer forgé et posée près de la cuisine. Des jeunes gens y savourent des brochettes de bœuf et des cuisses de poulet grillé, arrosées de fraîches « conjonctures », c'est-à-dire de bières en français local. À la table d'à côté, de jolies « craquettes » tentent de temps en temps d'attirer l'attention des garçons. Ces derniers ne se prêtent guère au jeu des jeunes filles, aussi entreprenantes soient-elles. Michel, le propriétaire, est absent. Cet ancien du 17e régiment du génie parachutiste de Montauban, à la retraite, est un amoureux de l'Afrique, où il a effectué plusieurs missions. La dernière était en Mauritanie. Mais c'est à Niamey, capitale du Niger, qu'il a choisi de se reconvertir. Il y a ouvert « Le Toulousain », un « maquis » où se mélangent locaux et expatriés. Situé dans le quartier central du Plateau, l'établissement est à deux pas de plusieurs missions diplomatiques et grandes entreprises nigériennes et étrangères, dont Orange-Niger, filiale du groupe France Télécom. En cette soirée du vendredi 7 janvier 2011, c'est Soumaila, l'homme de confiance de Michel, qui joue les patrons. En suppléant fidèle, il tient à ce que tout se passe comme si le maître des lieux était dans les parages. C'est lui qui

installe le groupe de jeunes hommes à la table rouge près de la cuisine. Ce coin en retrait, notamment du groupe de musique africaine qui joue ce soir-là, est tout indiqué pour des amis qui se retrouvent pour parler de choses sérieuses : les détails du mariage prévu le 15 janvier de l'un d'entre eux, Antoine, qui vient tout juste d'être rejoint par son meilleur ami, Vincent, arrivé dans l'après-midi.

Mariage à Niamey

Antoine est un habitué du Niger et du « Toulousain ». Dans le cadre d'un stage pour une ONG franco-nigérienne, Tarbiya Tatali, il s'est installé à Niamey en 2008. Pendant ce séjour, il apprend le haoussa, la langue la plus parlée au Niger, mais surtout tombe amoureux d'une jeune fille, Rakia Hassan Kouka, dite « Kiki », dont le père est un riche et influent entrepreneur proche du pouvoir. De retour en France, il obtient son master en coopération et développement à la faculté de Poitiers. Mais dès 2009, le jeune Français décide de retourner au Niger et offre ses services à une ONG allemande, Help, spécialisée dans le domaine de la santé. En décembre, il devient assistant de projet et prend en charge la logistique des chantiers. Au printemps 2010, il obtient un poste au sein de l'ONG AMI (Aide médicale internationale) à Bangui, en Centrafrique. Antoine revient régulièrement au Niger pour revoir Kiki qu'il décide d'ailleurs de demander officiellement en mariage. En dépit des différences confessionnelles, la famille musulmane de sa fiancée ne trouve pas d'objection à lui accorder la main de sa fille. Pour les dernières fêtes de fin d'année, il est rentré chez ses parents à Linselles dans le nord de la France pour

convier sa famille et ses amis à la noce. Parmi eux, il y a notamment Vincent, son copain depuis le primaire, qui a fait le déplacement de Toulouse, où il est ingénieur chez Capgemini, pour passer, lui aussi, Noël et la Saint-Sylvestre avec ses parents. Antoine a désigné Vincent pour être son témoin de mariage. De retour à Toulouse, ce dernier a demandé à son employeur de lui accorder quinze jours de vacances, qu'il a prévu de passer entièrement avec son ami au Niger. Une fois sur place, les jeunes gens ne passeront même pas une seule journée ensemble.

Au moment où, dans ce coin retiré du jardin du « Toulousain », ils passent leur première soirée ensemble au Niger, un véhicule tout-terrain aux vitres fumées se gare devant l'établissement. C'est un ancien modèle de marque japonaise de couleur blanche avec des bandes rouges sur les côtés et portant une plaque d'immatriculation béninoise. Pour les vieux gardiens postés devant l'établissement, il n'y a rien d'étonnant. L'ancien Dahomey français est une des portes maritimes du Niger et une bonne partie du parc automobile de Niamey transite par le pays voisin avant d'être dédouanée sur place. Quatre hommes, vêtus de tenues militaires, descendent du 4 × 4, sauf que trois d'entre eux ont les visages enturbannés. Les gardiens tiquent. Mais ils n'ont pas le temps de faire quoi que ce soit. Deux fusils d'assaut, de type kalachnikov, braqués à mois d'un mètre, les dissuadent de bouger. À l'intérieur, deux hommes munis de pistolets automatiques avancent en direction de la table rouge, celle d'Antoine et Vincent. « Venez ! » ordonnent les assaillants aux deux jeunes Français. Un ami nigérien essaie de s'interposer ? Il sent une arme sur la poitrine. À la porte, les complices braquent la salle avec une kalachnikov. Soumaila préfère ne pas prendre de risque. Il vient de voir

Eboué, le videur, essayer d'intervenir, mais un assaillant a été à deux doigts de lui faire éclater la cervelle avec son arme, tandis que ses complices conduisent les Français vers le 4 × 4. Le véhicule démarre en trombe et disparaît au premier virage. Des clients essaient de les poursuivre, mais n'arrivent pas à les rattraper. Les kidnappeurs ont disparu, aidés par l'obscurité qui en ces heures tardives enveloppe la majorité des rues de Niamey.

Des militaires français en renfort

La nouvelle se répand immédiatement en ville et les autorités s'emploient à donner l'alerte au plus vite. Le ministre de l'Intérieur, Ousmane Cissé, prend les choses en main en collaboration étroite avec le chef de l'État. La ville de Niamey est entièrement bouclée. Des dizaines de véhicules de la gendarmerie et de la police se mettent à patrouiller ou prennent position aux différentes sorties de la ville. Toutes les routes reliant la capitale aux frontières du pays sont investies par l'armée et la garde nationale. Les escadrons nomades actifs dans le désert sont aussi mobilisés. Deux axes sont particulièrement surveillés : Niamey-Ouallam et Niamey-Tillabéri, deux localités non loin de la frontière avec le Mali, où les ravisseurs pourraient chercher à trouver refuge. Un indice rend cette probabilité très forte : un des assaillants a parlé en arabe et un autre dans une langue inconnue de tous les témoins de l'enlèvement. Les autorités nigériennes sont donc persuadées qu'il s'agit d'un commando de jihadistes venu des camps d'AQMI dans le nord du Mali.

Ils ne se sont pas trompés. Les assaillants ont évité les routes principales, notamment la Nationale 24, et choisi des

chemins détournés. Phares éteints, ils s'enfoncent dans la brousse, s'orientant par GPS. Les forces de sécurité peinent à trouver leurs traces et à un moment pensent que les ravisseurs pourraient avoir pris la direction de Bani Bangou, Filingué ou Abala, d'où ils pourraient rejoindre la région de Kidal, non loin de leurs bases maliennes de l'Adrar des Ifoghas. Mais les fuyards ont choisi de faire plus court. Ils tracent directement au nord-est pour être au plus vite en territoire malien. À 3 heures du matin, un commando de la garde nationale les repère enfin dans la région de Mangayzé, Tillabéri et Ouallam. Ils sont à deux cent cinquante kilomètres seulement de la frontière. Le capitaine Alhadi Ibrahim, un ancien rebelle touareg, habitué aux combats dans le désert, a en tête les ordres de sa hiérarchie. Il rappelle à ses soldats qu'il est interdit de tirer directement sur la cabine du véhicule afin de « préserver la vie des otages ». Les gardes visent les roues du 4 × 4. Les ravisseurs comprennent que les soldats tiennent à récupérer les otages vivants. Ils ouvrent à leur tour le feu sur leurs poursuivants, qu'ils mitraillent à l'arme lourde. Le capitaine Alhadi est blessé à la jambe, mais ordonne à ses hommes de ne pas s'arrêter. L'un de ses soldats se concentre sur le moteur, mais il ne parvient pas à le toucher, en raison de fortes secousses qui empêchent toute précision dans le tir. Les assaillants sont adroits. Dans une nouvelle salve de feu, ils touchent l'officier une seconde fois. Blessé à la cuisse, il perd beaucoup de sang. La hiérarchie n'a pas prévu un tel scénario et il n'y a donc pas d'équipe médicale dans les parages. Le capitaine Alhadi essaie avec ses hommes de continuer la poursuite, mais son hémorragie s'aggrave et il commence à faiblir. Ses hommes le convainquent de décrocher. Les ravisseurs disparaissent.

Des militaires français appelés en renfort par l'état-major

nigérien prennent le relais. Un avion militaire venu de N'Djamena suit les fuyards. Ce Breguet Atlantic 2, un appareil de reconnaissance capable de voler quatorze heures à haute altitude, est équipé de caméras thermiques et infrarouges. Il est capable de repérer une cible située à des dizaines de kilomètres dans le désert. Grâce aux renseignements fournis dès les premières heures après le rapt par l'armée nigérienne, les aviateurs français connaissent la direction des kidnappeurs.

Tente touarègue

C'est la troisième fois en dix mois que Paris se trouve confronté à une prise d'otages de ressortissants français dans son ancienne colonie sahélienne, après celle de Michel Germaneau enlevé dans le désert nigérien en avril 2010, avant d'être exécuté trois mois plus tard, puis le rapt, le 16 septembre, de quatre autres Français près de la mine d'uranium exploitée par Areva, à côté d'Arlit, dans le nord du pays. Paris et Niamey ne pouvaient donc que coopérer dans cette chasse à l'homme, surtout que Nicolas Sarkozy, soutenu par le commandement de l'armée française, ne veut pas avoir à gérer une nouvelle affaire d'otages, qu'il pense pouvoir faire échouer à temps. Sur le terrain, pendant que le Breguet Atlantic français suit les fuyards à la trace, des commandos de l'armée nigérienne essaient de les rattraper avant qu'ils n'arrivent dans leur fief du nord du Mali. Mais la consigne donnée dès le départ par le gouvernement nigérien est strictement respectée. Pas question de mettre en danger la vie des otages.

Dans leur fuite, les ravisseurs sont en contact régulier avec leurs chefs planqués quelque part dans le nord du Mali. Ils

apprennent qu'une équipe de soutien les attend en chemin. Il faut donc faire vite pour les retrouver. Camouflé en nomades, ce commando d'appui est positionné quelques kilomètres à l'intérieur du territoire malien. Abrité sous une tente touarègue, il est puissamment armé et dispose d'un véhicule dissimulé sous la même tente. Des gendarmes nigériens voient le commando et le prennent pour une simple famille de nomades qui s'abrite du soleil en attendant que le temps se rafraîchisse. Les soldats s'en approchent pour demander si les ravisseurs ne sont pas passés dans les environs. Un déluge de feu s'abat sur eux. Un militaire est tué sur le coup, tandis que ses compagnons prennent la fuite. Deux soldats ayant réussi à gagner une localité nigérienne proche informent leur hiérarchie de ce qui vient d'arriver. Des renforts sont envoyés, mais les jihadistes et leur tente ont disparu. Un officier de la gendarmerie et quatre de ses hommes ainsi que leur véhicule ont été emportés par le commando.

L'inquiétude gagne les rangs des militaires nigériens, même s'ils savent que le Mali voisin a déjà mobilisé plusieurs unités de son armée pour bloquer la route aux fuyards. C'est alors qu'un détachement du COS, le Commandement des opérations spéciales français, entre en scène. Basé au Burkina Faso voisin depuis l'enlèvement des employés d'Areva à Arlit, ses éléments ont été en contact avec l'état-major nigérien dès le début de celui d'Antoine et Vincent. Mais là, les Français coupent le contact avec leurs homologues nigériens. À bord d'hélicoptères de combat Super Puma, quatorze commandos prennent en chasse les kidnappeurs. Guidés par le Breguet Atlantic, ils sont accompagnés par un Transall ravitailleur. À Paris, l'amiral Guillot, chef d'état-major, suit les opérations du centre de commandement enfoui sous le ministère de la Défense. À l'Élysée, le général Puga, le chef d'état-major

particulier du président, transmet le suivi des opérations à Nicolas Sarkozy, en voyage officiel aux Antilles. Alain Juppé, le ministre de la Défense, se tient aussi informé. Quand les ravisseurs s'approchent enfin de la frontière malienne, l'état-major en informe Nicolas Sarkozy. Le commandement de l'armée française craint que les ravisseurs réussissent enfin leur coup. Il demande au chef de l'État son feu vert pour une intervention.

C'est déjà l'aube quand un véhicule de la gendarmerie nigérienne retrouve les traces des véhicules en fuite. Dans le ciel, à plus de quatre mille mètres, le Breguet Atlantic 2 tourne toujours autour des ravisseurs. À cette distance, les fuyards ne peuvent ni le voir ni l'entendre. Une pluie de balles. C'est à ce moment qu'arrivent les Super Puma des forces spéciales françaises. Les fuyards leur tirent dessus au fusil mitrailleur. Les commandos français ripostent en ouvrant un puissant feu par les portes ouvertes des hélicoptères. L'affrontement est très violent. Les Français savent que les kidnappeurs ne se rendront jamais. Ce sont des jihadistes qui préfèrent mourir que se livrer, d'autant qu'ils sont convaincus d'aller au paradis. Des soldats sont déjà au sol. Deux parachutistes sont blessés. Mais quand la bataille se termine, les autres dénombrent une dizaine de cadavres ennemis. L'officier nigérien et ses quatre soldats, aussi. À côté, les corps de Vincent et d'Antoine gisent, eux aussi, sans vie.

Qui a tué Antoine et Vincent ?

À Niamey, Kiki, la fiancée d'Antoine, et sa famille apprennent la nouvelle. Ils sont horrifiés. En France, les

familles et les amis des deux jeunes gens aussi. Mais tous veulent savoir comment ils sont morts. Ont-ils été assassinés par Al-Qaïda ou sont-ils morts lors des échanges de tirs entre les ravisseurs et les commandos français ? Bref, qui a tué Antoine et Vincent ? Trois ans après, ni le gouvernement ni la justice n'ont encore donné de réponse convaincante à leurs proches. Les justices française et nigérienne ont été saisies. L'affaire est toujours en cours d'instruction, et le film de l'opération filmée en direct par le Breguet Atlantic a été versé dernièrement au dossier d'instruction. Toutefois, il est amputé d'une petite minute à propos de laquelle les proches des victimes s'interrogent. La minute coupée du film porte sur l'instant précis où l'un des véhicules des ravisseurs est pulvérisé par un missile tiré à partir d'un Super Puma. Pourquoi avoir supprimé une telle partie ?

Tirs français

À croire Jouleybib, le porte-parole de Belmokhtar, commanditaire de l'enlèvement, « la responsabilité de leur mort revient à la France ». Dans un long entretien avec l'auteur en octobre 2012, le jihadiste affirme que son groupe n'avait pas l'intention de tuer les deux jeunes Français. « On voulait les emmener dans nos camps, puis négocier leur libération contre une rançon, comme on fait d'habitude. Mais quand nos éléments sont entrés en contact avec les militaires français, leur hélicoptère a tiré sur nos véhicules dont l'un a immédiatement pris feu. Un des Français est mort brûlé dans la voiture et l'autre, on voulait l'emmener avec nous, mais on ne pouvait pas. Il retardait le repli de

nos éléments et l'un d'entre eux a fini par lui tirer une balle dans la tête. Mais ce n'était pas l'objectif en soi. Si Sarkozy n'avait pas envoyé ses militaires, il y a des chances pour que les deux jeunes soient encore en vie », ose-t-il. Jouleybib dit qu'il était non loin de l'endroit où l'affrontement a eu lieu. « J'étais dans une équipe envoyée pour réceptionner les otages. Mais au moment où on a approché la zone où se trouvaient nos amis, il y avait déjà les hélicoptères de l'armée française qui larguaient leurs parachutistes. On a dû attendre. Puis les survivants parmi nos éléments nous ont rejoints et nous sommes rentrés dans nos camps », raconte le responsable jihadiste.

La version des jihadistes

Dit-il vrai ou tente-t-il simplement de dédouaner ses amis ? Sa version a en tout cas été défendue devant la justice mauritanienne par un de ses compagnons arrêté un mois plus tard à Nouakchott. Ce dernier, un Mauritanien de vingt-deux ans, a été interpellé suite à une tentative d'attentat avortée commanditée par Belmokhtar contre le ministère de la Défense et l'ambassade de France à Nouakchott. Auditionné quelques mois plus tard dans le cadre de cette affaire, Mohamed Lemine Ould Mballa, *alias* Maaouiya, a affirmé qu'il n'était pas présent sur le terrain au moment du rapt et de l'affrontement des jihadistes avec les militaires français. Mais il se trouvait dans les camps d'AQMI avec Belmokhtar. Cependant, il a entendu le récit fait par les éléments du commando qui ont réussi à regagner leurs bases. Devant le juge Mohamed Bouya Ould Nahi, le patron du pôle antiterroriste au parquet

de Nouakchott, Maaouiya a affirmé que ses amis lui ont raconté comment ils ont mené l'opération et comment ils ont affronté les militaires français.

Dans son audition, que l'auteur a consultée, il déclare d'emblée au juge Ould Nahi que l'opération a été commanditée par « l'émir de la Brigade des Enturbannés, Khaled Abou al-Abbas », c'est-à-dire Mokhtar Belmokhtar. Selon le jeune jihadiste, ce dernier a d'abord envoyé un de ses hommes à Niamey pour repérer des restaurants où il est possible de kidnapper des Français. Le jour du rapt, « la joie régnait dans les rangs des éléments de la *katibat*. Moi aussi, j'étais heureux en entendant la nouvelle », raconte Maaouiya. D'après lui, les combattants restés dans les camps de la brigade dans le nord du Mali ont longtemps pensé que l'opération avait réussi. Mais il ne sait pas si Belmokhtar savait qu'elle était probablement en train d'échouer. Il sait seulement que ce dernier a envoyé des renforts pour venir en aide au commando de ravisseurs et que des véhicules l'attendaient déjà non loin de la frontière entre le Mali et le Niger. Parmi eux, dit-il, « il y avait Jouleybib ». Quand les éléments qui ont pris part à l'opération sont rentrés dans les camps, Maaouiya affirme que « la *katibat* s'est regroupée en formant un cercle autour des éléments du groupe, auteurs de l'opération ». Il dit avoir entendu ses amis expliquer qu'au moment « où les véhicules étaient entrés à l'intérieur du territoire malien, les éléments de la *katibat* étaient attaqués par les forces aériennes françaises qui avaient ouvert le feu contre eux puis lancé les parachutistes. Les deux otages se trouvaient à cet instant à bord du premier véhicule avec les mains attachées. Ils étaient encore sains et saufs ». Mais, selon lui, ce premier véhicule a pris feu sous les tirs des soldats

français, confirmant les propos de Jouleybib. « Les éléments de la *katibat* ont quitté les véhicules afin d'éviter les coups de feu qui avaient pour cible les trois véhicules. Fayçal al-Jazaïri se trouvait en compagnie d'un des otages, qu'il a tiré à une distance pas loin du véhicule. Mais cet otage n'avait plus la force de suivre Fayçal al-Jazaïri dans sa marche. En conséquence, ce dernier l'a abattu de plusieurs balles de kalachnikov. Le motif qui l'a poussé à abattre l'otage tient probablement au fait que, s'étant trouvé sous la pression des coups de feu, il a dû se débarrasser de l'otage. » « L'otage » est Antoine de Léocour. Son ami d'enfance, Vincent Delory, Maaouiya en parle dans la seconde partie de son récit. À l'en croire, ce dernier serait mort brûlé par le feu déclenché par les tirs français sur le véhicule dans lequel il se trouvait. « Aucun des éléments de la *katibat* n'avait sorti le deuxième otage, qui a brûlé dans le véhicule à bord duquel il se trouvait. Pour ma part, je pense que le véhicule a pris feu suite aux tirs, et aussi en raison de la présence d'essence à son bord. »

Regrette-t-il que ses amis aient provoqué la mort de deux jeunes hommes à la fleur de l'âge ? Le juge a manifestement omis de lui poser la question. Mais Jouleybib, lui, se dit fier d'eux. « Même si on n'a pas réussi à les emmener jusque dans nos camps, on a au moins réussi à montrer à la France et à ses amis qu'on était capables de frapper là où on veut. Nos ennemis ont aussi vu que nos combattants savent se battre et n'ont pas peur de la mort », conclut le gendre de l'émir balafré.

Chapitre 8

L'Émirat islamique au Nord-Mali

C'est un immense chaos de caillasse noire et de sable ocre où la route avance au rythme d'un chameau épuisé. Parfois, quelques chèvres, ânes ou chameaux broutent une maigre broussaille, signalant un campement isolé où des nomades fatigués tentent de survivre sous le soleil cuisant du Sahara. Est-ce encore le Mali, dont la dernière trace officielle, un petit poste de garde, a été laissée trois cents kilomètres au sud, à la sortie de Gao, ou l'Algérie dont le premier poste frontalier est à la même distance plus au nord ? Premier, second, puis troisième col et voici Kidal, capitale du pays touareg malien et dernière étape avant l'Adrar des Ifoghas, ce massif montagneux qui relie, et sépare en même temps, trois territoires : le Mali, le Niger et l'Algérie.

« C'est de là que tout part », dit Ibrahim, originaire de Kidal. Il connaît très bien la région pour y avoir maintes fois séjourné en tant que combattant au sein des différentes rébellions qui, ces dernières décennies, ont secoué cette partie du nord du pays. Les braises de la dernière ont même failli emporter le Mali dans son ensemble, lorsque le 17 janvier 2012 des milliers d'insurgés touaregs sont encore descendus des montagnes de l'Adrar des Ifoghas

pour chasser l'armée malienne des villes du nord du pays. Une bonne partie de ces rebelles vient pourtant de débarquer de Libye. Chassés de leur pays par la misère, mais « surtout l'injustice », selon les mots d'Ibrahim, beaucoup d'entre eux avaient été accueillis, depuis de longues années, par l'ancien maître de la Libye dont ils constituaient une grande part de la garde rapprochée et des troupes d'élite. À l'image du colonel Mohamed Ag Najim, leur chef militaire, qui un mois seulement avant l'effondrement du régime de Kadhafi en août 2011 était encore le commandant militaire de la région de Sebha, dans le sud de la Libye, ces « revenants » ne sont pas rentrés les mains vides. Chacun a rapporté avec lui ce qu'il pouvait de l'immense arsenal militaire de l'ancien « Guide » libyen. Kalachnikovs, mitrailleuses, lance-roquettes, missiles sol-air, véhicules blindés, munitions et camions de ravitaillement, des garnisons entières du Sud libyen ont été dépouillées et leurs stocks transférés du jour au lendemain dans les montagnes de l'Adrar des Ifoghas.

État indépendant de l'Azawad

« Le jour où, avec Najem, nous avons quitté la Libye pour rentrer chez nous, nous étions dans un convoi de quatre-vingts véhicules militaires chargés de toutes sortes d'armes et de munitions. Tous les autres Touaregs qui étaient dans l'armée libyenne ont fait la même chose. Avec les moyens que nous avons rapportés de Libye, l'armée malienne ne pouvait pas nous tenir tête », se vante, fin avril 2012, Ibrahim, au milieu de dizaines de combattants escortant l'auteur, venu alors accompagné d'un collègue

français qu'il fallait protéger d'un éventuel enlèvement. C'était quelque part entre Tichi, à la frontière du Burkina Faso, et la ville de Gao, où le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), la vitrine politique de cette rébellion, vient d'autoproclamer la naissance de l'État indépendant de l'Azawad, en référence au nom historique par lequel les peuples du Grand Sahara désignent sa partie malienne.

« Dès que nos frères sont rentrés de Libye, on a compris que c'était l'occasion ou jamais. Depuis l'indépendance, nous nous révoltons et, à chaque fois, le gouvernement malien nous berne en cooptant quelques personnes censées nous représenter tout en continuant sa politique de marginalisation et d'oppression à l'égard des communautés du Nord, particulièrement les nomades touaregs et arabes. Là, pour une fois, on savait qu'il ne fallait pas rater l'occasion », explique Mossa Ag Acharatoumane, fondateur du Mouvement national de l'Azawad (MNA), une petite association « pacifique » d'étudiants touaregs, créée en octobre 2010 à Tombouctou pour défendre les intérêts « culturels, économiques et politiques » des Touaregs, mais que l'arrivée des « Libyens » va brusquement militariser.

Cependant, « l'État de l'Azawad », ce vieux rêve qu'une grande partie des nomades du nord du Mali nourrit depuis l'indépendance, ne va guère dépasser le stade de l'intention. En dépit du discours et des efforts inlassables fournis par ses dirigeants pour rallier l'ensemble des communautés ethniques du nord du pays, le MNLA va très vite se révéler incapable de fédérer au-delà de quelques tribus touarègues, surtout celles de l'Est et du Nord-Est, c'est-à-dire des régions proches des frontières avec le Niger et l'Algérie. On n'y retrouve presque pas de Kel Ansar, cette grande confédé-

ration tribale de l'Ouest où se trouvent les Touaregs les plus instruits du Mali. Idem pour les Arabes, les Peuls ou les Songhaïs, les autres groupes ethniques installés dans la région. En dépit de la présence de certains d'entre eux au sein des structures dirigeantes du MNLA, ils sont presque tous absents des unités combattantes du mouvement rebelle.

La faute du MNLA

« La faute du MNLA se trouve dans ses origines mêmes. Ceux qui l'ont créé viennent tous de quelques tribus de l'Est et du Nord-Est et n'ont pas eu l'intelligence d'associer dès le départ les autres Touaregs et, dans une certaine mesure, les Arabes. En créant seuls la rébellion, ces gens ont commis l'erreur de préparer leur échec. Ils savent les susceptibilités anciennes entre les clans et les tribus et connaissent la méfiance qui a toujours caractérisé les rapports avec les Arabes et les Noirs. Ils n'avaient peut-être pas besoin de rallier ces derniers. Le souvenir des exactions commises par les milices noires lors de la rébellion des années 1990 est encore trop vivant dans les esprits des deux camps », analyse un intellectuel touareg aujourd'hui refugié en Mauritanie.

Pour asseoir son autorité, le MNLA va aussi souffrir du comportement de certains de ses éléments sur le terrain. Ces derniers, surtout les jeunes « Libyens », trop « maghrébins » et peu familiarisés avec les coutumes locales, vont très vite provoquer des frictions avec les communautés noires, notamment les Songhaïs, majoritaires dans les villes de Gao et de Tombouctou. « Dès qu'ils sont entrés, ils ont commencé à piller les magasins, les bureaux, les hôtels,

les ONG. Ils ont tout pris : voitures, motos, climatiseurs, meubles, portes et fenêtres. Certains ont même commis des viols », accuse Mohamed, le gardien de l'Auberge du Désert à Tombouctou, le seul établissement hôtelier de la ville qui, en septembre 2012, ne portait pas, selon un constat de l'auteur, de traces de pillages.

Iyad Ag Ghali

Ce qui va se révéler fatal aux séparatistes touaregs va venir pourtant de ce qui avait permis leur victoire foudroyante contre l'armée malienne : les groupes islamistes dont l'appui a été décisif face aux forces maliennes. À la veille du déclenchement des opérations sur le terrain, le MNLA a conclu une alliance stratégique avec ces groupes. La victoire acquise, les deux parties se retrouvent immédiatement opposées dans leurs objectifs. Que faire du territoire conquis ? Le MNLA rêve d'y installer un État séparé du reste du Mali. « Nous voulons un État national indépendant où les Touaregs et les autres communautés du Nord peuvent décider librement de leurs affaires. C'est la seule solution après un demi-siècle de marginalisation et d'oppression dans le cadre de l'État malien », soutient devant l'auteur Bilal Ag Cherif, le patron du MNLA, alors qu'il s'apprête à rendre publique la première charte provisoire de « l'État de l'Azawad indépendant ». Les islamistes ne veulent ni de cette indépendance, ni d'une autonomie du territoire. Ils veulent transformer tout le Mali en « émirat islamique » où les seules lois appliquées seront celles de la charia.

« C'était juste une alliance de circonstances. Le MNLA

est une création des services français pour combattre les islamistes du nord du Mali. On s'est battus ensemble pour chasser l'armée malienne du nord du pays, mais on savait qu'on n'allait pas tarder à entrer en conflit. Eux, ils veulent un État moderne et démocratique comme ils disent et nous on n'a rien à faire avec la démocratie. On veut un État islamique sur le modèle des talibans en Afghanistan et on ne le veut pas pour les seules populations du Nord. On le veut pour tout le Mali et pourquoi pas l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest », explique le lieutenant de Belmokhtar, Omar Ould Hamaha, le guerrier à la barbe rousse dont les images haranguant la foule du haut d'un pick-up dans les ruelles de Tombouctou qui vient de tomber ont vite fait le tour du monde. « Il n'y a pas de Noirs, il n'y a pas de Blancs. Il n'y a pas d'Arabes, ni Touaregs, ni Bambaras, ni Songhaïs. Il n'y a pas d'Azawad, il n'y a que l'islam. Nous sommes venus pour la religion et on va l'appliquer dans tout le Mali », martèle alors « Barbe Rousse », qui se présente aux habitants de la ville comme le chef militaire d'Ansar Dine, les alliés islamistes du MNLA que dirige l'ancien chef rebelle touareg Iyad Ag Ghali, mais dont le gros des troupes provient directement des jihadistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique et de sa filiale le MUJAO, qui a joué un rôle important dans la conquête de la région de Gao.

Figure emblématique de la région, Iyad Ag Ghali est un héros chez les Touaregs. En 1990, c'est lui qui, à la tête d'un petit commando, attaque la garnison de Menaka, ouvrant la porte à la première insurrection importante des nomades maliens depuis celle vite étouffée de 1963. Deux ans plus tard, c'est lui qui force une grande partie des insurgés à accepter la paix proposée alors par Bamako, avec l'aide de l'Algérie voisine. En 2006, c'est lui encore qui relance la

question touarègue, avec son vieux compagnon Ibrahim Bahanga, en menaçant d'une nouvelle insurrection avant de signer, une nouvelle fois sous l'égide de l'Algérie, un accord de paix dans lequel le gouvernement central s'engage à transformer sur le terrain ses différentes promesses en faveur des régions du Nord depuis les fameux accords des années 1990. Plus tard, quand le nord du Mali devient le sanctuaire des jihadistes d'AQMI, c'est encore Iyad Ag Ghali qui, notamment, va jouer les intermédiaires avec leurs chefs pour obtenir la libération d'otages occidentaux qu'ils détiennent.

« Pigeon de mosquée »

C'est qu'entre-temps Iyad Ag Ghali, cet aristocrate du clan des Ifoghas, la grande noblesse au sein de laquelle se recrute l'*amenokal*, le sultan, naguère connu pour son goût immodéré de la bonne chère et du whisky de qualité, s'est converti à l'islamisme. Oubliés les femmes, les bons restaurants, les discothèques, mais aussi la poésie et la compagnie des musiciens, ses anciennes amours. L'ancien bon vivant s'est mué en homme pieux. Il ne salue plus les femmes, n'écrit plus de poèmes, mais s'adonne à la prière et devient un véritable « pigeon de mosquée » (*hamamatou masjidine*), selon la formule arabe chère aux musulmans pieux. La rumeur de sa conversion circule pourtant depuis plusieurs années. Mais elle ne semblait pas inquiéter grand monde jusqu'à ce fameux jour où l'ancien rebelle entre à Tombouctou entouré des principaux chefs d'AQMI dans le Sahara, dont Belmokhtar. C'était quelques heures après la chute de la ville entre les mains des troupes du MNLA.

« C'est la charia, c'est la loi d'Allah »

Iyad Ag Ghali ne s'y installe même pas. Il prend seulement le temps d'arrêter les pillages et d'expulser les troupes du MNLA hors de la ville. Il les autorise à peine à s'installer à l'aéroport, et leur interdit strictement l'accès à la ville s'ils sont armés. « Abou al-Fadel », comme il se fait désormais appeler, est surtout pressé de mettre en œuvre son principal programme : l'application pure et simple de la charia. Interdiction de la vente et de la consommation d'alcool et de cigarettes, de la musique, de la mixité aussi, obligation du port du voile pour les femmes, mais aussi installation de tribunaux islamiques jugeant sur la seule base de la loi islamique. « Quand tu voles, on te coupe la main gauche, quand tu voles une deuxième fois, on te coupe la main droite et le pied gauche, et ainsi de suite. Quand tu bois de l'alcool, on te chicotte[1] et, quand tu couches avec une femme qui n'est pas la tienne, aussi. Et si tu es déjà marié, on te lapide », explique doctement l'imam Daouda Cissé, le président du tribunal islamique de Tombouctou, installé par Iyad Ag Ghali, et dans lequel siègent de nombreuses figures d'AQMI. « Quand ils te prennent, tu es foutu. Même s'ils te connaissent ou connaissent ta famille, tu n'as aucune chance de leur échapper », se souvient Mameti Ag Wadaatou Allahi, un jeune guide touristique de vingt-trois ans pris par les hommes d'Iyad Ag Ghali

1. La chicotte est un fouet à lanières nouées pour infliger des punitions corporelles. Le mot désigne aussi une baguette utilisée pour frapper. « Chicotter » signifie donc donner des coups de fouet ou de baguette.

avec un groupe d'amis en train de boire des bières. « Ils sont sans pitié. Il n'y a pas d'explication possible avec eux. On a tous été chicottés devant la place du marché », raconte-t-il, observant un homme qui s'apprête à être… exécuté. C'était début octobre 2012, six mois à peine après la prise de Tombouctou par les islamistes. Ce jour-là, Mameti est installé avec des amis dans l'immense foule qui s'est massée autour de cette vaste cuvette de sable jaune, grande comme deux ou trois terrains de foot, qui s'étend à la sortie est de la ville.

Moussa, condamné à mort

Le jeune homme écoute cette puissante voix relayée par un haut-parleur et qui s'adresse au public. « C'est la charia, c'est la loi d'Allah », répète plusieurs fois l'homme au micro. Encadré par trois ou quatre gardes, un homme au teint clair, au crâne dégarni et à la barbe fournie sort d'un véhicule tout-terrain qui vient d'arriver au milieu de la cuvette. C'est Moussa Ag Mohamed, un éleveur touareg de quarante ans originaire de Goundam, petite ville située à quatre-vingt-dix kilomètres au sud-ouest de Tombouctou. Ce père de quatre enfants est le premier condamné à mort dans le cadre de l'application de la charia par le mouvement Ansar Dine. Aidé par ses gardes, Moussa, pieds et mains liés, avance, titubant. On lui ôte ses liens. Le temps d'une dernière prière, d'une dernière larme aussi. L'homme se met à genoux. Venue du dos, une balle lui perce le cœur, traverse le torse, puis meurt dans le sable, juste devant ses yeux. De puissants « *Allah Akbar* » retentissent, tandis qu'un filet de sang coule lentement sur sa poitrine. Moussa

se couche, se relève, se recouche, murmure quelques mots. On devine qu'il demande à être achevé. Une seconde balle l'abat définitivement sur le sable tiède. Jugé par un tribunal islamique, il venait d'être reconnu coupable du meurtre d'un pêcheur noir de la communauté des Bozos après un incident provoqué par ses vaches qui avaient abîmé les filets de sa victime. Selon les règles de la charia, Moussa, lui-même membre d'Ansar Dine, n'avait aucune chance de sauver sa tête : la famille de la victime ne lui a pas accordé son pardon, ni accepté les 30 millions de francs CFA (45 000 euros environ) que ses proches ont proposé en guise de *diya*, c'est-à-dire le prix du sang prévu par la charia. « Il a tué mon fils, il doit être tué », confie sèchement la mère du pêcheur, voilée dans un boubou aux couleurs vives et contemplant le corps immobile du Touareg. Voulait-elle s'assurer qu'il était bien mort ? Sans doute.

Au Mali, comme dans la plupart des pays du pourtour du Sahara, le sceau de la méfiance est le marqueur principal des rapports entre sédentaires noirs et nomades, « teints clairs » ou « peaux rouges », c'est-à-dire Touaregs et Arabes. Et ces derniers étant dominants au sein des groupes islamistes qui contrôlent le nord du pays, leurs actes sont souvent perçus avec suspicion parmi les populations noires. Plusieurs jours après la mise à mort du berger touareg, dans certains milieux noirs de la ville, on mettait encore en doute son exécution. « Il n'a pas bougé quand ils ont tiré la première balle, puis il s'est relevé. C'est quand même bizarre », s'étonnait, par exemple, derrière son comptoir, Baba, un commerçant songhaï, la principale ethnie noire du nord du Mali. « Vous avez été à son enterrement ? » demandait Yahya, un lycéen, installé au « grain », ce petit coin de rue où les jeunes Maliens aiment

se retrouver entre amis. « La charia s'applique à tout le monde, noirs ou blancs, y compris à nos propres combattants », explique Sanda Ould Bouamama, le porte-parole d'Ansar Dine, faisant allusion à la « filiation » islamiste du Touareg exécuté.

Selon la tradition musulmane, c'est sa famille qui devait l'enterrer. Mais celle-ci n'a pas souhaité le faire. Restée à Goundam, elle n'avait pas assisté à son procès. Moussa a donc été enterré par les islamistes eux-mêmes. C'était le lendemain de son exécution. Tôt le matin, à l'aube, juste après la première prière du jour, sa dépouille drapée dans un linceul blanc a été emportée dans une mosquée de la ville pour la traditionnelle *Salat al Janaza*, la prière du mort. Des dizaines de croyants étaient présents. Tous ou presque étaient des jihadistes. « C'était trop fort, dit Al-Mouataz Billah, un combattant islamiste revenant du cimetière. – C'était trop dur, ajoute Abou Jendel, son compagnon. – Je n'ai presque pas dormi de la nuit », complète un autre. Entre yeux embrumés et voix enrouées, le trio avoue qu'il aurait souhaité que le Touareg soit épargné. Et si l'un d'entre eux avait été désigné au peloton d'exécution ? Auraient-ils désobéi aux ordres ? Certainement pas. « La charia est une obligation divine et elle s'impose à tout musulman digne de ce nom. C'est une fierté pour tout croyant sincère de participer à l'application de la charia », explique l'imam Daouda Cissé, le président du tribunal islamique. Lui aussi dit qu'il aurait bien voulu voir Moussa sauvé. « Même s'il prévoit la peine de mort, l'islam recommande aussi le pardon. Mais la famille de la victime a refusé de pardonner. Et c'était son droit. Ce n'est donc pas nous qui avons décidé de tuer cet homme. C'est Dieu qui nous l'a imposé et les

ordres de Dieu ne se discutent pas », dit le juge, installé à l'ombre du mur d'enceinte de sa maison au coin d'une rue miséreuse du quartier des anciens esclaves touaregs, Bellafarandji, dont il est aussi l'imam.

« Si c'était le MNLA, ce pauvre Noir serait mort et son assassin, lui, serait encore en vie, juste parce que c'est un Touareg et que ce sont eux qui gouvernent. Avec les jihadistes, quel que soit ton lien avec nous, si tu commets une faute, tu paies conformément à ce qu'Allah a dit », se félicite quelques semaines plus tard un de ses « confrères », qui siège au tribunal de Gao. De l'ancienne capitale du MNLA, les nationalistes touaregs ont aussi fini par être chassés en juin 2012 lorsque de jeunes combattants qui tentaient de maîtriser une manifestation hostile des populations noires de la ville ont tiré dans la foule et tué un manifestant. Les jihadistes sont intervenus et ont réclamé l'auteur du tir mortel pour le juger conformément à la charia. Le MNLA a refusé. De violents combats ont éclaté. Durant plusieurs heures, les deux groupes se sont livrés à une rude bataille dans la ville. L'affrontement a finalement tourné à l'avantage des islamistes. Défait, le MNLA a plié bagage et quitté la ville et ses environs, avant d'être chassé quelques semaines plus tard de la quasi-totalité des positions qu'il occupait jusqu'alors. L'Azawad est passé entièrement sous la coupe des islamistes. « On savait que tôt ou tard ça allait venir. Et dès qu'ils ont fait la première bêtise, on en a profité pour les chasser », raconte devant l'auteur, en octobre 2012 à Gao, « Barbe Rousse », au volant d'un rutilant véhicule militaire ayant probablement appartenu à l'ancienne armée libyenne. « Nous aussi, nous sommes allés en Libye nous approvisionner. Nous sommes même les premiers bénéficiaires de la chute de Kadhafi,

puisque les trois quarts de son arsenal sont aujourd'hui entre nos mains », se glorifie-t-il, confirmant les propos tenus par Belmokhtar lui-même à un journal mauritanien à qui il avait révélé qu'il s'était bien rendu en Libye, au lendemain du déclenchement de l'insurrection, pour en rapporter des armes.

Quoi qu'il en soit, en moins de trois mois, l'alliance initiale conclue par le MNLA avec les islamistes va donc se retourner contre lui. En moins de trois mois, l'État moderne de l'Azawad rêvé par les nationalistes touaregs va laisser place à un véritable émirat islamique, où le moindre écart avec la charia est sévèrement puni, comme ce jour d'octobre 2012, lorsqu'un groupe de jeunes garçons arrêtés la veille est conduit dans les locaux de l'ancienne mairie, où siègent la police des mœurs et le tribunal islamique. L'un des prévenus avait les yeux encore trop rouges pour dissimuler une habitude acquise quand les nouveaux maîtres de la ville n'étaient pas encore là. Le jeune homme a donc vite tapé dans l'œil du tribunal. Il est jugé pour avoir été arrêté en possession de quelques bières, de cigarettes et d'un peu d'herbe. « Mais on le connaît, celui-là ? » demande le président, Hamada Ould Mohamed Kheirou, le jihadiste mauritanien fondateur en 2011 du MUJAO, la filiale d'AQMI qui au mois de mai a chassé le MNLA de Gao avec l'aide des hommes de Belmokhtar, lequel s'est installé dans la ville après avoir rompu avec ses anciens amis d'AQMI. « C'est la deuxième fois qu'on l'arrête », répond Abou Mohamed, de son vrai nom Ali Touré, un natif de la ville qui fait office de directeur de la police et siège à la même table. « Quatre-vingts coups de fouet », suggère le président. Un magistrat prend note et le jeune homme rejoint les autres prévenus, assis au fond de la

salle, juste derrière le public. Arrive un de ses amis. Lui est moins défoncé et croit pouvoir arracher au tribunal une peine moins lourde. Il dit qu'il n'a pas pris de drogue, ni bu, mais juste levé une canette jusqu'à ses lèvres avant d'être arrêté. « Mais tu avais déjà bu ? l'interroge le président. – Oui, admet le prévenu. – Quatre-vingts aussi ! » conclut le magistrat. Le troisième membre du groupe s'installe à son tour. Il jure que c'est la première fois qu'il boit… mais promet que c'est la dernière. Le président consulte les autres membres de la cour. Tous semblent le croire. Verdict : quarante coups seulement. « La charia est un code très précis. Un novice n'est pas traité comme un récidiviste, confie le juge jihadiste pour justifier cette différence de peine entre les trois amis. C'est comme dans le cas des relations sexuelles hors mariage. Si c'est la première fois que la personne commet un tel fait, la peine est de cent coups de fouet seulement. Mais dans le cas contraire, on fait comme à Agelhok. » Situé dans la partie nord du désert malien, Agelhok est un village touareg où les islamistes avaient découvert un couple qui avait conçu plusieurs enfants sans être marié. Jugés sur la base de la charia, l'homme et sa compagne ont été enterrés jusqu'au cou, puis lapidés à coups de pierres. Tous les deux sont morts. Durant les longs mois d'occupation par les jihadistes des villes du Septentrion malien, c'est le seul exemple de lapidation connu. Mais sans l'intervention française lancée en janvier 2013 pour chasser les islamistes des villes maliennes, d'autres cas auraient vraisemblablement suivi. Ainsi va la charia.

Chapitre 9

Carnage dans le désert

C'est le désert, le grand, le vrai, là où rien ne pousse, rien ne vit, juste du sable et du vent. Il fait nuit et froid, mais une file de pick-up japonais qui vient de franchir la frontière entre la Libye et l'Algérie continue à rouler à vive allure, tous feux éteints. Brusquement, un véhicule se renverse. Deux passagers meurent sur le coup. Il faut les enterrer, mais surtout charger le matériel que transporte la voiture accidentée sur une autre. La tâche prend du temps, mais il faut le faire et au plus vite. Sinon, la quarantaine d'hommes embarqués dans cette équipée saharienne risquent de voir échouer leur mission. Selon les instructions fermes de leur chef, il faut qu'ils arrivent à destination avant le lever du jour. Il est déjà 4 heures du matin, ce mercredi 16 janvier 2013. Il ne reste plus beaucoup de temps. Chefs et subordonnés, tout le monde se met au travail. Certains creusent dans le sable glacial pour préparer les tombes dans lesquels les deux victimes vont être enterrées. D'autres se pressent pour récupérer le chargement non endommagé du pick-up accidenté. Une heure trente plus tard, le convoi parvient à destination : In Amenas, un coin perdu du désert algérien, dont personne n'a jamais entendu parler, sauf le très confidentiel monde du gaz et du pétrole, dont quelques

centaines de membres vivent ici reclus, forant l'immense mer de gaz qui gît plusieurs mètres sous le sol.

Ce sont ces derniers, les étrangers parmi eux, que le convoi vient chercher. Certains sont déjà débout, comme ces passagers des deux minibus blancs qui viennent de partir de la base de vie où est logé le personnel. Le premier se dirige vers l'aéroport à cinquante kilomètres de là pour y déposer les expatriés en fin de « rotation » qui, selon leurs contrats d'embauche, rentrent chez eux après avoir passé quatre semaines de travail sur place. Ils vont au Japon, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Espagne ou ailleurs. Le second minibus se dirige vers l'usine de raffinage, située à quatre kilomètres de là. Il doit y déposer les premières équipes du matin, notamment des Japonais employés par JGC, une société de construction nippone sous-traitante des compagnies qui exploitent le gisement de gaz. En dehors du bruit des moteurs, on n'entend rien. Silence et somnolence. On passe la première barrière de sécurité et voilà qu'une rafale d'arme automatique retentit aux oreilles des passagers. On ne sait pas d'où elle vient. Mais on voit que les gendarmes, qui comme d'habitude escortent le convoi, sortent leurs armes et tirent sur ce qui semble bien être des assaillants. Dans ce premier échange de feu, deux passagers sont touchés : un Algérien, coordinateur du département de sécurité, et un Britannique, Paul Thomas Morgan, quarante-six ans, vétéran de la guerre du Golfe et ancien de la Légion étrangère. Ils ne se trouvaient pas dans le bus, mais dans le 4 × 4 de service du Britannique, patron de la sécurité sur l'ensemble du site. Selon les lois algériennes, seules les forces de sécurité publique ont le droit de porter des armes. Les deux hommes n'étaient donc pas armés. Morgan rentrait chez lui, à Liverpool,

où l'attendait sa compagne, Emma Steele, trente-sept ans. Quelques jours auparavant, il lui avait annoncé qu'il quittait son poste à In Amenas, parce qu'il ne pouvait plus assurer ses fonctions comme il le voulait, l'armée algérienne lui ayant retiré certains de ses pouvoirs. C'était donc ses derniers instants à In Amenas. Mais il ne retrouvera jamais sa compagne. Paul Thomas Morgan est mort sur le coup, tué d'une balle dans la tête, tandis que son collaborateur algérien a eu la mâchoire arrachée.

Plus chanceux, six de leurs collègues qui se trouvaient dans le premier bus s'en sortent avec de simples blessures, même si la plupart sont douloureuses. Ils doivent leur survie à leur chauffeur. Pris de panique, ce dernier a tenté un passage en force. Il parvient finalement à l'aéroport, d'où les blessés sont transférés à l'hôpital d'In Amenas pour y être soignés. Le sort des passagers du second minibus est plus tragique. Leur conducteur tente lui aussi de fuir. Il manœuvre pour faire demi-tour et retourner à la base de vie. Mais il échoue. Son véhicule perd une roue et s'arrête net devant les assaillants. La panique gagne les passagers qui s'affolent. Certains tentent de fuir, comme ces deux Japonais qui brisent une vitre et essaient de se sauver. Ils sont abattus à bout portant. Cela dissuade les autres de tenter quoi que ce soit. Ils se rendent et sont faits prisonniers.

Le commando, accompagné des otages, se dirige vers la base de vie et en force l'entrée. Une fois à l'intérieur, les assaillants se mettent à la recherche des étrangers. Ils réussissent à mettre la main sur une quarantaine d'entre eux, dont un Français, Yann Desjeux, cinquante-deux ans, l'adjoint de Paul Thomas Morgan, un ancien des forces spéciales françaises reconverti depuis sa retraite dans la sécurité privée. Dans un entretien téléphonique avec

l'auteur, dont un court extrait est diffusé en début de soirée par la chaîne de télévision France 24, c'est lui qui donnera les premiers éléments permettant de comprendre l'ampleur de l'opération jihadiste. D'un ton calme et posé, l'ancien militaire apprend au monde entier qu'une immense tragédie est en train de se jouer dans ce coin perdu du Sahara. À ses côtés, il y a l'un des chefs du commando, Abou al-Baraa al-Jazaïri. C'est lui qui lui passe le téléphone satellitaire Thuraya pour se faire interviewer. Joint une première fois, Abou al-Baraa a pourtant hésité à laisser son prisonnier parler au téléphone. C'était avant de recevoir le coup de fil de l'un de ses chefs, Jouleybib, le patron du département de l'information de la Brigade des Enturbannés de Belmokhtar, le « *media's guy* » qui a fortement marqué le diplomate canadien Robert Fowler pendant ses cent trente jours de captivité dans les geôles de Belmokhtar après son rapt au Niger en décembre 2009. Porte-parole du groupe jihadiste, Jouleybib a pris l'habitude d'appeler l'auteur depuis qu'ils se sont rencontrés lors d'un séjour de ce dernier dans le nord du Mali à l'époque sous domination des groupes jihadistes. Le matin même de l'opération, Jouleybib a déjà appelé pour revendiquer l'opération. « C'est une réponse à la guerre que la France vient de déclarer contre les musulmans au Mali », clame-t-il en faisant allusion à l'offensive militaire lancée cinq jours plus tôt par l'armée française, appuyée par quelques pays alliés africains, pour chasser les jihadistes du Septentrion malien qu'ils occupent depuis le printemps 2012. « L'opération a été menée par une quarantaine de combattants qui ont prêté serment sur le Coran de mourir ou survivre ensemble, explique-t-il. Ils ont réussi à prendre le contrôle d'un des sites les mieux gardés d'Algérie. Il y a huit cents soldats qui gardent le

site, mais nos hommes viennent de réussir à en prendre le contrôle total, avec au passage la prise en otages d'une quarantaine d'étrangers, issus de neuf nationalités. Il y a parmi eux des Britanniques, des Américains, des Irlandais, des Japonais et des Français… », énumère Jouleybib qui propose « des preuves ». « Tu as de quoi noter ? Vas-y, prends les numéros des chefs de commando, ils vont te passer des otages si tu veux. Je vais les avertir », insiste-t-il. Après plusieurs tentatives infructueuses et de longues heures d'attente, c'est l'un des chefs du commando lui-même qui appelle l'auteur. Il se trouve à la base de vie, entouré de ses compagnons : des Tunisiens, des Égyptiens, des Mauritaniens, dont le « mini-adolescent » surnommé Zarkaoui dont se plaignait Robert Fowler. Il y a aussi des Canadiens. Deux amis, anciens camarades de lycée originaires de l'Ontario, où leurs familles vivent dans un quartier résidentiel habité par la classe moyenne, aux origines ethniques variées. Ils ont vingt-quatre ans chacun. L'un, Ali Medlej, vient d'une famille musulmane ; l'autre, Xristos Katsibourbas, d'une famille grecque orthodoxe et « ne parle même pas arabe », selon Jouleybib. Sans doute un nouveau converti.

« Je te passe un otage. Il est français », dit une voix nerveuse, celle d'Abou al-Baraa al-Jazaïri. « Je m'appelle Yann Desjeux, j'ai cinquante-deux ans », se présente le prisonnier, la voix éteinte, mais digne. L'otage rappelle les exigences des assaillants qui, dit-il, veulent aller vers l'usine de gaz pour rejoindre un autre commando qui y est déjà installé. Il indique aussi que les assaillants exigent que l'armée algérienne n'intervienne pas, « sinon ils nous feront sauter ». « Dites à ma famille que je vais bien. Le moral est bon », insiste-t-il pour finir.

« Ils arrivent. On va se cacher »

Au moment où Yann Desjeux est forcé par ses ravisseurs à parler à un inconnu, une autre Française, la seule Occidentale à In Amenas, Murielle Ravey, quarante-six ans, la « médic » du site, se voit déjà morte. « Je suis française, nos troupes viennent de lancer une offensive au Mali et je suis une femme. Il ne faut pas qu'ils m'attrapent », panique-t-elle. Elle se trouve alors dans l'enceinte de l'usine. C'est là qu'habite l'essentiel du personnel médical et de secours qui doit être au plus près des installations en cas d'accident.

Murielle est réveillée depuis l'aube, depuis qu'une puissante alarme l'a tirée du lit. Cette spécialiste en anesthésie, formée dans les contingents de l'armée française, a l'habitude des situations d'urgence. Depuis qu'elle est sur le site, elle a participé à plusieurs exercices de simulation d'accidents de toutes sortes. Elle connaît les instructions et sait qu'en cas d'attaque armée tout le monde doit se cacher dans sa chambre ou son bureau, éteindre la lumière, fermer la porte et les fenêtres, puis se glisser sous un lit ou une table et patienter. Mais ce jour-là, le bruit des tirs et des explosions est si fort qu'il sème la panique. Murielle et la trentaine de collègues qui se retrouvent avec elle ne savent pas quoi faire. Mais ils ne veulent pas mourir. Retourner dans sa chambre et suivre les instructions apprises ? Prendre une ambulance ou un camion et essayer de s'enfuir ? Partir à pied vers la clôture de barbelés qui ceint l'usine et y découper un passage pour fuir dans le désert ? Murielle et trois de ses collègues expatriés finissent par atterrir dans un bureau du service médical où ils se claquemurent. Ils savent déjà qu'il s'agit d'une attaque armée et qu'en tant qu'Occidentaux, ils sont visés. Farid, un

jeune ingénieur du service de l'environnement de l'usine, le leur a dit. « J'ai vu les terroristes, ils ont pris les expatriés ! Ils étaient à l'entrée. Il y a un blessé. Ils m'ont donné l'ordre de venir vous chercher, ils ont dit que vous deviez les rejoindre et vous rassembler sur le parking. Mais il ne faut surtout pas y aller ! Ils sont armés. Ils sont habillés en militaires et ils ont des kalachnikovs ! » leur explique de sa voix essoufflée le jeune homme. Murielle et ses compagnons se mettent alors à courir, chacun cherchant une cache, en pensant aux fameuses consignes maintes fois apprises et répétées lors des exercices de simulation. Il fait froid, très froid, quatre degrés environ. Murielle a chaud, les battements de son cœur s'accélèrent. Elle se surprend à réciter en silence « le mode d'emploi » contenu dans la brochure de sécurité que reçoivent les employés du site à leur arrivée à In Amenas. Dans sa course pour aller se cacher, elle entend grâce à sa radio une voix lui parler en français. C'est celle de Yann Desjeux. Son compatriote est encore en « liberté ». Vraisemblablement caché dans son bureau, il demande à Murielle un « bilan » de la situation au sein de l'usine. Cette dernière hésite à donner des détails pour éviter que les assaillants qui ont déjà pris les radios de certains otages puissent les exploiter. Mais se souvenant que son interlocuteur est un ancien des forces spéciales et assez expérimenté pour le lui demander, elle lui dit très rapidement : « Les terroristes ont attaqué… Ils arrivent. On va se cacher. »

Les étendards du jihad

Dès leur entrée dans le site de la base de vie, les jihadistes ont dressé au sommet d'un réverbère un grand

drapeau noir sur lequel est inscrite la profession de foi musulmane. C'est l'étendard du jihad. Après avoir regroupé tous les otages au centre de la base de vie, ils font un premier tri. Ils isolent les Algériens des étrangers, puis les musulmans des non-musulmans. Parmi ces derniers, il valait mieux être tout sauf… américain, anglais, mais surtout français. Les musulmans sont en semi-liberté, mais les « mécréants », les *kouffar*, eux, sont ligotés. En fin de matinée, les jihadistes relâchent les femmes musulmanes encore sur le site. Pendant ce temps, les otages expatriés sont regroupés sur le sol au milieu de la base de vie, près du foyer où les ouvriers prennent leur repas. Les Japonais sont d'un côté, près du drapeau noir du jihad. Les autres sont assis un peu plus loin, contre un mur du bâtiment abritant leurs chambres. Certains ont un collier d'explosifs Semtex autour du cou, placé personnellement par l'un des chefs du commando, Tahar, dont le profil n'a rien du jihadiste habituel qui est généralement un jeune rural, déscolarisé, sans emploi ou ancien délinquant.

Originaire de la ville de Ouargla, une des grandes oasis du désert, à sept cent quatre-vingts kilomètres au sud d'Alger, ce jeune quinquagénaire est un parfait francophone, ce qui est exceptionnel dans la galaxie islamiste. Mohamed Lamine Bencheneb, dit Tahar, a suivi des études supérieures de mathématiques, discipline qu'il a longtemps enseignée dans un lycée de sa ville natale. On ne lui connaît guère d'engagement politique ancien, si ce n'est qu'il était de temps en temps révolté par la misère des « gens du Sud » qu'il estimait délaissés par le gouvernement. À partir de 2004, Bencheneb disparaît cependant, avant de réapparaître à la tête d'un petit mouvement autonomiste qui n'inquiète guère les autorités, même lorsqu'il tente d'abattre un avion de ligne

algérien en 2007, près de la ville de Djanet. Les idées de Bencheneb trouvent un écho auprès de la population. Arabes ou berbères touaregs, beaucoup d'Algériens du Sud adhèrent à son discours. Son groupe, devenu le « Mouvement des fils du Sud », se transforme en « Mouvement des fils du Sud islamique ». L'intégration dans le giron jihadiste est déjà en marche. Elle sera officielle quand, à l'automne 2012, l'ancien prof de maths diffuse une vidéo où il annonce son soutien au chef jihadiste Mokhtar Belmokhtar qui, avec ses alliés du MUJAO, vient d'annoncer l'égorgement d'un responsable consulaire algérien kidnappé à Gao lors de l'entrée des jihadistes dans cette ville en mars 2012. Pour les autorités algériennes, c'était trop tard. L'ancien enseignant francophone est perdu à jamais. Bencheneb a définitivement épousé la cause du jihad et ses hommes sont désormais à la disposition de son mentor Belmokhtar. Sans eux, il n'y aurait sans doute jamais eu d'In Amenas.

Ceintures d'explosifs

Quand Murielle raccroche avec Yann Desjeux, le Français se trouve alors le seul responsable de la sécurité encore en vie. Son collègue britannique Paul Thomas Morgan a été tué dès les premières heures de l'attaque. Le Français doit donc faire face seul à la situation. Murielle ne sait pas que c'est la dernière fois qu'elle entend la voix de ce compatriote avec qui, depuis qu'elle est arrivée dans ce coin perdu du désert, elle s'est liée d'amitié. En service tous les deux lors la période des fêtes de fin d'année, ils avaient d'ailleurs célébré ensemble le Nouvel An. C'était le 1er janvier en milieu d'après-midi. L'ancien des forces spéciales et la « médic »

ont partagé une assiette de foie gras, quelques bouts de saucisson et du camembert, accompagnés de quelques verres de Camensac que l'ancien militaire a rapporté en douce, bravant l'interdiction de consommer de l'alcool sur le site.

Yann Desjeux a été pris dans son bureau, où il était retourné après avoir déclenché l'alarme de sécurité qui a alerté l'ensemble des résidents de la base de vie. Appliquant à la lettre le protocole de sécurité, il s'était enfermé à clé et avait masqué les fenêtres, tout en continuant à informer ses collègues et sa hiérarchie à l'intérieur comme à l'extérieur du site de ce qui se passait. Les assaillants l'ont surpris dans son bureau, puis conduit sur une esplanade située juste en face. Six otages y étaient déjà. Au fur et à mesure de la fouille lancée par les assaillants dans les bâtiments du site, ils sont rejoints par d'autres prisonniers. C'est là que, quelques heures plus tard, le Français se retrouve « forcé » à parler au téléphone à un inconnu, l'auteur de ce livre. Le lendemain, il sera tué. Mais beaucoup de survivants lui doivent la vie. Prisonnier, l'ancien adjudant-chef du régiment de parachutistes de l'infanterie de marine (RPIMA) de Mont-de-Marsan s'est employé discrètement à désamorcer les détonateurs des ceintures d'explosifs placées par les assaillants autour des corps de plusieurs otages. Il s'est même retrouvé à jouer les infirmiers pour soigner l'un des chefs du commando, Tahar, *alias* Lamine Bencheneb, blessé par les tirs d'un hélicoptère de l'armée algérienne lors d'une première tentative d'assaut.

Murielle Ravey a eu plus de chance. Au matin de ce second jour de l'attaque, avec ses collègues de l'usine, ils ont finalement décidé de tenter une évasion. Il était 7 h 10. Le groupe, sur proposition d'un de leurs collègues algériens, Djamel, fonce vers le grillage qui cerne l'usine. À l'aide d'une pince, l'Algérien découpe de larges morceaux du grillage.

Un à un, ils s'engouffrent dans l'ouverture, puis se mettent à marcher dans le désert. Sans courir, mais à un rythme soutenu, le groupe parvient à tomber sur des militaires, qui les conduisent vers le poste de garde. Ils sont libres. Ils sont en vie. Mais aucun n'éprouve le moindre sentiment de joie. Des dizaines de leurs collègues sont encore entre les mains des assaillants, notamment l'ami de Murielle, Yann Desjeux.

Lance-roquettes

En ce petit matin du 17 janvier, Murielle espère encore le revoir. Mais elle est loin d'imaginer ce qui se passe du côté de la base de vie. L'armée algérienne est déjà en train de passer à l'offensive et elle n'a pas l'habitude de faire dans la dentelle, surtout lorsqu'il s'agit de ce genre de situation. Au sol, flanqués de leurs uniformes de commandos, des centaines de militaires encerclent la base. Dans le ciel, des hélicoptères de combat Apache munis de lance-roquettes survolent le site. Les assaillants les ont vus. Le mouvement des militaires les rend nerveux. Un des chefs du commando rappelle d'ailleurs l'auteur pour annoncer qu'il est prêt à faire un carnage si les militaires algériens attaquent. Abou Doujayna, ou Abderrahmane al-Nigeri, un Arabe du Niger, est une des plus anciennes recrues sahéliennes de Belmokhtar. Il est impliqué dans plusieurs actions violentes au Mali et en Mauritanie. C'est un habitué des opérations armées. Il n'en est pas à sa première mission. Ce vétéran des campagnes jihadistes au Sahel est notamment impliqué dans la tuerie de Lemgheity dans laquelle 17 soldats mauritaniens cantonnés dans une caserne isolée du désert ont été tués et 35 faits prisonniers par l'ex-GSPC.

Ce jour-là, quand il appelle l'auteur, le Nigérien semble à bout de nerfs : « Des hélicoptères et des snipers nous tirent dessus. S'ils continuent, je vais tout faire sauter. Pourtant des officiers algériens nous ont appelés pour nous dire qu'ils veulent discuter avec nous et là ils nous attaquent. On va tout faire exploser s'ils n'arrêtent pas. » Peu après, c'est l'autre commandant, Abou al-Baraa, qui menace à son tour. Lui aussi semble sérieux : « Si les hélicoptères continuent à tirer sur nous, je vais exécuter un otage. » Sans réfléchir, l'auteur pense spontanément au Français, Yann Desjeux, avec qui il a parlé la veille. « J'espère que ce n'est pas notre ami français ? lui demande-t-il. – *Britani, Britani*, coupe le jihadiste. Dans une demi-heure, s'ils n'arrêtent pas, je tue un Britannique », jure-t-il. Deux heures après, lors d'une autre conversation, l'auteur essaie de savoir s'il est passé à l'action. Le jihadiste déclare que les tirs ont cessé et qu'il accorde un répit, mais qu'il ne va pas tarder à passer à l'acte si les tirs reprennent. Abou al-Baraa exécutera finalement un otage anglais. Jouleybib rappelle juste après. Le bras droit de Mokhtar Belmokhtar ne parle pas de ce qui se passe à In Amenas. Il veut seulement informer « l'opinion française que son groupe a contacté les autorités françaises pour entamer des négociations ». Il affirme que « l'intermédiaire avec la France est un notable connu de la région du Sahel ». « On n'est pas venus pour tuer, explique alors le jihadiste mauritanien. On est venus pour envoyer un message à certains pays, comme la France et les États-Unis. On exige l'arrêt de l'offensive française au Mali contre les islamistes, la libération d'Omar Abdel Rahman et la remise en liberté d'Afiaa Siddiqui. » Il s'agit du « cheikh aveugle » d'origine palestinienne détenu aux États-Unis pour son rôle dans les attentats du World

Trade Center de 1993 et d'une scientifique pakistanaise également détenue dans une prison américaine.

Jouleybib, qui se trouve alors en compagnie de son émir quelque part dans le nord du Mali, ne sait pas encore que l'armée algérienne a déjà lancé l'assaut final. Pour le porte-parole de Belmokhtar, la tentative de négociation avec les Français n'a pas donné de résultat. Tout comme les échanges que les commanditaires de l'attaque ont eus avec les autorités algériennes. Ces dernières ne veulent surtout pas négocier. Elles exigent que les assaillants mettent un terme à l'opération et se rendent. « Un général algérien nous a appelés directement. Il a exigé qu'on libère tout le monde, sinon il allait tout faire exploser », assure Jouleybib, lavant les assaillants de toute responsabilité dans les dégâts éventuels que pourrait produire l'attaque. Est-ce « le Bombardier », le général Athmane Tartag, dit Bachir, qui s'est rendu célèbre dans la lutte contre les maquisards islamistes durant la « décennie noire » des années 1990 et qui a été dépêché d'Alger pour commander les opérations autour du site ? Jouleybib ne le sait pas, mais ne se doute vraisemblablement pas que la riposte est imminente.

« Le Bombardier »

Pendant que le monde entier suit avec effroi l'une des plus importantes prises d'otages de l'Histoire, les autorités algériennes, elles, s'emploient, sans bruit ni fanfare, à préparer l'assaut pour reprendre le contrôle du site. Leur crainte la plus grande est que les assaillants, qui sont puissamment armés et ont déjà miné l'usine et la base de vie où plusieurs otages sont ceinturés d'explosifs, commettent

l'irréparable : tout faire exploser, ce qui serait catastrophique pour l'économie nationale qui repose à 90 % sur les exportations d'hydrocarbures et pour la réputation du pays auprès des investisseurs étrangers qui risqueraient de considérer l'Algérie comme un pays peu sûr. Il faut donc donner l'assaut, quitte à froisser les pays étrangers dont des citoyens figurent parmi les otages. À Londres, Tôkyô ou ailleurs, les dirigeants pressent Alger de ne pas mettre en danger la vie des otages. Leurs requêtes n'auront pas d'effet. L'Algérie veut d'abord sauver un site qui lui fournit pas moins de 11 % de sa production de gaz et il n'est pas question de donner plus de temps aux assaillants qui risquent de faire exploser les installations.

À midi, l'ordre de lancer l'assaut contre les assaillants est déjà donné. La base de vie est la première visée. Un hélicoptère tire une roquette sur l'esplanade centrale où les assaillants détiennent les otages étrangers. Un autre lance une roquette sur le foyer. Les Algériens qui s'y trouvent paniquent. Certains s'échappent, se mettent à courir et parviennent à traverser l'enceinte du site. Accueillis, une centaine de mètres plus loin, par des militaires, ils sont obligés de se mettre à genoux et de se déshabiller. Les militaires veulent s'assurer qu'ils ne portent pas d'explosifs. Tous sont ensuite conduits vers le poste de garde pour être soumis à un interrogatoire, histoire de vérifier qu'aucun jihadiste ne s'est glissé parmi eux.

Pendant ce temps, l'assaut se poursuit. Les terroristes résistent et se montrent déterminés à tenir jusqu'au bout. « Ils ont signé un pacte sur le Coran. Soit ils meurent, soit ils sont faits prisonniers. Mais, jamais, aucun ne va se rendre », explique Jouleybib. Vers 14 heures, les affrontements baissent d'intensité. Les chefs des com-

mandos en profitent pour tenter de se replier vers la raffinerie de gaz, qu'occupe le groupe du « Nigérien », qui y détient six otages. Auparavant, ils ont forcé les otages qu'ils emmènent avec eux à porter des ceintures d'explosif et miné les véhicules désignés pour le convoi. Mais dès que la caravane s'ébranle, elle est prise en chasse par les hélicoptères. Les tirs de roquettes reprennent. Plusieurs voitures sont touchées. Elles explosent. Les frappes sont si puissantes que des corps sont projetés sur plusieurs mètres, calcinés ou déchiquetés.

« L'objectif n'était pas de fuir : ils voulaient rejoindre l'autre partie du commando qui était dans l'usine de gaz pour regrouper tous les otages, puis tenter de négocier avec les autorités », expliquera par téléphone Jouleybib. Le porte-parole de Belmokhtar assure que c'est en chemin, « sur le goudron », que la majorité des hommes du commando, mais aussi trente-trois otages, seront tués. « Mais il y a quatre combattants et un otage japonais qui ont survécu à l'attaque de l'armée et sont parvenus à rejoindre l'usine », affirme-t-il. À ce moment-là, le porte-parole des Enturbannés ne le sait pas encore. Car au moins trois jihadistes blessés survivront. Ils seront arrêtés par l'armée et interrogés sur-le-champ. Ce sont eux qui vont désigner les cadavres calcinés de leurs chefs sur les lieux des frappes sur le convoi.

« Les Signataires par le sang »

À l'intérieur de l'usine, le « Nigérien » et ses hommes tiennent toujours. Ils ont miné le site et attaché des explosifs sur les corps des six otages qu'ils détiennent. Leurs

amis n'ayant pas réussi à les rejoindre, ils commencent à se poser des questions. Comment s'en sortir ? Pourquoi ne pas tenter un dernier baroud d'honneur en faisant exploser les installations ? En fin de journée, des éléments sont envoyés dehors pour faire exploser un pipeline. Leur tentative échoue, tous les conduits d'alimentation du gaz ont été fermés par les autorités. Ils finissent d'ailleurs par être pris pour cible par un commando de l'armée embusqué à proximité. La majorité va mourir sur-le-champ, mais deux vont survivre. Grièvement blessés, ils seront soignés, en attendant de se faire interroger. Ce sont eux qui, plus tard, apprendront aux autorités que des jihadistes sont parvenus à s'échapper.

Le samedi 19 janvier 2013, le site est libéré. En fin de matinée, l'armée a lancé l'assaut final. Les autorités algériennes veulent en finir avec cette première attaque de l'histoire du pays contre des installations énergétiques. Même au plus fort de la « décennie noire », dans les années 1990, aucun islamiste n'avait osé s'en prendre à la principale richesse du pays. L'assaut est impitoyable et « laborieux », résume plus tard devant les journalistes l'un des rares officiels à s'exprimer après la fin de l'attaque, le Premier ministre Abdelmalek Sellal. Quant à Murielle et ses autres collègues miraculés, ils sont loin. Certains sont déjà arrivés chez eux, d'autres encore en route. Mais tous sont sous le choc. Ils pensent à leurs collègues restés pris au piège. Selon un bilan officiel, au total, ce sont 38 civils qui ont perdu la vie durant ces quatre jours sanglants, contre 29 jihadistes tués par l'armée. Quelque 865 Algériens et 100 étrangers ont pu être sauvés, se cacher ou s'enfuir.

« C'est une opération réussie à 90 %. On a atteint ce qu'on voulait. Nos combattants ont réussi à prendre le

contrôle d'un site protégé par 800 soldats, alors qu'ils n'étaient que 40 hommes », se vante quelques heures après la fin de la prise d'otages le porte-parole de Belmokhtar, qui affirme que la France « des croisés et des Juifs sionistes paiera son agression contre les musulmans du nord du Mali. Ses valets aussi ». Dans une vidéo, quelques jours plus tôt, Belmokhtar s'adresse lui aussi aux ennemis du jihad, c'est-à-dire principalement à la France, pour affirmer : « On va vous combattre au sein même de vos foyers et dans vos propres pays. » Il appelle « tous les jeunes musulmans à venir dans la terre d'islam de l'Azawad ».

Jouleybib reste évasif sur la suite des combats, mais promet d'autres attentats spectaculaires pour bientôt. « J'espère que la France se rend compte qu'il va y avoir des dizaines de Mohammed Merah et de Khaled Kelkal », dit-il. Sa référence au Toulousain qui a assassiné à bout portant plusieurs soldats, un père de famille et de jeunes enfants juifs en 2012 est explicite. L'allusion à Kelkal, un jeune Lyonnais affilié au GIA qui a perpétré une série d'attentats sur le sol français dans les années 1990, est peut-être encore plus lourde de menaces. « L'attaque d'In Amenas n'est qu'un début. Nous avons des dizaines de combattants prêts à se sacrifier à tout moment », affirme-t-il. Fait-il allusion à la phalange dont sont issus les membres du commando d'In Amenas, cette unité spéciale de volontaires aux opérations-suicides créée par Belmokhtar un mois à peine auparavant ? Dans une vidéo rendue publique début décembre 2012, ce dernier, qui apparaît alors pour la première fois à visage découvert, a annoncé avoir adjoint à sa Brigade des Enturbannés une nouvelle phalange qu'il a nommée « Les Signataires par le sang », *El-Mouaguiine Biddam* en arabe, dont les membres triés sur le volet sont

« prêts à se sacrifier pour le jihad ». C'était l'époque où l'émir borgne, écarté de la direction d'AQMI à cause de querelles de leadership, s'était retiré avec ses hommes auprès du MUJAO à Gao. Mais le chef jihadiste affirmait qu'il restait toutefois fidèle à la ligne d'Al-Qaïda.

Deux mois après le carnage d'In Amenas, Belmokhtar était donné pour mort. Le Tchad, dont l'armée participait alors aux côtés des militaires français à l'opération Serval dans le nord du Mali, affirmait l'avoir tué. Le 23 mai 2013, le chef des Enturbannés apporte la preuve qu'il n'en est rien. Un commando des Signataires par le sang et du MUJAO lance une double opération au Niger. Ils frappent l'usine d'extraction d'uranium de la compagnie française Areva à Arlit et attaquent une caserne militaire nigérienne à Agadez. L'opération, baptisée « Abou Zeid » en hommage à son compagnon au sein d'AQMI tué fin février par l'armée française dans les montagnes de l'Adrar des Ifoghas, a été menée à l'aide de deux véhicules chargés chacun d'une tonne d'explosifs. « C'était un carnage. Il y a eu beaucoup de morts parmi les forces spéciales françaises qui gardaient le site et les militaires nigériens aussi », affirmera plus tard Jouleybib à l'auteur. Le bras droit de Belmokhtar appelait pour annoncer la fusion du groupe des Enturbannés et du MUJAO qui a donné naissance à une nouvelle organisation nommée « *Al-Mourabitoune* », les Almoravides. C'était fin août 2013. Quelques semaines plus tard, Jouleybib lui-même allait trouver la mort. Dans la nuit du 13 au 14 novembre 2013, il a été surpris quelque part dans le nord du Mali par un commando des forces françaises qui ne lui a laissé aucune chance.

Chapitre 10

Sur les traces du Ben Laden du Sahara

Souvent, je me couche tard, et rarement je me lève tôt. Si « mauvaise » soit-elle, cette habitude me convient. Je n'aime pas me coucher tôt puisque c'est tard le soir que je prends plaisir à satisfaire certains « vices » : lire, écrire ou écouter la radio, ce que parfois je me surprends d'ailleurs à vouloir faire en même temps. En cette nuit du 15 au 16 janvier 2013, je me suis donc couché tard. Très tard. Comme d'habitude. Je venais de terminer un de ces essais « africanistes » qui traînent près de mon lit et commençais quelques pages d'une traduction de la *Rihla* d'Ibn Battûta, le globe-trotter tangérois du Moyen Âge. Il était au moins 3 heures du matin quand je me suis enfin endormi, bercé par les voix de je ne sais quelle station de radio, sans doute Courtoisie, cette « radio de la francophonie et du pays réel » pour laquelle le « Sarrazin » que je suis a, depuis quelques années, une petite passion. « Malsaine », me taquinent certains proches. Que dire alors de la matinée qui allait suivre ? Je ne me souviens plus de l'heure de mon réveil, mais je sais qu'il était très tôt pour le « lève-tard » que je suis.

C'est la vibration insistante de mon téléphone qui m'a forcé à me lever. J'y jette un coup d'œil furtif, mais rien ne presse. Je prends le temps de me réveiller : douche, café,

radio, courriels, etc. C'est alors que je consulte l'écran de mon téléphone. Je constate un appel en absence. Le numéro m'intrigue. Il commence par l'indicatif +882. C'est celui d'un téléphone satellitaire du réseau émirati Thuraya. Je consulte mes autres téléphones, que j'utilise quand je suis à l'étranger : aucun numéro ne correspond à celui qui m'a appelé. Je tente de rappeler. Mais la ligne ne parvient pas à faire sonner le téléphone de mon correspondant. Je me demande de qui il peut bien s'agir. Un membre de ma famille ou un ami en villégiature dans un campement isolé du désert de Mauritanie, mon pays d'origine. Un collègue en reportage dans un coin perdu où il n'y a ni ligne terrestre ni réseau mobile ? Peut-être. Je réfléchis. Mais je ne vois ni proche ni ami qui serait dans une telle situation. Je me souviens cependant de la dernière personne que j'ai vue avec un tel appareil. C'est Ousmane Ag Mohamed Ousmane, un journaliste touareg basé à Tombouctou, d'où, depuis le début des troubles dans le nord du Mali en janvier 2012, il couvre les événements pour l'agence mauritanienne de presse Sahara Medias que dirige un vieil ami, Abdallah Mohamedi, longtemps correspondant en Afrique de la chaîne de télévision qatarie Al-Jazira.

J'appelle Ousmane et lui demande s'il n'a pas changé de numéro de Thuraya ou tenté de me joindre par un autre. Il me dit que non. Je lui demande alors s'il peut vérifier dans ses différents téléphones s'il ne peut pas identifier le numéro qui a tenté de me joindre. Ousmane s'empresse de consulter ses téléphones et finit par trouver à qui appartient le numéro. « C'est Jouleybib. Il vient de m'appeler. Il voulait te dire qu'ils ont fait une attaque en Algérie. Je suis en train de rédiger ma dépêche », me dit-il. Je rappelle Jouleybib, mais je n'arrive pas à le joindre. Je tente un texto : ça marche. Une minute après, c'est lui qui me rappelle : « Je

t'ai appelé en premier, je voulais te dire que nous venons de lancer une grande attaque sur un site de gaz en Algérie et nous avons pris près de quarante otages occidentaux. »

En route pour Tombouctou

Jouleybib est le porte-parole de Belmokhtar. Je l'ai rencontré à Gao en octobre 2012, quand, avec son chef allié du MUJAO, il était un des patrons de la ville. C'est Ousmane qui m'a mis en contact avec lui. Je venais de faire la connaissance de ce dernier à Tombouctou. Je l'avais rencontré au mois d'août : son patron, Abdallah, m'avait mis en relation avec lui pour qu'il me donne un coup de main alors que je m'apprêtais à faire un long séjour dans les villes maliennes contrôlées par les islamistes. Je devais m'y rendre dans le cadre d'un projet de film sur la vie quotidienne dans le nord du Mali sous l'occupation des groupes jihadistes. C'était pendant la saison des pluies et des grandes vagues de moustiques, donc du paludisme au Sahel. Je le savais et pensais donc ne pas rester longtemps. Une dizaine de jours au maximum. « C'est largement suffisant, si tu bosses bien », m'avait dit François Margolin, le producteur qui finançait cette expédition et que j'avais rencontré seulement un an auparavant dans les ruines des services secrets de l'ancien « Guide » libyen Mouammar Kadhafi, à Tripoli. Finalement, ce serait un épuisant mais passionnant voyage de plusieurs semaines. Il allait durer d'août à fin octobre. C'est qu'entretemps François et moi n'étions plus seuls à être embarqués dans ce projet. Le documentaire envisagé s'est transformé en projet de fiction après qu'une troisième personne s'est jointe à nous : mon compatriote et « grand frère », le cinéaste

Abderrahmane Sissako. L'auteur de *Bamako*, qui vit depuis quelques années à Nouakchott, où il occupe une fonction de conseiller à la présidence de la République, était choqué par ces images d'amputations et de flagellations que les jihadistes se glorifiaient de diffuser à travers les médias. Sissako ne voulait pas rester silencieux devant ce que subissaient des populations qui sont avant tout le prolongement humain de son propre pays. Il tenait à faire quelque chose et le projet de documentaire planifié initialement par François et moi était donc pour lui une occasion à saisir. Il signera finalement *Timbuktu*, auréolé d'une sélection en compétition officielle au Festival de Cannes 2014.

Me voilà donc parti, à la mi-août 2012, pour le nord du Mali. Je connais la région. Je l'ai parcourue plusieurs fois par le passé. J'y ai même séjourné quelques semaines au printemps précédent, au lendemain de la débâcle de l'armée malienne face à la foudroyante offensive des rebelles du MNLA et des groupes jihadistes. J'y étais accompagné d'un journaliste français, Stéphane Rodriguez, avec qui je devais coréaliser un reportage pour une chaîne française. Mais je n'ai pas dépassé la ville de Gao, où mon collègue et moi avons été accueillis par le MNLA. Je connais une grande partie des fondateurs de ce mouvement depuis plusieurs années. Stéphane et moi avons donc bénéficié d'une imposante escorte du groupe rebelle tout au long de notre séjour, qui a duré plusieurs semaines. Cette escorte, qui est venue nous chercher à la frontière avec le Burkina Faso, était surtout destinée à protéger Stéphane contre un éventuel enlèvement. Ma nationalité mauritanienne me met en quelque sorte à l'abri de ce genre de danger. Stéphane et moi aurions bien voulu aller hors de Gao. Nous souhaitions surtout pouvoir aller filmer à Tombouctou, la cité des « 333 saints », aux

mosquées et médersas millénaires mais qui est passée entre les mains des islamistes d'Ansar Dine, alliés aux troupes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique. Nous avons essayé d'y aller. J'ai même introduit une demande dans ce sens auprès de leur porte-parole, Senda Ould Bouamama, dont le numéro de portable m'a été communiqué par un ami journaliste à Al-Jazira English, le Mauritanien Mohamed Vall Ould Boukhoussa. C'est un des premiers reporters arrivés dans le nord du Mali après le déclenchement des troubles. Mais le dirigeant islamiste m'a signifié qu'il n'était pas « personnellement en mesure de garantir la sécurité d'un étranger ».

Stéphane et moi sommes donc restés à Gao. La maison où nous étions hébergés était en permanence gardée par des dizaines de combattants rebelles. En dehors de quelques tours au palais du gouverneur, où le MNLA avait installé sa direction, Stéphane sortait rarement. Il en était sans doute frustré, mais supportait sans grand mal la situation. Il comprenait le danger : si le MNLA y avait installé son quartier général, c'était parce qu'il ne tenait que quelques poches de la ville. La grande majorité des quartiers est tenue par les jihadistes du MUJAO et de Belmokhtar. Autant dire que les risques que mon coéquipier soit enlevé étaient évidents. Stéphane le savait. Je l'avais prévenu, même si j'avais pris toutes les précautions possibles pour que cela n'arrive pas. L'une d'elles était à mes yeux primordiale : qu'il s'engage à être prêt, si je le jugeais nécessaire, à passer tout son séjour enfermé quitte à repartir sans la moindre image. Sur le terrain, mon coéquipier s'est révélé fort compréhensif. Bien plus que je ne l'imaginais, d'autant que mon dernier séjour dans la région accompagné d'un étranger s'était très mal passé.

C'était aux premiers jours de janvier 2011. Avec un caméraman qui m'avait été désigné par une célèbre boîte de produc-

tion parisienne, j'étais alors parti « Sur les traces d'Al-Qaïda au Sahel ». Il n'y a pas eu d'enlèvement et cet « Envoyé spécial », qui m'avait conduit durant trois semaines dans les déserts de Mauritanie du Mali, a même été diffusé quelques jours seulement après l'enlèvement au Niger des deux jeunes Français Vincent Delory et Antoine de Léocour. Mais le caractère trop « soldatesque » de cet ancien militaire reconverti en « journaliste », comme il aimait l'annoncer partout, même si cela n'était pas censé faciliter son travail, m'avait profondément « vacciné » contre un certain journalisme télévisuel. Autant dire l'agréable surprise qu'a été pour moi l'attitude de Stéphane, qui sans le vouloir m'a aussi en quelque sorte ouvert les portes des groupes jihadistes d'Ansar Dine, d'AQMI, du MUJAO et des Enturbannés de Belmokhtar. En effet, c'est en tentant de chercher une « protection » pour l'emmener avec moi à Tombouctou que j'ai moi-même découvert qu'il m'était possible de séjourner auprès des jihadistes. En tant que « musulman », j'y avais même « droit », ai-je appris de la bouche du porte-parole d'Ansar Dine lui-même. « Le pays est tien », m'a-t-il d'ailleurs assuré.

À la veille de mon départ au mois d'août 2012, je tiens cependant à vérifier si ce « droit » est toujours valable. Je rappelle le porte-parole des islamistes d'Ansar Dine. Son avis est toujours le même. Je prends alors contact avec Ousmane, le correspondant de l'agence mauritanienne Sahara Medias, à Tombouctou. Abdallah Mohamedi, son patron, m'a déjà transmis ses différents numéros de téléphone et son adresse e-mail. J'apprends plus tard d'Ousmane qu'il lui a même envoyé un courriel lui demandant de m'aider et de « tout faire » pour moi. La région qui m'intéresse au premier chef étant Tombouctou, je quitte Paris pour Nouakchott en Mauritanie, l'entrée la plus

indiquée pour rejoindre cette partie du nord du Mali. Plus de deux mille kilomètres d'une route couverte à moitié d'une fragile couche d'asphalte souvent trouée, et à moitié de boue, de caillasse et de sable : je mets trois jours pour rallier Bassikounou, une petite bourgade de boue et d'argile, d'où part la piste de sable la plus courte pour se rendre à Tombouctou. J'y suis « coincé » quelques jours, le temps de régler un imprévu de dernière minute.

À Nouakchott, j'étais passé rapidement dans les bureaux de Sahara Medias, histoire de saluer mon ami Abdallah. Je voulais également voir si je pouvais y trouver un compagnon qui pourrait m'aider à « écourter la route », comme on dit en arabe mauritanien, l'agence étant aussi une pépinière de correspondants de journaux et télévisions du monde arabe qui s'intéressent à la région. Je l'ai trouvé en la personne d'un jeune journaliste du service de télévision de l'agence, Brahim Ould El Moustapha. Une chaîne irakienne, à capitaux chiites, lui a commandé un reportage sur la charia à Tombouctou. Brahim m'accompagne donc. Senda, le porte-parole des islamistes, lui a déjà donné son accord. « Le pays est le tien », lui avait-il dit, comme à moi quelques mois plus tôt. Finalement, ce gentil « petit frère » que j'ai découvert au cours du voyage ne dépassera pas les ruelles boueuses de Bassikounou. « On n'a rien contre ta personne, mais on ne peut pas te laisser venir si tu travailles pour des gens qui insultent nos modèles, les compagnons du Prophète », entend-il de la bouche du chef islamiste. Et moi, qui travaille pour des « infidèles » ? Étrangement, c'est ce fait-là qui va, semble-t-il, faire la différence entre nous. « Ils m'ont dit que même si tu viens de Paris, la presse en France est en général professionnelle et objective et qu'ils se sont renseignés et n'ont rien trouvé contre toi », m'a confié Ousmane, que

j'avais encore sollicité pour tenter un recours auprès des responsables islamistes, pour « sauver » la mission de mon compagnon de route.

À bord d'un vieux 4 × 4 loué auprès d'un « transporteur » du camp de réfugiés maliens de Mbera, près de Bassikounou, je continue le voyage seul. À l'époque, je fume beaucoup et n'ignore pas que la cigarette est formellement interdite à Tombouctou, où les fumeurs pris en flagrant délit sont souvent sévèrement punis de plusieurs coups de fouet en public. Exactement comme les buveurs d'alcool. Je transporte avec moi une bonne ration de tabac que le chauffeur prend soin de dissimuler. Le premier contact avec les jihadistes se fait à Goundam, à quatre-vingt-dix kilomètres avant Tombouctou. L'arrêt au poste de contrôle est bref, pas de vérification de papiers d'identité, mais juste un appel à Tombouctou pour savoir si les chefs sont informés de l'arrivée d'un journaliste. Deux heures après, la première barrière de sécurité qui boucle l'accès occidental de la ville des « 333 saints » est levée devant moi.

Le chauffeur me conduit à l'Auberge du Désert, un petit hôtel encore fonctionnel et où Ousmane s'est installé. C'est le seul client. L'hôtel n'a pas de personnel, mais un gardien, Mohamed. C'est à présent le « gérant ». La chambre qu'il me désigne se trouve au premier et unique étage. Juste à côté de celle d'Ousmane. J'ai à peine le temps d'y déposer mes affaires et de trouver une cache pour mes cigarettes, qu'on frappe à la porte. Mohamed me dit que je suis attendu en bas. Je descends. Un groupe de barbus, vêtus de tuniques courtes et de pantalons coupés au-dessus de la cheville, est debout devant l'hôtel, au pied d'un véhicule surmonté d'un long canon, une arme lourde. Leur chef, Talha, se présente, le sourire aux lèvres, me salue aimablement, prend soin de

me demander comment s'est passé le voyage et me demande poliment mes pièces d'identité. « C'est juste une formalité. On te les rapporte demain dans la journée », me dit-il. Il est 21 heures environ. Pas trop tard, selon moi, pour appeler. J'essaie de joindre Senda pour l'informer de mon arrivée. Son téléphone est éteint. « Il dort. Ici, la vie commence avec la première lueur de l'aube et se termine avec la dernière juste après 20 heures », me déclare Ousmane.

Le lendemain, aux premières lueurs du jour, Senda est dans le hall de l'hôtel. « Youssef va venir vous voir tout à l'heure », dit-il en s'adressant non pas à moi, mais à Ousmane. Youssef est le responsable du bureau de l'information d'Ansar Dine. En milieu de matinée, ce jeune homme frêle, au visage presque imberbe, arrive à mon hôtel au volant d'un pick-up dont le chargement à l'arrière est caché par une bâche blanche portant le sigle du PAM, le Programme alimentaire mondial des Nations unies. Youssef est pressé. Il me dit de rédiger une demande et d'y indiquer les personnes et les lieux que je souhaite visiter avec le maximum de précision. « Quand c'est prêt, tu m'appelles et je viens la chercher », dit-il. Dans l'heure qui suit, ma demande est prête. Mon ordinateur n'ayant pas de clavier en arabe, je la rédige sur une feuille volante que je lui remets en mains propres. Le lendemain, sa réponse arrive. Dactylographié sur une page unique portant les insignes d'Ansar Dine, elle comporte quinze points. Ainsi, je suis autorisé à travailler à Tombouctou, à interroger qui je veux, même s'il ne partage pas la ligne idéologique des maîtres de la ville. Mais je ne dois pas filmer la nuit et entre midi et 15 heures, sauf s'il y a une urgence. Je ne dois pas filmer les femmes non habillées selon « la tenue islamique », ni les visages des combattants sans leur accord. Je ne dois pas filmer sans

un accompagnateur désigné par le service médias d'Ansar Dine. Ce dernier est à ma charge tant qu'il est avec moi dans le cadre de mon travail. Je ne dois pas poser de questions « manipulatrices ». Je m'engage à donner une copie de mon travail au bureau des médias du mouvement.

Le soir, un jeune jihadiste, Khoubayb, qui avait passé la journée avec Ousmane et moi à l'hôtel, est passé me dire qu'il avait été désigné pour être mon accompagnateur et qu'il serait devant l'hôtel à 7 heures. Le lendemain, je le retrouve effectivement à l'heure dite, mais ce jeune garçon avec qui j'ai passé quelques heures fort « sympathiques » la veille s'est métamorphosé. Finies les discussions, les plaisanteries, les anecdotes. C'est tout juste si à l'heure du repas il consent à manger avec moi. Mais là aussi, pas de rigolade. Un jour que nous partagions avec Ousmane et Mohamed, le gardien de l'hôtel, un bol de riz envoyé par l'épouse du gardien, Khoubayb me surprend avec un verre de thé dans la main gauche. Il me prend immédiatement le verre de la main et le pose sur la table basse sur laquelle nous mangions. « Ce que tu fais ne se fait pas. Un musulman n'utilise jamais sa main gauche pour boire ou manger. C'est formellement déconseillé en islam », me dit-il d'une voix calme, mais le regard ferme. C'est mon premier contact vivant avec l'islam, selon les jihadistes. Je pensais avoir pris toutes les précautions pour ne jamais avoir à me retrouver en porte-à-faux avec mes « hôtes ». Comme les leurs, mes pantalons sont toujours relevés au-dessus des chevilles. Je laisse pousser ma barbe et rase ma moustache. Je prie à l'heure et souvent à la mosquée. Je ne salue pas les femmes, mais parfois oublie de me vêtir d'un haut qui descend au moins jusqu'au milieu des cuisses. « Tu es plus âgé que moi et je n'ai rien à t'apprendre. Au contraire. Mais si je peux me permettre, j'aimerais bien que tu fasses un

petit effort pour t'habiller toujours avec un vêtement qui descend davantage que cette chemise que tu portes », me dit pudiquement Aboubakr, mon nouvel accompagnateur désigné après que Khoubayb a finalement été appelé pour « une autre mission ». Deuxième leçon des « pratiques du bon musulman » apprise de mes hôtes. Aboubakr n'aura pas à insister. Sa leçon est vite assimilée.

Au respect absolu des quinze points fixés noir sur blanc dans ma fameuse autorisation de travail, je commence alors à ajouter une infinité de petits reflexes qui vont se révéler fort utiles pour le reste de mon séjour. Exemple : mon téléphone sonne ? Je ne dis plus « Allô », mais prononce un très pieux « *Assalamou Alyakoum* ». Je découvre que je connais la véritable identité du jihadiste qui se présente à moi sous son nom d'emprunt ? Je ne cherche pas à le lui dire et évite de dépasser avec lui les limites du cadre qu'il a fixé lui-même. Officiellement mouvement malien, Ansar Dine est composé en vérité en grande partie d'éléments d'Al-Qaïda au Maghreb islamique. Je ne connais pas ses émirs dont j'ai croisé la plupart dans les rues de la ville. Mais je connais indirectement quelques-uns de ses combattants mauritaniens. Khoubayb et Aboubakr, mes deux accompagnateurs désignés, en font partie. Ils ne le savent pas et je ne le leur dis pas. L'un est de la même promotion que mon petit frère, actuellement officier des forces spéciales mauritaniennes, ces unités avec lesquelles AQMI a souvent eu à croiser le feu avant le conflit au Mali. L'autre est originaire d'un village où j'ai fait une petite escale en venant à Tombouctou. Un notable de la ville, chez qui j'ai passé quelques heures de repos, me l'avait décrit avant d'arriver. « C'est le fils de notre ancien médecin », m'a-t-il dit. Il y a aussi ce troisième garçon, dont je connais personnellement

la famille, notamment son grand frère avec qui j'ai fait une partie de mes études secondaires. Son histoire est d'ailleurs très connue en Mauritanie. Sa famille est une des plus vieilles de Nouakchott, dont elle possède une grande partie du patrimoine immobilier, notamment les principaux immeubles du centre-ville. Ce garçon, un moment emprisonné pour ses liens supposés avec AQMI, venait d'obtenir une grâce présidentielle. Sur les conseils de sa famille, il avait même accepté de travailler avec un de ses frères et consenti à se marier avec une jeune fille choisie par elle. Mais le soir du mariage, alors que les invités étaient déjà sur place, il s'est éclipsé discrètement et a disparu, laissant la mariée seule au milieu des convives. Depuis, il n'a jamais donné de nouvelles, jusqu'au jour où il est apparu sur ces images qui ont fait le tour du monde et qui le montraient s'attelant à détruire un mausolée près de la grande mosquée de Tombouctou.

S'il m'a évité des ennuis, ce zèle à observer le maximum de prudence avec les jihadistes m'a aussi largement rendu service. Au fil du temps, mes hôtes, dont certains avaient sans doute quelques doutes sur l'objet réel de ma mission, ont fini par m'accorder une grande confiance. À la fin de mon séjour, je pouvais même aller filmer et interviewer des habitants et des jihadistes sans avoir besoin de mon fameux *mourafik*, « accompagnateur » en arabe. Est-ce le résultat de ce surprenant contrôle général de l'ensemble de mes supports d'enregistrement dont mes téléphones portables, français et local, mes cartes mémoire et ma caméra ?

Un jour où je venais d'assister à ma première séance d'application de la charia, l'exécution d'un berger touareg pourtant membre d'Ansar Dine qui avait tué volontairement un pêcheur noir, Youssef, le fameux responsable du bureau d'information d'Ansar Dine, m'a demandé de lui remettre

ma caméra, mes cartes mémoire et mes téléphones. Ansar Dine ayant prévenu qu'il était interdit de filmer le moment précis où le condamné devait être tué, Youssef a prétendu vouloir vérifier si je n'avais pas oublié d'éteindre ma caméra. J'avais effectivement filmé les préparatifs de l'exécution, le dispositif de sécurité autour de la place, les discours des responsables religieux présents, l'arrivée du public et celle du condamné. Mais pas son exécution. Youssef m'a rendu la caméra le lendemain, mais a gardé une partie de mes cartes mémoire et un téléphone. Il en a effacé quelques images, dont les discours des religieux avant l'exécution, et me les a rendus plusieurs jours après. « On est désolés, tu as bien respecté tes engagements », me fait-il savoir par un émissaire, un Touareg malien, Redouane Abou el-Achbal, *alias* Aboubakr Benabdellah, un des rares responsables avec Senda qui parfois se laisse aller à parler français.

Après cela, je n'aurai plus affaire ni à mes fameux *mourafik* mauritaniens, ni à Youssef, dont la métamorphose avec moi est telle qu'il va même laisser deviner ses origines. Il abandonne cet étrange accent, très fréquent chez les jihadistes sahariens et qui rend très difficile d'avoir la moindre idée de leurs origines : un cocktail de l'arabe saharien – notamment le hassaniya parlé en Mauritanie et dans les déserts marocain, algérien, malien et nigérien –, d'algérois, de marocain, de tunisien, de libyen, le tout enveloppé dans un arabe très classique. Youssef est mauritanien comme je l'apprendrai plus tard. Il s'appelle Beiba Ould Nafaa, un nom qui me parle beaucoup. Son patronyme est celui d'une famille respectable de l'oasis d'où vient ma famille maternelle et j'avais noté ce nom quelque part dans mes notes sur AQMI. C'était au lendemain de la libération de l'otage d'AQMI Pierre Camatte. Youssef faisait

partie des quatre membres d'AQMI relâchés par le Mali en février 2010 en échange de la libération du Français. Aux dernières nouvelles, il serait mort, tout comme Redouane et Khoubayb. Les trois jihadistes auraient été tués par l'armée française au premier trimestre 2014.

Après plus d'un mois passé à Tombouctou, je suis fatigué et sens l'ennui me guetter. Je songe à partir. Mais Ousmane me suggère d'aller faire un tour à Gao. La ville est occupée par le MUJAO et les Enturbannés de Belmokhtar. L'émir balafré, qui est en froid avec les chefs d'AQMI, a installé ses hommes dans la cité des Askias, les rois songhaïs qui l'ont fondée. Lui-même y réside, même s'il passe plus de temps hors de la ville, dans un petit coin de campagne au bord du fleuve à quelques kilomètres sur la route de Tombouctou. Une plaque en interdit l'accès à tout véhicule non autorisé. « Comme ça, tu auras une idée de tous les groupes qui sont dans la région », me dit Ousmane. L'idée me paraît intéressante, d'autant que Gao est reliée par une route bitumée à Niamey, d'où je pourrais reprendre un avion pour rentrer soit en Mauritanie, soit en France.

Un jihadiste français

Pendant qu'Ousmane s'emploie à me trouver un chauffeur pour me conduire à Gao, je fais un tour en ville et passe par le nouveau commissariat de la police islamique fraîchement installé dans le palais de l'ancien gouverneur malien. À peine dans la cour, je tombe nez à nez avec cet homme que j'ai souvent croisé dans les rues de la ville, et que j'enrageais de ne pouvoir interroger. Le voilà donc devant moi, adossé au tronc d'un manguier, seul, une chaise

vide à côté. Je fais semblant de vouloir profiter d'un peu d'ombre. Je pose mon sac et m'assieds sur la chaise. J'ôte mon turban, découvre mes cheveux trempés, et mon front suant. Je sors une bouteille d'eau de mon sac. J'en bois quelques gorgées et la lui tends. « Je suis désolé. J'ai bu sans vous proposer. Vous devez aussi avoir soif. Il fait très chaud », lui dis-je. Gentiment, il décline. Il dit qu'il n'a pas soif et qu'il vient de boire de l'eau à l'intérieur du commissariat. Je vois bien que ce n'est pas un Arabe. Mais je fais semblant de le prendre pour tel. Des jihadistes arrivent et se mettent avec nous. Ils paraissent détendus et l'un d'entre eux, un Noir, a un accent proche de celui qu'on entend à Bamako, Ségou, Sikasso, Ouagadougou ou Bobo-Dioulasso. J'en profite. Je cesse de lui parler en arabe et me mets au français. L'homme souvent croisé ne semble pas surpris. Au contraire. J'ai l'impression qu'il s'attendait déjà à ce que je change de langue. Je lui parle de tout et de rien. Du soleil, du vent, de la pluie, des moustiques. Il fait de même. C'est lui qui me tend la perche. « Tu es journaliste, c'est ça ? » me demande-t-il. J'en profite pour me présenter et lui dire que j'aimerais bien l'interviewer, le filmer. « J'ai eu peu de gens qui parlent vraiment français. Ce serait bien que tu m'accordes une ou deux heures », lui dis-je. Il n'est pas contre l'idée. Mais il n'est pas prêt pour l'instant. « Je dois faire une vidéo que je vais diffuser dans les médias et sur Internet. Je ne peux pas accorder un entretien filmé avant d'avoir fait cette vidéo. Dès que ce sera fait, pas de problème. Mais je peux t'accorder une interview pour la presse écrite, si tu veux. » Je veux enregistrer sa voix. Là aussi, il s'excuse. Je prends un carnet et commence à noter l'histoire de cet homme étrange, un Français dont je me demande ce qu'il est venu faire sur ces terres arides et indigentes, d'où rien ne sort si

ce n'est la misère et la guerre. Gilles Le Guen n'est pas le seul Français que j'ai eu l'occasion de voir à Tombouctou.

Il me raconte sa vie. Ses origines bretonnes. Sa carrière d'officier dans la marine marchande. Son passage par Médecins sans frontières, en Éthiopie. Sa découverte de l'islam au large de la Tunisie. Sa conversion. Ses voyages au Maroc, le pays de sa femme, Nawal, une Tangéroise qui vit avec lui à Tombouctou. Ses séjours dans des écoles coraniques en Mauritanie pour « parfaire » sa culture islamique, puis son arrivée dans la région deux ans auparavant. Gilles me parle aussi du jihad. De son ralliement à Al-Qaïda. « Pas Ansar Dine. Ils sont un peu mous et pas très déterminés », me dit-il. Il me parle de la guerre annoncée que certains pays comptent lancer, d'un instant à l'autre, avec l'aide de la France, pour chasser les jihadistes du nord du Mali. « Bien sûr que je vais combattre avec mes frères », affirme-t-il. Et ses enfants, ces petits blondinets et ces petites gamines voilées, qui passent leurs journées, pieds nus, à jouer avec leurs copains africains dans les rues de la ville ? Qu'adviendra-t-il d'eux si demain son engagement jihadiste le conduit à la mort ? « *Al Qadar* », le destin, me répond-il en arabe.

Gilles a bien fait sa vidéo. AQMI l'a diffusée quelques jours plus tard, le 9 octobre 2012. Abdeljalil al-Faransi, « Abdeljalil le Français », apparaît devant l'étendard d'AQMI, une kalachnikov à la main. Parlant dans sa langue maternelle, le jihadiste breton déclare soutenir Al-Qaïda et sa « guerre sainte » au Mali. Il met aussi en garde la France contre une éventuelle intervention armée dans le nord du Mali. Mais à peine un mois après, le 10 novembre, le Français a des soucis à se faire. Ses amis d'Al-Qaïda l'ont arrêté. Motif ? Le Guen a reçu un coup de téléphone émanant de l'ambassade de France à Bamako, la capitale

malienne. Abdeljalil al-Faransi est-il un véritable jihadiste ou un espion français ? Nawal, sa femme marocaine, est aussi interpellée. AQMI ouvre une enquête confiée à… Abdelhamid Abou Zeid, l'un des plus redoutables émirs du groupe. L'enquête, dont l'auteur a pu consulter un compte rendu, commence par le témoignage d'un combattant mauritanien, Abou al-Dardaa al-Shinquiti selon son nom de guerre. Le Mauritanien explique avoir rencontré le Français dans le camp d'entraînement d'Abou Haritha où Le Guen « participait à une session d'entraînement sur les armes lourdes et a su faire preuve de patience ». Le camp d'Abou Haritha est l'ancien siège de la police militaire malienne dont se sont emparés les jihadistes après le départ de l'armée malienne. AQMI en a fait l'un de ses QG et l'a transformé en centre de formation. Abou al-Dardaa affirme que Le Guen lui a dit qu'il avait été contacté par l'ambassade de France. Le Mauritanien, qui pense que le Français est quand même « un bon musulman », déclare qu'il ne lui paraît pas assez « versé dans le concept "*Al Wala wa al Bara*" », que l'on peut traduire par « Allégeance et désaveu », c'est-à-dire « Aimer pour Allah et détester pour Allah », comme l'expliquent certains idéologues jihadistes. Gilles ne travaille pas, Abou Zeid veut savoir de quoi il vit. Le Mauritanien affirme que le Breton lui a confié que sa mère lui envoie régulièrement de l'argent et qu'il veut même s'acheter une voiture. Abou al-Dardaa affirme aussi que Le Guen est parfois un peu trop curieux. Il lui a souvent demandé où se trouvaient les otages étrangers détenus alors par AQMI et ce que projetaient de faire les jihadistes en cas d'intervention militaire française. Le témoin mauritanien dit la même chose de Nawal.

Quant à Le Guen, interrogé par Abou Zeid en personne, il commence par se présenter. Il précise qu'il s'est converti

à l'islam en 1982 ou 1983 en Tunisie, alors qu'il travaillait sur un bateau. « J'étais le capitaine du navire, explique-t-il. Cette année-là, j'ai démissionné et je suis retourné en France. Ma femme est devenue musulmane quand je l'ai épousée. Elle était ouvrière d'usine, avant de travailler dans l'agriculture. En 1999, j'ai divorcé de cette femme qui m'a donné deux fils : Abdoul Karim, qui a seize ans, et mon premier fils qui s'appelle Simbad et a aujourd'hui dix-huit ans. Ils vivent tous les deux en France. »

Les enquêteurs veulent en savoir plus. A-t-il déjà servi dans l'armée française ? « J'ai servi quand j'avais dix-huit ans, mon rang militaire était deuxième classe », affirme Le Guen. Quels types d'armes maîtrise-t-il ? Le Guen dit avoir oublié le nom des armes, mais se hasarde à mentionner une mitraillette M7. Son expérience de capitaine, sa vie de famille brisée, ses relations avec ses frères et sœurs, tout est passé en revue. À un moment, il révèle qu'il est revenu en France pour travailler avec l'ONG Médecins sans frontières, qui l'a envoyé à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, pendant six mois. « Ils m'ont pris parce que je connais plusieurs langues, comme le français, l'anglais et l'espagnol », déclare-t-il. Mais ce que les enquêteurs d'AQMI voulaient évidemment éclaircir, c'était la teneur de la conversation téléphonique entre Le Guen et l'ambassade de France. Pendant son interrogatoire, il admet avoir été contacté par son ambassade, mais il insiste sur la banalité de la discussion. Il ajoute qu'un de ses voisins de Tombouctou avait fui la ville en donnant son numéro à l'ambassade. « Ils m'ont appelé et je leur ai dit que je n'avais aucun problème à Tombouctou », se justifie-t-il. L'enquête est close, sans que le Français soit condamné. Est-ce parce que le Mauritanien a insinué que Le Guen

pourrait souffrir de troubles mentaux ? « J'ai remarqué qu'il semblait parfois atteint de maladies psychologiques, il est peut-être psychologiquement perturbé », affirme-t-il.

L'espion, le jihadiste ou le fou est finalement arrêté par l'armée française dans la nuit du 28 au 29 avril 2013, dans les environs de Tombouctou. Transféré en France, il a été présenté le 17 mai à un juge d'instruction qui l'a mis en examen pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste et incarcéré. Il s'agit alors de la première information judiciaire ouverte sur le fondement de la loi votée fin 2012 permettant de poursuivre des Français soupçonnés d'avoir participé à des actes terroristes à l'étranger ou d'être partis s'y entraîner. Selon le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, « il avait manifestement déjà combattu dans des groupes jihadistes ». Le ministre a décrit « une dérive individuelle de fanatisme ». « C'est un paumé qui devient terroriste », avait-il expliqué après son arrestation.

En route pour Gao

Ousmane a trouvé une voiture. Je dois quitter Gilles. Lui aussi est pressé. Il doit aller à la mosquée. C'est bientôt l'heure de la prière de *Dohr*, celle de la mi-journée. Je retrouve Ousmane à l'hôtel. Le propriétaire de la voiture est avec lui. Il veut partir dans la nuit. « 3 heures du matin, comme ça on arrive avant qu'il fasse chaud sur la route », me dit-il. À l'heure convenue, j'embarque avec Soueilem. Mameti, le jeune guide touristique que j'ai croisé quelques semaines auparavant à l'hôtel, veut me suivre. « Je n'ai rien à faire ici. Je veux juste partir

quelques jours ailleurs », m'explique-t-il. À cet instant, je ne sais pas encore qu'il s'est déjà fait « chicotter » par les jihadistes pour consommation d'alcool. Comme celle qui relie la frontière mauritanienne à Tombouctou, la route de Gao est un long zigzag de sable, de caillasse et de boue. Mais Soueilem, qui connaît la route « grain par grain, caillou par caillou », comme il dit, parvient à traverser ces cinq cents kilomètres en un temps presque record : huit heures. Faute de clients, les hôtels de Gao sont presque tous fermés. Un seul fonctionne réellement : le Motel Askia, situé un peu en retrait du centre-ville, mais qui offre des chambres propres et une cuisine de bon niveau, comparée aux gargotes lugubres des souks de Tombouctou.

À peine installé, je décide de faire un tour au marché, histoire de prendre le pouls de la ville. Je connais un homme qui y tient une boutique : Al-Bakaye Kounta, un Arabe malien chez qui je m'approvisionne quand je suis à Gao et avec qui j'aime bien passer un peu de temps. Je vais chez lui en compagnie de Mameti. C'est Soueilem qui nous conduit à sa boutique, Gao n'ayant plus de taxi depuis le départ des autorités maliennes. Pendant qu'Al-Bakaye me prépare le traditionnel thé de bienvenue cher aux Sahariens, je passe un ou deux coups de fil à des responsables jihadistes de la ville. J'appelle d'abord Jouleybib, l'homme de confiance de Belmokhtar, puis Ali Touré, *alias* Abou Mohamed. Je leur ai déjà parlé la veille. Ils savent donc que je suis censé être à Gao dans la journée. Mais ils sont injoignables. Il fait chaud et je suis un peu fatigué. Je pense rentrer à l'hôtel me reposer. Al-Bakaye n'a pas de voiture pour me ramener. Je décide de faire de l'auto-stop et me mets à l'angle de la rue du marché et de la route de l'aéroport qui passe à quelques mètres du quartier Château-

d'Eau où se trouve mon hôtel. Un véhicule 4 × 4 s'arrête devant moi. Je fais le benêt. Je remercie ses occupants et saute dedans. Une fois à bord, le chauffeur fait demi-tour. Je comprends qu'il se dirige vers le commissariat de la police islamique. Je ne dis rien.

Une fois dans la cour du commissariat, l'un des occupants me demande mes papiers d'identité. Dans ses yeux, je vois qu'il rêve : il a peut-être mis la main sur un espion, pense-t-il sans doute. Je lui remets mon passeport et lui précise que je suis journaliste. Il appelle le commissaire, un jeune Égyptien. Ce dernier arrive, demande ce qui se passe. Je lui répète que je suis journaliste et lui tends la fameuse autorisation que m'ont remise les responsables d'Ansar Dine à Tombouctou. Ousmane m'avait dit qu'elle était aussi valable à Gao et partout où il y a des jihadistes. « Journaliste ? » L'Égyptien s'agite. Il cherche quelque chose dans ses poches. Il trouve : c'est une cagoule. Il se masque avec. « Si ça peut vous aider, je vous informe que je suis attendu par Jouleybib et Abou Mohamed, Ali Touré, votre directeur. » Ma phrase glace l'Égyptien. « Jouleybib al-Mouritani ? lâche-t-il. – Oui. C'est lui qui me rappelle d'ailleurs, lui dis-je. Bonjour, je suis bien arrivé, mais j'ai été arrêté par votre police, m'entend dire l'Égyptien au téléphone. – Passe-les-moi, passe-les-moi », répond Jouleybib. Les policiers s'excusent, me remettent mes documents puis me ramènent à mon hôtel.

Mon « oncle » jihadiste

Jouleybib m'a promis de passer me prendre le soir. Il souhaite m'inviter à dîner pour « faire connaissance ». Je

l'attends toute la nuit. En vain. Le lendemain matin, le bras droit de Belmokhtar m'appelle. J'étais alors au marché au milieu d'un groupe de Noirs de la ville à quelques pas de la boutique de mon « ami » Al-Bakaye. Jouleybib vient me chercher. Il est accompagné d'un autre jihadiste que j'ai déjà aperçu le matin, passant plusieurs fois à bord de son 4 × 4 devant la boutique d'Al-Bakaye. Son visage est complètement masqué. C'est à peine s'il s'est laissé une petite ouverture pour les yeux. Je viens de fumer une cigarette dans l'arrière-boutique d'un jeune commerçant dont le magasin est en face de celui d'Al-Bakaye. Je sens la clope et ne veux pas que mon haleine « gâte », comme on dit en français local, mon premier contact avec un homme dont j'attends beaucoup. Je fais patienter Jouleybib et son ami, le temps que Mameti aille me chercher du dentifrice et du déodorant. Ce sont des « outils » dont je ne me sépare jamais depuis mon arrivée dans la région. Mais ce jour-là, je les avais curieusement oubliés. Je prétexte que j'attendais ma monnaie chez le jeune commerçant. Jouleybib ne s'en offusque pas. Il est même très chaleureux avec moi. Il me propose d'aller à mon hôtel pour se reposer un peu et discuter de mon programme.

Le hall de l'hôtel comporte un petit salon oriental avec un grand tapis persan entouré de banquettes marocaines, situées derrière de petites tables basses. C'est là que je m'installe avec mes « hôtes ». Je suis en face de Jouleybib, son ami est assis à ma gauche. Jouleybib a posé sa kalachnikov à l'entrée du hall. Son ami, lui, a un pistolet. Il le pose sur la table, juste devant moi. Je sens son jeu. Je l'esquive. Ce n'est pas lui le chef. Le chef, c'est l'homme qui est en face de moi et c'est lui qui m'a « autorisé » à venir à Gao. Jouleybib me parle et me dit qu'il est content que je

sois venu. Son sourire et ses mots me paraissent sincères. Son ami reste muet. Il écoute mon échange avec son chef. Jouleybib veut savoir combien de temps je compte rester. Je lui ai dit que cela dépend de ce que je peux faire sur place. Il me promet de tout faire pour que je puisse avoir ce que je veux.

Contrairement aux jihadistes de Tombouctou, Jouleybib ne me demande pas mes papiers d'identité. En revanche, il voudrait « faire connaissance avec moi à la mauritanienne ». Je plaisante en lui demandant depuis quand les jihadistes s'intéressent aux origines des gens. « Ce n'est pas le comportement qui prime, non ? » lui dis-je. Il sourit et me répond que lui reste profondément attaché à certaines valeurs mauritaniennes, « puisqu'elles ne sont pas contraires à l'islam ». Il se présente en premier. Je me présente à mon tour. Il me rappelle le lien historique qui unit les deux clans tribaux dont nous sommes originaires l'un et l'autre. Il me raconte qu'il connaît très bien ma famille maternelle qui vient du même clan que lui. Je lui dis que je connais la famille dont il est issu. « Tu dois connaître mon cousin qui était gouverneur de Nouakchott », me dit-il. Je lui apprends que son cousin est maintenant un grand cadre d'un parti de gauche, anciennement maoïste et dans lequel il militait quand il était plus jeune. Il n'est pas choqué et passe aux choses pratiques.

« Pour que tout se passe vite, prends le numéro de Migren. Il est avec moi dans le département de l'information. Dès que tu as besoin de quelque chose, tu l'appelles. Il va t'aider », me dit le bras droit de Belmokhtar. Il ne donne pas d'instruction directe à son ami. Mais celui-ci a compris. Depuis que nous nous sommes présentés devant lui, Migren entend son chef m'appeler affectueusement

« mon neveu », *ould khti* en arabe. Pas moins d'une bonne dizaine d'années me séparent pourtant de mon « oncle » jihadiste. *Khali*, comme je l'appelle désormais, reçoit un coup de fil. Il doit filer, je présume que c'est son chef. « *Al batroun* », le patron, m'annonce-t-il. Jouleybib s'isole à quelques mètres de nous. Migren profite que mon « oncle » est au téléphone pour prendre le relais. Il tient manifestement à m'intimider. Passant son pistolet d'une main à l'autre, comme s'il voulait que je le voie bien, il me pose quelques questions. Pas en arabe, mais dans un excellent français. Son accent laisse deviner sa nationalité : il est tunisien, même s'il me dit que sa mère est libanaise de Tripoli. Je ne le crois pas et pense plutôt, vu ses manières, ses mots, son attitude, que c'est un bon bourgeois tunisois probablement originaire de la Marsa ou d'El-Menzeh. « On m'a dit que tu as filmé tout à l'heure au marché. Tu as filmé des combattants, me dit-il. – Si des combattants sont passés dans la rue principale du marché pendant que je prenais des plans, oui certainement. Ils doivent être là », lui dis-je en faisant défiler sur l'écran de ma caméra les images que je viens de tourner au marché. Le Tunisien ne fait pas durer son jeu. Son chef a déjà terminé sa conversation au téléphone et il doit partir. Le Tunisien me demande de lui préparer mon programme et la liste des personnes que je souhaite voir. Il va passer les chercher plus tard.

Avant que mes hôtes prennent congé de moi, j'interpelle Jouleybib : « *Khali*, est-ce que tu penses que je peux voir l'émir ? – Bien sûr. Là, il est occupé, sinon je t'aurais emmené avec moi tout de suite. Je vais voir comment organiser un rendez-vous », me promet-il. Je suis aux anges. Rencontrer en chair et en os « le Ben Laden du Sahara » ? Quitte à rester longtemps, je décide de ne pas

quitter Gao de sitôt. En attendant, je prépare les listes de lieux et personnes que je voudrais voir et les transmets dans l'après-midi à Migren. J'y note que je voudrais faire un tour autour de la ville, pour voir les positions tenues par les jihadistes. Le Tunisien estime que ce n'est pas possible. Il ne veut pas non plus m'emmener à l'hôpital voir des personnes qui ont été amputées dans le cadre de l'application de la charia. Mais il accepte de me faire faire des patrouilles avec la police islamique et assister à des jugements au tribunal de la charia.

Le soir même, je suis avec lui dans son 4 × 4 au milieu d'un convoi de policiers dans les rues de la ville. Avec nous, il y a d'autres Tunisiens, mais surtout le fameux Ali Touré, Abou Mohamed, le directeur de la police islamique. La promenade dure plusieurs heures, mais notre convoi rentre « bredouille » à la *Hisba*, la police des mœurs, qui se trouve dans la même enceinte que le tribunal, celle de l'ancienne mairie. Pourtant Ali Touré est satisfait : une unité qui était partie à moto a mis la main sur un groupe de gens qui ont contrevenu à la charia. Le lendemain, j'assiste à leur procès et m'entretiens avec des prévenus, mais aussi avec le président du tribunal islamique, le Mauritanien Hamada Ould Mohamed Kheirou. Ancien d'AQMI et fondateur du MUJAO, il est aujourd'hui recherché par de nombreux pays qui ont mis sa tête à prix : la Mauritanie, l'Algérie, les États-Unis, etc. Il n'y a pas d'avocats, ni de code de procédure. Seulement des sentences puisées directement dans le Coran, l'histoire du Prophète et de gros volumes de droit musulman, dont certains datent de pas moins de quatorze siècles. Ce jour-là, aucune sentence d'amputation n'est prononcée, mais pas moins d'une dizaine de condamnations aux coups de fouet sont enregistrées.

Parmi les condamnés, les jeunes arrêtés la veille par les policiers d'Ali Touré.

Le disque dur d'Al-Qaïda

Je rentre à l'hôtel en pensant à l'un d'entre eux. Il a dit aux juges qu'il n'avait pas bu, mais juste levé une canette jusqu'à ses lèvres. Il était chétif et visiblement malade. Ses yeux hagards disaient sa peur. Mais le malheureux n'a pas échappé à la sentence. Il doit être flagellé. Pendant que je m'apitoie sur le sort de ce jeune garçon, le gérant m'interpelle dans la cour sur le chemin de ma chambre. « Tiens, tu as perdu ce truc quand tu es monté dans la voiture ce matin. Je l'ai trouvé devant la porte, dans la rue », m'explique-t-il. C'est un disque dur d'ordinateur de marque Samsung enveloppé dans une pochette de cuir noir. Je cours à ma chambre, allume mon ordinateur et branche le disque. Une vraie mine d'or. 500 Go de documents internes à Al-Qaïda et dont le contenu ferait rêver dans beaucoup de pays, autant les journalistes que les services de renseignement.

Je commence à faire défiler sur mon écran les dossiers. Je ne sais pas lequel est plus important que l'autre. J'ouvre au hasard un premier dossier. Il comporte la liste des personnalités officielles d'Al-Qaïda et de ses filiales dans le monde. J'en ouvre un deuxième, et je tombe sur une correspondance entre Al-Qaïda mère et sa section maghrébine. Je jette un coup d'œil rapide sur un troisième : je découvre les fatwas des imams officiels reconnues par Al-Qaïda. Un quatrième : je tombe sur des images d'entraînement de jihadistes dans le désert. Je clique sur un cinquième

et je découvre des images, accompagnées de leurs modes d'emploi rédigés en plusieurs langues dont l'allemand, de toute une gamme d'armements : des pistolets aux avions de chasse, en passant par des hélicoptères militaires et des chars de combat. Je continue et déniche des fiches pratiques, parfois en audio ou en vidéo, pour fabriquer des explosifs ou des missiles artisanaux. Il y a aussi des conseils pour apprendre à tenir face à des interrogatoires de police et même à résister à la torture. Bref, une bombe.

Je m'arrête pour réfléchir. Je le rapporte avec moi ou j'en fais une copie ? Ma décision est vite prise. Ces documents ne m'appartiennent pas et je n'ai pas le droit de les garder. Je dois les restituer. Et en plus, qui me dit que ce n'est pas un piège ? J'appelle Jouleybib et lui dis qu'il a perdu un disque qui lui appartient. Il me répond qu'il m'envoie quelqu'un le chercher. Je lui dis que je ne le remettrai qu'à lui seul. Jouleybib me promet de venir chercher son disque dans quelques minutes. En attendant, je m'amuse à poster sur ma page Facebook une petite phrase à propos de ce disque. J'adresse une question à mes amis journalistes. Je leur demande ce qu'ils feraient s'ils tombaient par hasard sur un disque dur externe appartenant à Al-Qaïda. Ma question provoque un véritable tsunami de coups de fil, de courriels et de messages privés sur ma page Facebook. Certains sont simplement curieux de savoir ce que j'ai vu dans ce disque, d'autres me proposent de l'argent contre quelques documents. Les sommes ont parfois de quoi faire tourner la tête.

Quand Jouleybib arrive, j'insiste pour expliquer comment son disque est tombé entre mes mains, histoire qu'il comprenne bien que je ne l'ai pas volé. Je n'ai pas envie qu'on me coupe la main. Je lui rappelle que le disque a

été retrouvé devant l'hôtel. Il est sans doute tombé de la poche de sa tunique quand il est descendu de la voiture de Migren pour me laisser y monter lorsqu'il était venu me chercher pour me conduire au tribunal islamique. J'ajoute, en le regardant dans les yeux, que je l'ai ouvert et lui énumère les dossiers et documents que j'ai consultés. Si cela met ses amis et lui en danger, je suis prêt à subir les conséquences de mon acte. « Mais non, tu n'as rien à craindre. Tu es quelqu'un d'honnête et il n'y a pas de raison que tu craignes quoi que ce soit. Heureusement d'ailleurs que c'est tombé entre tes mains », s'exclame le jeune chef jihadiste. Je sais que j'ai marqué un point. En plus d'être le « neveu » du bras droit de Belmokhtar, je viens de gagner sa confiance. Jouleybib me promet même de me faire une agréable surprise. « Dommage qu'on se soit connus si tard, sinon je t'aurais souvent envoyé des documents ou des déclarations. Mais ce n'est pas trop tard. Tu vas avoir de belles choses qui vont rendre tous les autres journalistes jaloux de toi », me déclare-t-il.

C'est la dernière fois que je le vois. Durant le reste de mon séjour, Jouleybib est injoignable. Son téléphone est en permanence éteint. Je quitte finalement Gao, sans ce fameux cadeau promis. Mais début décembre 2012, alors que je dîne avec des amis dans le centre de Paris, un SMS fait vibrer mon téléphone. Il vient du Mali. Je l'ouvre et découvre un lien Internet sur lequel je clique. Une vidéo se télécharge. Je l'ouvre et voilà la tête de Belmokhtar, une kalachnikov à la main et le drapeau noir des jihadistes au côté. C'est la première apparition à visage découvert du chef jihadiste dont jusqu'ici aucune image n'a jamais été authentifiée. Le monde entier va alors découvrir l'apparence d'un des jihadistes les plus redoutés. Face à la caméra, l'œil

droit immobile, le Borgne est vêtu d'une veste militaire, un turban noir sur la tête. D'une voix posée et calme, il parle pendant près d'un quart d'heure. À l'époque, sans doute préparé à une attaque imminente contre les jihadistes dans le nord du Mali, il menace les Occidentaux, la France en particulier, de représailles en cas d'intervention. Belmokhtar, qui est de fait « démissionnaire » d'AQMI depuis quelque temps, officialise sa rupture avec ses anciens amis et annonce la création d'une nouvelle brigade nommée « Les Signataires par le sang ».

La vidéo n'a pas eu grand effet dans les médias et chez les spécialistes. À l'époque, à cause de la présence d'otages français entre les mains d'AQMI, l'attention était fixée sur le rival de Belmokhtar, Abou Zeid, qui détenait ces prisonniers. C'est l'assaut contre le site d'In Amenas qui va montrer la gravité des menaces proférées alors par Belmokhtar. Désormais le monde entier sait que l'émir borgne dispose d'hommes prêts à se faire tuer pour commettre des opérations jihadistes. Je crois d'ailleurs avoir assisté à la naissance de ce groupe. Sur la route entre Tombouctou et Gao, Soueilem, le chauffeur, m'a montré un panneau écrit en arabe, qui interdit l'accès, à quelques kilomètres de Gao, d'une zone en retrait de la route, à tout véhicule non autorisé. Il m'a dit que Belmokhtar y a installé une base, où il passe beaucoup de temps avec ses combattants qui s'y entraînent tous les jours. À Gao, Omar Ould Hamaha, son oncle par alliance et lieutenant, m'a juré que les jihadistes disposaient de centaines de volontaires « élus au premier rang », selon son expression, qui n'attendent que l'ordre pour commettre des « opérations martyres ». Avec le recul, je crois qu'il faisait allusion aux « Signataires par le sang », d'autant que Jouleybib m'a

déclaré le jour où il m'a appelé pour revendiquer l'attaque d'In Amenas que l'opération était préparée depuis plusieurs mois et que c'était Belmokhtar lui-même qui avait supervisé sa préparation. Dans une vidéo que Jouleybib me fait parvenir en août 2013, certains membres de ce commando apparaissent d'ailleurs en train de s'entraîner pour mener cette attaque. À un moment, on voit Belmokhtar avec eux. Les paysages qui les entourent ressemblent fortement à la fameuse zone interdite à côté de laquelle je suis passé sur la route entre Tombouctou et Gao.

Au cours de notre dernier entretien téléphonique, Jouleybib voulait que je vienne sur le terrain voir ce que sont ces fameux « Signataires par le sang ». C'était le 27 octobre, quelques semaines avant sa mort survenue dans la nuit du 13 au 14 novembre 2013, suite à une opération de l'armée française. J'étais dans un café du centre de Paris et je regardais un match de foot entre Saint-Étienne et le PSG. Les jihadistes n'aiment pas les cafés, ni le foot tel qu'il est pratiqué dans les grands championnats du monde. J'en sais quelque chose : un jour que j'étais à une terrasse de café, j'ai reçu un coup de fil de Khoubayb, mon premier « accompagnateur » désigné par Ansar Dine à Tombouctou. Il a entendu la télévision diffuser un match. Il a coupé. Je l'ai rappelé. Il a de nouveau entendu le son de la télévision. Il a recoupé. J'ai essayé de le rappeler mais il n'a pas décroché. Une heure après, il m'a rappelé. J'étais dans la rue des Lombards, près d'un de ces temples du jazz qui s'alignent dans une partie de la rue. Khoubayb a raccroché de nouveau. Le lendemain, il m'a rappelé. C'était juste pour prendre de mes nouvelles, m'a-t-il dit. Mais avant de raccrocher, il a tenu à me dire qu'il y a des péchés qu'il faut éviter : « la musique et les

matchs de foot ». Quand mon jeune « oncle » Jouleybib m'appelle pour la dernière fois, je suis donc contraint de quitter le café et vais rater la belle prestation de mon équipe préférée, les Verts. Je m'éloigne de tout bruit.

Jouleybib me demande si je peux venir les voir. Je lui réponds que cela dépend d'une chose que je lui ai déjà dite : un entretien avec son chef. Il me promet qu'il fera tout pour que cela se fasse et m'invite à aller le rejoindre avec ses amis jihadistes. Je lui demande le chemin à prendre. Le Niger, le Burkina ou la Mauritanie ? « Passe par chez toi. » Je comprends qu'en dépit de l'offensive française au Mali, les jihadistes n'ont pas encore quitté la région. Je comprends surtout que Belmokhtar était encore à cette date, c'est-à-dire fin octobre 2013, dans la région située près de la frontière mauritanienne. Je décide d'y aller. Mais pour gagner du temps, je lui dis que je vais lui envoyer par Internet des questions destinées à son patron. Si la rencontre se révèle finalement impossible, qu'il lui fasse enregistrer les réponses devant une caméra et qu'il me fasse parvenir les images par le moyen qui lui paraît le plus simple. Soit par Internet, soit en Mauritanie, où nous connaissons des journalistes qui peuvent servir de relais. Jouleybib me dit qu'il n'a plus accès facilement au Net. Je lui propose de lui envoyer les questions écrites en arabe par SMS. Ce que je fais le soir même ou le lendemain. Mais « mon oncle » tient à ce que je vienne. Je me prépare à partir en Mauritanie pour essayer d'arriver dans la région où je pense qu'il se trouve avec son chef. Deux semaines après, j'apprends sa mort. Je suspends mon voyage. Je ne l'annule pas. Maintenant que je sais que certains des jihadistes que j'ai connus se trouvent dans la zone frontalière entre la Mauritanie et le Mali, je me dis qu'il n'y a pas de

raison de ne pas aller les voir. L'idée d'une enquête sur Belmokhtar me trotte dans l'esprit depuis fort longtemps. Jouleybib est mort. Mais j'estime que j'ai toujours une chance de rencontrer le fameux chef jihadiste. Les deux hommes étaient si proches que je suis persuadé qu'ils ont évoqué ma demande d'interview ou mon arrivée probable dans la région. Les jihadistes étant aussi organisés qu'une caserne, je suis sûr aussi que son gendre lui faisait régulièrement un compte rendu de ses conversations avec moi.

Fin février 2014, je pars donc sur les traces du Ben Laden du Sahara. Je passe par Alger, Dakar, puis prends la route Saint-Louis à Nouakchott. De là, je connais le chemin qui pourrait m'amener jusqu'au but. Boutilimit, Aleg, Kiffa, Nema, Bassikounou, Hassi Touil, puis Lerneb ou Taoudenni. Près de mille cinq cents kilomètres. Pendant plus de deux mois, je m'entête à arriver au but, mais j'échoue : Mokhtar Belmokhtar est introuvable.

Plus tard, j'apprendrai que l'homme que je tenais tant à voir n'était plus dans la région. Sentant sans doute l'étau de l'armée française se resserrer autour de lui, il a disparu. Cependant, il reste actif. La preuve ? Le 14 juillet 2014, jour de la fête nationale française, l'émir balafré fait parler de lui. Ce jour-là, un combattant du groupe *Al-Mourabitoune*, les Almoravides, la nouvelle formation de Belmokhtar, née en août 2013 de la fusion de sa Brigade des Enturbannés et du MUJAO, surprend au volant d'un véhicule piégé une unité de l'armée française dans le désert du Mali. Bilan : un militaire français tué et six blessés. C'était « une réponse adressée aux Français qui prétendent avoir anéanti les forces jihadistes et réussi l'opération Serval », se glorifie un porte-parole du groupe de Mokhtar Belmokhtar.

Remerciements

Je remercie chaleureusement toutes les personnes qui ont bien voulu me parler, me recevoir, m'accompagner ou me conseiller dans le cadre de la préparation de ce livre. Qu'elles se trouvent en France, en Grande-Bretagne, en Algérie, en Libye, en Tunisie, au Maroc, au Burkina-Faso, au Niger, au Sénégal, en Mauritanie et au Mali (du nord comme du sud), je leur fais part de ma sincère gratitude, quel que soit l'apport ou le statut des uns ou des autres.

Ma gratitude va ensuite à Patrick Venries, Rodolphe Wartel, Christophe Lucet du journal *Sud-Ouest*, Jurek Kuczkiewicz du quotidien belge *Le Soir*, Richard Werly du journal suisse *Le Temps* et Olivier Bot de *La Tribune de Genève*.

Je remercie aussi mes « Doyens » Jean-Pierre N'diaye et Mbarek Ould Beyrouk, ainsi que mes amis Serge Daniel, Chawki Amari et Adrian Gatton dont les pressions amicales et les encouragements ont été décisifs dans l'écriture de ce livre.

À titre posthume, ma gratitude va à trois amis chers, précocement disparus, Ali Boudoukha alias Amar Ben Salem, ancien correspondant de RFI à Alger, Madior Fall, ancien rédacteur en chef de *Sud Quotidien* à Dakar, et le professeur Omar Ndao spécialiste des littératures maghrébines à l'Université de Dakar.

J'éprouve une reconnaissance particulière envers Pierre Prier et Gwenaëlle Lenoir pour leurs suggestions, leurs remarques et leurs corrections, même si je garde l'entière responsabilité du texte.

Alfred de Montesquiou, Zineb Ben Zita, Walid Berrissoul et David Thomson méritent, eux aussi, mes remerciements.

Sahibhoum et Idoumou, mes frères aînés, et Cathzem, qui ignorent sans doute leur apport à ce livre, sont également remerciés.

Mon « avocate », Me Hélène de Vigan, n'est pas oubliée.

Pour avoir été une éditrice efficace, Nadia Butaud, elle, mérite une mention spéciale.

L'APPLICATION
DE LA CHARIA
C'EST LA ROUTE DU
BONHEUR
C'EST LA ROUTE DU
PARADIS
MNLA

POLICE ISLAMIQUE

Table

Prologue. Carnage à Noël 9
Cavale africaine 12
À Paris *Inch'Allah* 15

Chapitre 1. Naissance d'un jihadiste 19
Mourir en martyr 20
« Afghans arabes » 21
CIA 22
Ibn Taymiyyah 25

Chapitre 2. Le Borgne 29
« Grève sainte » 31
La « Brigade du Martyre » 40
Mister Marlboro 42

Chapitre 3. Le Djinn 51
L'émissaire de Ben Laden 52
Mariage « morganatique » 56
La chasse aux Blancs 59
5 millions d'euros de rançon 61
Hadj Bettou, le « roi du désert » 62
L'appel de ses parents 64

Chapitre 4. Al-Qaïda au Maghreb 67
Butin de guerre 68
Putsch à Nouakchott 71

Aide divine 73
Les éloges de Ben Laden 75
Allégeance à Ben Laden 78

Chapitre 5. Les Enturbannés 81
Braquage en Mauritanie 83
Un bon vivant 85
Évasion en plein jour 87
« Le poète combattant » 89
Fusillade à Nouakchott 91

Chapitre 6. Une « saison en enfer » 95
Barbe Rousse 96
« Nous sommes Al-Qaïda » 100
« Esclaves d'Allah » 101
C'est Mokhtar Belmokhtar 106
Preuve de vie 109
Geôliers 112
Abou Zeid 114
« Air Cocaïne » 118
Moustapha Chafi, ou le « négociateur du désert » . . 120

Chapitre 7. Morts à la fleur de l'âge 127
Mariage à Niamey 128
Des militaires français en renfort 130
Tente touarègue 132
Qui a tué Antoine et Vincent ? 134
Tirs français 135
La version des jihadistes 136

Chapitre 8. L'Émirat islamique au Nord-Mali . . . 139
État indépendant de l'Azawad 140
La faute du MNLA 142
Iyad Ag Ghali 143
« Pigeon de mosquée » 145

« C'est la charia, c'est la loi d'Allah » 146
Moussa, condamné à mort 147

Chapitre 9. Carnage dans le désert 153
« Ils arrivent. On va se cacher » 158
Les étendards du jihad 159
Ceintures d'explosifs 161
Lance-roquettes 163
« Le Bombardier » 165
« Les Signataires par le sang » 167

Chapitre 10. Sur les traces du Ben Laden du Sahara 171
En route pour Tombouctou 173
Un jihadiste français 184
En route pour Gao 189
Mon « oncle » jihadiste 191
Le disque dur d'Al-Qaïda 196

Remerciements 203

RÉALISATION : NORD COMPO À VILLENEUVE D'ASCQ
NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A.S À LONRAI
DÉPÔT LÉGAL : OCTOBRE 2014. N° 118063 ( )
IMPRIMÉ EN FRANCE